



CEDEFOP

Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle



Rapport annuel 2011



Rapport annuel 2011

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2013

ISBN 978-92-896-1106-0

ISSN 1608-988X

doi: 10.2801/78784

© Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2013

Tous droits réservés.

**Le Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle** (Cedefop) est le centre
de référence de l'Union européenne pour la formation
et l'enseignement professionnels. Nous livrons des informations
et des analyses sur les systèmes et les politiques de formation
et d'enseignement professionnels, ainsi que sur la recherche
et la pratique dans ce domaine.

Le Cedefop a été créé en 1975 par le
règlement (CEE) n° 337/75 du Conseil.

Europe 123, 570 01 Thessaloniki (Pylea), GRÈCE
Adresse postale: PO Box 22427, 551 02 Thessaloniki, GRÈCE
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
E-mail: info@cedefop.europa.eu
www.cedefop.europa.eu

Christian F. Lettmayr, *Directeur faisant fonction*
Laurence Martin, *Président du Conseil de direction*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
1. PERFORMANCES DU CEDEFOP EN 2011	4
2. PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2011	10
2.1. Livrer des informations pour l'élaboration des politiques européennes d'EFP	10
2.2. Interpréter les tendances européennes et les défis à relever en matière d'aptitudes, de compétences et d'apprentissage.....	20
2.3. Évaluer les bénéfices de l'EFP	27
2.4. Améliorer l'image de l'EFP	29
2.5. Gestion, ressources et contrôles internes	31
3. RÉALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2011 PAR PRIORITÉ À MOYEN TERME, PAR ACTIVITÉ ET PAR PROJET.....	35
4. ANNEXES	105

AVANT-PROPOS

L'année 2011 a été marquée par le lancement du nouveau cadre politique défini dans la stratégie *Europe 2020* et ses initiatives phares, dans le cadre «Éducation et formation 2020» et dans le communiqué de Bruges.

Le déplacement de priorité de la formulation des politiques à leur mise en œuvre n'a nullement infléchi la forte demande pour l'expertise du Cedefop. D'autant que l'éducation et la formation, et par conséquent l'enseignement et la formation professionnels (EFP), sont désormais ancrés dans le processus global de gouvernance économique qui sert de fil conducteur aux réformes menées par les États membres en vue de réaliser les objectifs de l'UE pour 2020.

En 2011, les États membres ont bien avancé dans la mise en œuvre des instruments et principes européens communs, qui décrivent les certifications en termes de savoirs et de compétences attendus des apprenants. Le Cedefop soutient les activités de mise en correspondance des certifications nationales avec les niveaux du cadre européen des certifications. Ce soutien a été hautement apprécié, comme l'a confirmé une conférence organisée en coopération avec et pour les partenaires sociaux. Les travaux du Cedefop sur les instruments européens communs et sur leurs interactions indispensables pour faciliter les transitions des individus entre les différents types d'éducation et de formation et pour assurer la synergie entre les divers instruments ont fait l'objet d'un séminaire inauguré par M^{me} Vassiliou, commissaire chargée de l'éducation et de la culture, auquel ont assisté des députés européens. Il s'agit là d'un exemple du type de coopération que le Cedefop a établie avec le Parlement européen et le Comité économique et social européen (CESE).

L'aggravation du chômage, et tout particulièrement du chômage des jeunes dont le taux dépassait 22 % à la fin de l'année, a accru l'attention portée par les décideurs politiques à l'EFP en tant que moyen d'améliorer l'employabilité des individus et de remédier aux inadéquations de compétences. Plusieurs manifestations sur cette problématique ont été organisées par les présidences du Conseil de l'UE, le Parlement européen et le CESE. En coopération avec trois autres agences – Eurofound ⁽¹⁾, OSHA ⁽²⁾ et ETF ⁽³⁾ –, le Cedefop a examiné avec les députés européens les mesures à prendre pour remédier à cette situation; fort de ses travaux sur les compétences, les instruments communautaires et les bénéfices de l'EFP, le Centre a plaidé pour une approche interdisciplinaire, qui permettrait de combler le fossé entre éducation/formation et marché du travail.

⁽¹⁾ Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail <http://www.eurofound.europa.eu/> [cité le 3.2.2011].

⁽²⁾ Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail <http://osha.europa.eu/en/about> [cité le 3.2.2011].

⁽³⁾ Fondation européenne pour la formation <http://www.etf.europa.eu/web.nsf/pages/home> [cité le 3.2.2011].

Les invitations à des conférences et réunions de haut niveau, ainsi que les références aux travaux du Cedefop dans les documents politiques et la littérature scientifique, attestent la pertinence des fruits de ces travaux, leur actualité et la dynamique dont ils sont porteurs pour l'évolution des systèmes nationaux d'EFP.

Avec la fin de la période couverte par les priorités à moyen terme 2009-2011, l'année 2011 a aussi été l'occasion d'une réflexion sur les activités menées par le Cedefop ces dernières années. Les demandes de maintien de l'appui à de nombreux projets dénotent que les activités du Centre sont en parfaite cohérence avec l'agenda politique et avec les besoins de nos parties prenantes. Les relations de travail plus étroites avec les institutions européennes, ainsi que les évaluations conduites tout au long de cette période, confirment la reconnaissance du Cedefop en tant que source faisant autorité en matière de politiques d'EFP et de compétences en Europe.

Les priorités à moyen terme 2012-2014, adoptées par le Cedefop en 2011, visent à soutenir le nouveau cadre politique. Elles coïncident avec le calendrier établi pour la palette d'actions que les pays européens se sont engagés, dans le communiqué de Bruges, à mettre en œuvre d'ici à 2014 ⁽⁴⁾.

Le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques d'EFP doit tenir compte des tendances démographiques, sociétales, technologiques, ainsi que de l'évolution des professions, du fait de l'influence de ces tendances sur les besoins de compétences. Dès lors, le Cedefop continuera de consolider et d'améliorer ses capacités d'anticipation et d'analyse des facteurs externes qui influent sur l'EFP. Un processus continu de renouvellement est déterminant pour assurer la pertinence, l'attractivité, l'accessibilité et la flexibilité de l'EFP. Pour soutenir ce processus, le Cedefop suit les progrès accomplis, en rend compte et veille à la cohérence et à la complémentarité des divers instruments et principes européens. En améliorant la visibilité et la pertinence pour le marché du travail des savoirs, aptitudes et compétences des individus, ces instruments aideront également les citoyens européens à gérer plus efficacement leurs transitions professionnelles. Le Centre entend accélérer ses travaux sur la manière dont l'apprentissage des adultes et la formation par le travail peuvent faciliter ces transitions et servir l'innovation et la compétitivité.

Les nouvelles priorités à moyen terme du Cedefop, qui guideront les activités du Centre au cours de la période 2012-2014, portent sur trois dimensions – institutions, individus, marché du travail/facteurs externes – d'un EFP moderne, pertinent et flexible, au service des citoyens et du développement économique.

Thessalonique, mars 2012

Christian F. Lettmayr
Directeur faisant fonction

⁽⁴⁾ http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/vocational/bruges_fr.pdf [cité le 22.5.2012].

1. PERFORMANCES DU CEDEFOP EN 2011

Les indicateurs du système de mesure des performances du Cedefop montrent l'utilisation, les types d'utilisateurs et les effets des travaux du Centre. Les résultats sont qualitativement contextualisés afin de mieux appréhender les aspects qui peuvent encore être améliorés.

L'évaluation des performances du Cedefop prend en considération la contribution du Centre à l'élaboration de la politique européenne d'EFP. Il s'agit notamment a) d'examiner la valeur ajoutée par le soutien du Cedefop au renforcement de la coopération européenne, au travers de la mise en œuvre des instruments européens communs, tels que le cadre européen des certifications (CEC) et le système européen de transfert de crédits pour l'EFP (ECVET), et b) d'évaluer la contribution du Cedefop à l'élaboration d'un agenda politique européen pour l'EFP fondé sur des données probantes grâce à ses analyses du processus de Copenhague et à ses travaux sur les besoins de compétences. Le Cedefop contrôle également les performances de ses services internes et de son administration afin de s'assurer qu'à ce niveau-là aussi les efforts visent la concrétisation des objectifs et priorités du Centre. Un tableau récapitulatif des données de janvier à décembre 2011 figure à l'annexe V.

Principaux résultats

- Les travaux du Cedefop sont hautement pertinents pour la stratégie européenne d'EFP. L'expertise du Centre est recherchée et appréciée par ses parties prenantes, en particulier les décideurs politiques, ce qui témoigne de la confiance dans sa qualité.
- Les améliorations apportées par le Cedefop aux modalités de mise en œuvre de ses projets et un agenda politique chargé sont deux facteurs qui ont contribué aux bonnes performances du Cedefop.
- Certains travaux, notamment sur les instruments européens et les prévisions de compétences, ont fortement contribué aux performances du Cedefop.
- Les efforts déployés en 2011 pour renforcer l'efficacité ont permis d'accélérer les procédures de recrutement et de règlement des factures aux fournisseurs, ainsi que la capacité de production des publications.

Plusieurs facteurs ont influé positivement sur les performances du Cedefop. Les contributions accrues aux manifestations des présidences, les relations de travail plus étroites avec les institutions européennes, les compétences fondamentales et la solide expertise dans des domaines politiques clés tels que les instruments européens et les compétences, semblent avoir rehaussé l'image des travaux du Centre. Tous ces facteurs attestent que le Cedefop a atteint son objectif de se positionner en tant que source faisant autorité en matière d'EFP et de compétences.

Dans le même temps, la montée en flèche de la consultation de plusieurs formats de publication, tels que les notes d'information du Cedefop, les publications de la collection *Information series* et les infolettres, montre le meilleur ciblage des besoins des utilisateurs. Malgré l'inflechissement de la couverture médiatique par rapport à son

record de 2011, auquel s'ajoute une diminution relative du nombre d'articles citant les prévisions de compétences à moyen terme (publiées en avril 2010), les résultats montrent néanmoins une augmentation notable par rapport à 2009, ainsi qu'une diversification croissante dans les différents pays européens et les médias respectés. Si les résultats des prévisions de compétences influent sur la couverture médiatique, on peut espérer qu'un calendrier plus judicieux des mises à jour de ces prévisions aura pour effet d'accroître cette couverture.

Les améliorations apportées au portail web ont facilité l'accès aux publications et autres informations du Cedefop et leur téléchargement. Il semble que cela ait aussi contribué à accroître le nombre de visites sur notre site web. La création d'un lien à partir du site web Europass a aussi accru la fréquentation du portail web.

Des circonstances favorables ont également contribué à améliorer les performances. Les citations dans les documents politiques ont été stimulées par un agenda politique chargé en 2010, marqué par la fin du processus de Lisbonne et le lancement de la stratégie *Europe 2020*. Cette tendance s'est poursuivie en 2011, avec les citations des recherches ou recommandations du Cedefop dans les documents mis à jour ou les nouvelles communications.

Encadré 1. Performances marquantes en 2011

Au travers de ses actions de conseil politique et de sensibilisation et des nouveaux éclairages qu'il apporte sur les questions d'EFP, le Cedefop vise à renforcer la coopération européenne, à promouvoir un agenda politique pour l'EFP et les compétences fondé sur des données probantes et à être reconnu en tant que source faisant autorité en matière d'EFP, d'aptitudes et de compétences.

Conseil politique

Pour preuve de la valeur de la recherche du Cedefop et de ses conseils aux acteurs clés de l'UE, le nombre de documents politiques de l'UE citant les travaux, méthodes, conclusions et recommandations du Centre est passé de 47 en 2009 à 88 en 2010 et à 105 en 2011. Les références aux différentes études et conclusions du Cedefop contenues dans ces documents dépassent largement ces chiffres. Les utilisateurs politiques clés, tels qu'ils ressortent du nombre de citations dans leurs documents, sont la Commission européenne, le Parlement européen, le CESE et, en progression, les partenaires sociaux. Cela coïncide avec une intense période de formulation de politiques à moyen et long termes de l'UE.

Par ses actions de conseil et sa contribution à la structuration du débat, le Cedefop a poursuivi sa participation active aux groupes de travail d'experts ou manifestations des présidences: dans 55 % des cas, la présence du Cedefop aux manifestations ou réunions visait à soutenir la priorité à moyen terme du Centre «Livrer des informations pour l'élaboration des politiques européennes d'EFP», tout particulièrement s'agissant des instruments et principes européens communs. Près d'un cinquième des manifestations à orientation politique auxquelles le Centre était présent visaient à soutenir les activités directes ou préparatoires des présidences.

Nouveaux éclairages

Porté par le vif intérêt pour les notes d'information destinées aux décideurs politiques, le Cedefop a publié ses travaux sur les compétences ainsi que de nouveaux résultats significatifs sur les visites d'étude. Entre janvier et décembre 2011, les publications du Cedefop ont fait l'objet de quelque 495 000 téléchargements, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à 2010.

L'influence accrue des travaux du Cedefop est également tangible dans les milieux universitaires, ce qui souligne leur pertinence au sein de la communauté des chercheurs. Au cours de la période 2010-2011, les publications et études du

Sensibilisation des parties prenantes	Cedefop ont fait l'objet de plus de 300 citations dans la littérature scientifique, soit une augmentation de 11,5 % par rapport à 2009-2010 et deux fois plus que le nombre de citations recensées en 2008, avant le lancement des priorités à moyen terme. Au cours de la période couverte par les priorités à moyen terme 2009-2011, les visites sur le portail web du Cedefop ont affiché une hausse de 41 %, ce qui atteste que les messages et les contenus parviennent bien aux parties prenantes. Le site web a également enregistré une hausse continue des visiteurs récurrents, ce qui dénote que nos visiteurs sont plus fidèles et plus satisfaits des contenus. La demande d'expertise du Cedefop lors de conférences et manifestations organisées par d'autres entités va croissant. Le personnel du Cedefop a participé à une centaine de manifestations, essentiellement en faisant des présentations, en rédigeant des articles, en présidant des ateliers ou en qualité de rapporteur. La qualité des manifestations du Cedefop est jugée très bonne et en amélioration constante. La proportion de participants qui estiment que les événements étaient de bonne ou très bonne qualité est passée de 90,3 % en 2009 à 96 % en 2011. À cela s'ajoutent des indications d'impact: de nombreux participants déclarent qu'ils utiliseront probablement l'information recueillie lors d'une manifestation pour soutenir la politique ou la recherche.
Sensibilisation des citoyens	Le succès d'Europass ne se dément pas et cet instrument est largement utilisé par les citoyens européens. Dans le même temps, les messages du Cedefop connaissent une audience de plus en plus large: la couverture médiatique est passée de 90 articles en 2009 à 581 en 2010. Toutefois, le nombre d'articles est retombé à 380 en 2011, ce qui indique que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre un plus large public.
Soutien efficace et efficient	Concernant les services d'appui internes, le délai moyen de 19 jours pour le règlement des factures dépasse les objectifs et atteste les améliorations constantes. En parallèle, les procédures de recrutement se sont accélérées et les délais de production des publications ont été réduits par rapport à 2010. La subvention communautaire a été engagée à hauteur de 99,2 % et l'objectif de 100% convenu avec la Cour des comptes pour l'utilisation des contributions norvégienne et islandaise des années précédentes a été pleinement atteint.
Influence décisive de certaines activités	Ces résultats indiquent que le Cedefop atteint son objectif d'impact consistant à soutenir «un agenda politique européen pour l'EFPI et les compétences fondé sur des données probantes» et qu'il réalisera les résultats escomptés de ses activités. L'envergure de l'expertise recherchée par les partenaires politiques est un indicateur supplémentaire de la confiance dans la qualité des travaux du Cedefop. Toutefois, la diminution du nombre de documents stratégiques au cours des prochaines années et l'allongement de la période de rapport pour le processus de Copenhague, portée à trois ans au lieu de deux, pourraient se traduire par une diminution du nombre de citations (comme cela est déjà le cas des mandats) dans l'avenir. Les améliorations des performances du Cedefop sont sous-tendues par des activités de grande envergure étroitement liées à l'agenda de l'UE. L'utilisation des travaux du Centre par nos parties prenantes montre que ce sont les travaux sur les instruments européens et sur les compétences qui suscitent le plus vif intérêt (voir encadré 6).

Les publications les plus téléchargées en 2011 ont été le catalogue des visites d'étude, divers rapports sur les compétences et les notes d'information sur divers sujets. En parallèle, les nouveaux formats de publication commencent à représenter une part croissante de l'intérêt des utilisateurs.

L'utilisation d'Europass s'est accrue chaque année depuis son lancement. Avec la crise persistante en Europe, cette utilisation a même été plus élevée en 2011 par rapport à l'année précédente, en particulier s'agissant du nombre de CV créés en ligne. Ces résultats soulignent l'utilité d'Europass pour les jeunes d'Europe.

***Accroître la qualité
grâce à des
améliorations
permanentes***

L'analyse contextualisée des résultats obtenus permet de mieux identifier les domaines qui peuvent être améliorés ou dans lesquels de nouvelles pratiques de travail pourraient avoir un impact positif sur la qualité et l'audience des travaux du Cedefop. Cette analyse est facilitée par l'approche adoptée pour le système de mesure des performances du Centre, par exemple par les liens entre ce système et le programme de travail du Cedefop (voir encadré 2).

Un meilleur suivi des citations dans les documents politiques et la littérature scientifique, ainsi que de la couverture médiatique, a également permis d'améliorer la qualité et la lisibilité des chiffres de 2011 par rapport à 2009.

La diffusion systématique et ciblée via la base de données de contacts du Cedefop et les contacts individuels – approche adoptée pour les notes d'information – pourrait accroître le lectorat et l'impact d'autres publications du Centre. En outre, l'identification de points d'accès clés a permis d'accroître l'utilisation du portail web du Cedefop.

Encadré 2. Exercer un impact: améliorer les performances et la responsabilisation, dans le cadre de la bonne gestion de l'organisation

Un bon indicateur de l'opinion des principales parties prenantes selon laquelle le Cedefop est une organisation bien gérée est contenu dans la décharge 2009 ⁽⁵⁾ de mai 2011 du Parlement européen, qui félicite le Centre pour son système de mesure des performances, lequel permet au Cedefop «de gérer et d'évaluer son impact, son efficience, son efficacité et la pertinence de ses actions».

Dans le même temps, le Parlement européen préconise que les autres agences suivent les principes inhérents à l'approche de mesure des performances du Cedefop, à savoir:

- relier les indicateurs de performance clés aux objectifs, à leur budget et à leur programme de travail annuel (ce que fait le Cedefop dans ses fiches d'activité);
- formuler des indicateurs de performance clés qui se fondent sur des résultats concrets plutôt que sur les aspects de la performance relevant de la procédure et du processus (la majorité des indicateurs de performance du Cedefop se fondent sur des résultats concrets);
- incorporer aux rapports annuels d'activités des tableaux et graphiques d'une lecture aisée résumant les réalisations essentielles (le Cedefop présente des tableaux récapitulatifs de ses performances au niveau de l'organisation, ventilées par priorité stratégique).

⁽⁵⁾ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0163+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0166+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>.

Encadré 3. Au-delà de l'EFP: rapprocher les politiques de l'éducation et de l'emploi

En illustrant les interactions plus efficaces qui pourraient se nouer entre éducation/formation et marché du travail, le Cedefop vise à soutenir les objectifs politiques de la stratégie *Europe 2020* et du communiqué de Bruges. En 2011, la demande d'expertise et de conseil politique fournis par le Cedefop est demeurée forte. Les invitations à 33 manifestations des présidences hongroise et polonaise et réunions de haut niveau en lien avec l'EFP, les citations des travaux du Centre dans 105 documents politiques communautaires et internationaux, les 16 mandats de l'UE et les contributions à 13 documents politiques de l'UE sont autant de témoignages de la pertinence et de l'actualité des travaux du Cedefop, et ce bien que l'intensité de la décision politique dans le domaine de l'EFP soit retombée depuis son record de 2010.

L'EFP n'existe pas en vase clos. L'approche interdisciplinaire du Cedefop, faite de synergies entre ses travaux sur les instruments et principes européens et ceux sur les besoins de compétences, a apporté une valeur ajoutée aux débats de la conférence de la présidence hongroise sur la résorption du chômage des jeunes. Les citations dans un nombre croissant de documents soulignent la pertinence de l'EFP pour un large éventail de domaines politiques.

Lors de la conférence de la présidence hongroise sur le CEC tenue à Budapest, dont il a participé à la préparation, le Cedefop a mis l'accent sur l'aide que peuvent apporter les cadres de certifications pour établir des synergies plus étroites entre éducation/formation et marché du travail.

Le Cedefop s'est employé à fournir des éléments de référence pour deux conférences des présidences respectivement consacrées à l'importance a) d'accroître l'attractivité et l'excellence de l'EFP en améliorant la qualité et l'efficacité et b) de renforcer la coopération entre EFP, enseignement supérieur et apprentissage des adultes. De par leur complexité, ces phénomènes exigent des approches pluridisciplinaires, regroupant différents champs de recherche allant de l'image de l'EFP et de l'utilisation des instruments européens pour faciliter la progression des apprenants au sein des systèmes d'enseignement et de formation à une plus forte intégration de l'EFP au sein de l'enseignement supérieur.

Afin d'aider les directeurs généraux de la formation professionnelle (DGFP) à donner suite à la stratégie de Bruges, le Cedefop a reçu pour mission de dresser des «états des lieux» sur des thèmes spécifiques pour les semestres des présidences. Il s'agit de faire le point, dans un domaine spécifique de l'EFP et pour l'ensemble de l'Europe, sur la mise en œuvre des actions convenues dans le communiqué de Bruges. Le premier de ces états des lieux thématiques concernait l'enseignement et la formation professionnels continus (EFPC).

2. PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2011

2.1. Livrer des informations pour l'élaboration des politiques européennes d'EFP

Activité: Analyse et rapports sur les évolutions politiques

En 2011, le Cedefop a concentré ses activités sur **l'établissement d'une base solide pour assurer en continu le suivi des priorités en matière d'EFP convenues d'un commun accord dans le cadre du processus de Copenhague**, en coopération étroite avec la Commission européenne (voir encadré 4). Le communiqué de Bruges énonce des objectifs stratégiques à long terme pour l'EFP à l'horizon 2020, ainsi qu'un ensemble de 22 objectifs à court terme pour la période 2011-2014. Ces derniers portent sur les réformes convenues des systèmes nationaux d'EFP. En accord avec la Commission européenne, les États membres et les partenaires sociaux – représentés au sein du groupe de travail de Copenhague ⁽⁶⁾ –, le Cedefop a élaboré une méthode et un système de suivi et de contrôle des progrès réalisés par les différents pays sur la voie de ces objectifs à court terme. Cette approche s'appuie sur plusieurs sources, dont les résultats des études du Cedefop sur des évolutions politiques spécifiques et, pour ce qui est des informations sur les politiques et actions dans les États membres, en Norvège et en Islande, sur ReferNet, le réseau européen du Cedefop pour l'EFP.

⁽⁶⁾ Le groupe de travail de Copenhague soutient la mise en œuvre et le suivi des objectifs à court terme de Bruges. Il est présidé par la Commission européenne et comprend des représentants du pays ayant exercé la présidence précédente de l'UE, du pays exerçant la présidence en cours et du pays qui exercera la présidence suivante, ainsi que des représentants des partenaires sociaux européens, du Cedefop et de l'ETF.

Encadré 4. Vers une nouvelle approche des rapports sur les politiques d'EFP

La stratégie *Europe 2020*, le cadre pour l'éducation et la formation («Éducation et formation 2020») et le communiqué de Bruges, qui s'appuie sur l'examen des politiques *A bridge to the future* ⁽⁷⁾ du Cedefop, ont défini de nouvelles modalités de travail conjoint sur les priorités dans le domaine de l'EFP. Comme par le passé, le Cedefop a été chargé d'évaluer les progrès accomplis. Toutefois, il est nécessaire d'ajuster ces activités de rapport aux exigences du nouveau cadre politique.

Ce qui diffère désormais est que les priorités ne seront plus réexaminées tous les deux ans, dès lors que le communiqué de Bruges a énoncé des objectifs à long terme assortis d'actions à court terme pour les atteindre. En outre, les mesures politiques en matière d'éducation et de formation seront prises en considération dans l'évaluation annuelle des performances économiques des États membres effectuée par la Commission européenne. Cela exige un suivi continu des évolutions et une base de connaissances renforcée. Afin de poser des bases méthodologiques solides pour le suivi de l'agenda de Bruges, le Cedefop a élaboré une nouvelle approche à plusieurs niveaux, qui permettra de collecter et d'analyser l'information afin: (a) de dresser un état des lieux des évolutions politiques au regard des objectifs à court terme d'ici à l'automne 2012; (b) de préparer en 2014 un rapport détaillé sur les politiques qui dressera un bilan des progrès accomplis sur la voie des objectifs stratégiques. En coopération étroite avec la Commission européenne, le Cedefop a analysé 22 objectifs à court terme afin d'élaborer un cadre conceptuel permettant d'appréhender, par pays et par objectif, les progrès accomplis depuis 2010. À cet effet, un questionnaire a été mis au point pour les rapports de ReferNet sur les actions prises au niveau national.

En outre, le suivi des progrès en matière d'EFP au regard du cadre politique actuel a exigé la définition d'une nouvelle orientation stratégique pour ReferNet (voir encadré 5), en vue de préparer le réseau à des tâches plus analytiques. Cette réorientation a aussi été dictée par la nécessité de tenir dûment compte des priorités à moyen terme 2012-2014 du Cedefop, ainsi que des résultats de l'évaluation du réseau effectuée en 2010.

Encadré 5. Une nouvelle orientation stratégique pour ReferNet

Le nouvel accord de partenariat 2012-2015, établi et signé en 2011, fait clairement apparaître les principales missions de ReferNet, à savoir les rapports réguliers sur les politiques et l'évolution dans le domaine de l'EFP. Durant le printemps 2012, la tâche essentielle du réseau sera de rendre compte des politiques et actions mises en place dans les États membres depuis 2010 pour atteindre les objectifs à court terme du communiqué de Bruges.

Le cadre politique de l'UE pour 2020 et la stratégie renouvelée du réseau exigent un mandat clair pour ReferNet, ainsi que le soutien et l'engagement des gouvernements des États membres. À cette fin, la structure de gouvernance du réseau a été modifiée et le conseil d'administration du Cedefop a établi et adopté une charte qui définit les objectifs, les rôles et les responsabilités des différents acteurs (Cedefop, représentants nationaux de ReferNet, bénéficiaires de subventions ReferNet).

En 2011, les activités se sont également concentrées sur la diffusion et la valorisation des résultats des examens et analyses du Cedefop concernant les politiques d'EFP jusqu'en 2010. En mars, le Cedefop a organisé une **conférence Agora *A bridge to the future – European vocational education and training policy***

⁽⁷⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17297.aspx>.

2002-10, qui s'est tenue dans les locaux du Comité économique et social européen à Bruxelles. Sont notamment intervenus lors de cette conférence politique de haut niveau la commissaire chargée de l'éducation et de la culture, le commissaire chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, le secrétaire d'État hongrois à l'économie, représentant la présidence hongroise de l'UE, ainsi que le président de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen. Cette conférence a mis en lumière les efforts déployés entre 2002 et 2010 par l'Union européenne, les États membres et les partenaires sociaux pour œuvrer plus étroitement que jamais à l'amélioration de l'EFP, conformément aux politiques convenues. Elle a aussi confirmé que des progrès ont été accomplis pour moderniser l'EFP en Europe, tout en soulignant que la phase suivante du processus de Copenhague, entre 2011 et 2020, posera des défis plus sérieux. Les débats de cette conférence ont été dominés par deux thèmes majeurs: a) la gouvernance et les bénéfices attendus de la poursuite de la coopération européenne pour l'élaboration des politiques d'EFP et b) les conditions à remplir et les défis à relever en vue de rendre l'EFP plus attractif pour les jeunes et les adultes et de le mettre plus en phase avec les besoins de l'économie et de la société européennes.

S'appuyant sur son analyse des actions menées pour améliorer l'attractivité de l'EFP et sur les résultats obtenus à ce stade, le Cedefop a fourni du matériel de référence et prononcé une allocution liminaire lors de la **conférence de la présidence hongroise *Increasing attractiveness and excellence of VET through quality and efficiency*** (Budapest, mai).

Pour soutenir le processus de Copenhague et mieux comprendre les tenants et les aboutissants de l'**attractivité de l'EFP**, le Cedefop a lancé une étude en vue de recenser, comparer et évaluer la large palette d'initiatives politiques et autres mesures actuellement déployées pour améliorer l'attractivité de l'enseignement et de la formation professionnels initiaux (EFPI) en Europe et de fournir des recommandations pour les actions futures au niveau national et européen. Les résultats seront livrés en 2012.

Le Cedefop a dressé un état des connaissances sur la **mobilité géographique à des fins d'apprentissage dans l'EFP** et fournit des contenus pour la conférence de la présidence polonaise sur la mobilité et le développement des compétences tout au long de la vie *Mobility as a tool to acquire and develop competences from childhood to seniority* (Sopot, octobre).

En 2011, poursuivant son travail sur les approches innovantes en matière de **financement de l'EFP**, le Centre a entrepris une analyse comparative minutieuse des dispositifs innovants et des mécanismes de partage des coûts. Les résultats, qui ont été discutés lors d'un atelier en décembre et feront l'objet d'une publication en 2012, serviront à l'élaboration d'un guide de la Commission sur les politiques visant à promouvoir les politiques d'éducation et de formation tout au long de la vie, qui sera diffusé lors d'une conférence conjointe de haut niveau de la DG EAC et du Cedefop. En parallèle, le Cedefop a poursuivi ses analyses de mécanismes de financement spécifiques. En juin, un atelier s'est intéressé aux congés formation et aux clauses de

remboursement. Les débats ont permis de mieux comprendre la contribution potentielle de ces instruments financiers pour encourager la formation en Europe. La note d'information *Emprunter pour apprendre* ⁽⁸⁾ a souligné les principes fondamentaux et les bonnes pratiques en matière de conception et de mise en œuvre des régimes de prêts. Même s'il n'existe pas de modèle unique idéal de prêt d'études et de formation, certains principes directeurs ont été identifiés, tels que la souplesse des modalités de remboursement, l'assouplissement des critères d'accès ou le développement de synergies avec d'autres instruments financiers et d'autres politiques publiques. Les résultats ont également été présentés lors de la conférence de clôture de la DG EAC et de la présidence hongroise sur la mise en œuvre du plan d'action sur l'éducation et la formation des adultes «C'est toujours le moment d'apprendre» (Budapest, mars), ainsi qu'au Centre international de formation de l'OIT (Turin, octobre).

Afin de fournir des **informations récentes sur l'EFPP dans les États membres de l'UE, en Islande et en Norvège**, le Cedefop a publié en ligne des mises à jour de ses **rapports nationaux VET in Europe** ⁽⁹⁾. La description du système national d'EFPP en Hongrie (*Short description* [brève description] et *Spotlight* [regards sur...]) ⁽¹⁰⁾ a été préparée pour la présidence hongroise et diffusée lors de la réunion de mai des DGFP, ainsi qu'à l'occasion d'autres manifestations de la présidence ou organisées à l'échelon national. De même, la description du système d'EFPP en Pologne, dans ces deux formats ⁽¹¹⁾, a été publiée pour la présidence polonaise et diffusée lors de la réunion des DGFP en septembre, ainsi qu'à l'occasion d'autres manifestations de la présidence polonaise. En parallèle, pour améliorer la qualité des rapports nationaux sur l'EFPP et leur adéquation avec les besoins actuels d'information sur les systèmes d'EFPP, le Cedefop a développé avec les membres de ReferNet une nouvelle approche des rapports nationaux *VET in Europe*, qui sera mise en œuvre à titre pilote en 2012 et qui prévoit: une brève description de chaque système national d'EFPP, mettant en relief ses caractéristiques essentielles et les défis à relever, et des articles sur des thèmes d'intérêt européen qui permettront des examens et des analyses transnationaux sur des questions sélectionnées.

Activité: Soutenir le développement et la mise en œuvre des instruments européens communs

En 2011, le Cedefop a consacré une part de plus en plus importante de ses activités à soutenir la mise en œuvre des instruments et principes européens – l'une des priorités

⁽⁸⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18987.aspx>.

⁽⁹⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/Information-services/vet-in-europe-country-reports.aspx>.

⁽¹⁰⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18125.aspx>;
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18179.aspx> (disponible en version française sous le titre: *Regards sur... la formation professionnelle – Hongrie*).

⁽¹¹⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18613.aspx>;
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18673.aspx> (disponible en version française sous le titre: *Regards sur l'EFPP en Pologne*).

de la stratégie de coopération européenne en matière d'éducation et de formation («Éducation et formation 2020» et processus de Copenhague).

Premièrement, le Cedefop a apporté un soutien direct au processus politique et institutionnel de l'UE. Le Centre a fourni des services de conseil politique et d'expertise aux groupes de travail, comités et réseaux mis en place au niveau européen pour faciliter la mise en œuvre du cadre européen des certifications (CEC), du cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'EFP (CERAQ/EQAVET) et du système européen de transfert de crédits pour l'EFP (ECVET). Parmi ces structures, on peut notamment citer le groupe consultatif du CEC et ses sous-groupes – dont le Cedefop assure la coordination conjointe avec la Commission européenne –; le comité consultatif scientifique, le groupe de pilotage, le groupe d'utilisateurs et le réseau ECVET; le comité de pilotage, les groupes thématiques et l'assemblée générale du CERAQ et le conseil de l'ESCO (*European taxonomy of skills, competences and occupations* – cadre européen des compétences et des métiers).

Deuxièmement, grâce à ses analyses comparatives et à ses études, le Cedefop a fourni aux décideurs politiques une solide base de connaissances sur les questions et enjeux fondamentaux liés à la mise en œuvre des instruments européens. Ses résultats ont également encouragé et soutenu l'apprentissage politique/collégial entre les États membres et entre les partenaires sociaux. En 2011, le Centre a analysé et commenté les **rapports nationaux de mise en correspondance du CEC**, dans lesquels les pays expliquent la manière dont ils relient leur cadre national de certifications (CNC) ou leurs niveaux de certifications au CEC (processus de mise en correspondance). Conformément au mandat du groupe consultatif du CEC, le Centre a fourni un soutien systématique aux États membres et autres parties prenantes en signalant les points forts et les points faibles de ces processus et rapports. Il ressort des analyses du Cedefop que les pays déploient des efforts considérables pour mettre au point des processus de mise en correspondance crédibles et fiables. Cependant, ils se heurtent à plusieurs difficultés, par exemple pour associer tous les acteurs au processus, y compris les partenaires sociaux; pour assurer une mise en correspondance cohérente de certaines certifications «critiques», comme celles qui donnent traditionnellement accès aux études universitaires, et pour assurer une meilleure coordination entre le processus de mise en correspondance du CEC et le processus d'autovalidation de Bologne ⁽¹²⁾, coordination à laquelle plusieurs pays ont choisi d'œuvrer en préparant un rapport unique englobant les deux dimensions. Une mise en correspondance crédible et fiable renforce la transparence et la confiance – condition préalable à un CEC fonctionnel, permettant une comparabilité transnationale des certifications en Europe. Ces activités sont menées en étroite coopération avec le Conseil de l'Europe (qui coordonne l'autoévaluation dans le processus de Bologne).

⁽¹²⁾ L'autovalidation est le processus par lequel les autorités nationales confirment que leur cadre de certifications pour l'enseignement supérieur est compatible avec le cadre des certifications global défini pour l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Encadré 6. Exercer un impact: soutien à la mise en œuvre du CEC au niveau national

Pour le Cedefop, exercer un impact signifie contribuer à une dynamique d'évolution politique dans le domaine de l'EFP et les domaines connexes. L'un des moyens mis en œuvre par le Centre pour soutenir le changement est d'aider les pays à relier leurs niveaux de certifications aux huit niveaux du CEC.

Conformément à la mission qui lui a été confiée par le groupe consultatif du CEC, le Cedefop a formulé des commentaires systématiques sur les projets et versions finales des rapports de mise en correspondance du CEC remis en 2011 par l'Autriche, la Belgique (Flandre), la Croatie, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne et le Portugal. Ces rapports exposent les raisons pour lesquelles les divers niveaux de certifications nationaux ont été affectés à tel ou tel niveau du CEC. Les commentaires du Cedefop sur les points forts et les points faibles de ces processus ont nourri le débat et étayé les révisions dans les différents pays.

Vingt-quatre notes de référence et articles (rédigés en exclusivité par le Cedefop ou conjointement avec la Commission européenne ou le Conseil de l'Europe) et **24 présentations** lors de **16 réunions** liées au CEC (groupe consultatif et groupes de travail du CEC, activités d'apprentissage collégial et points de coordination nationaux du CEC) ont enrichi les connaissances sur un large éventail de questions, en particulier:

- la qualité du processus de mise en correspondance et le défi consistant à instaurer la confiance entre les parties prenantes;
- les points forts et les points faibles des rapports nationaux de mise en correspondance du CEC et les synthèses des commentaires du groupe consultatif du CEC corédigées avec le Conseil de l'Europe pour assurer la coordination entre les processus du CEC et de Bologne;
- les liens entre les cadres de certifications et la reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur à des fins académiques;
- les liens entre le CEC et l'ESCO et la structure du pilier «certifications» de l'ESCO.

La série des notes sur le CEC (*EQF series*) s'adresse spécifiquement aux décideurs politiques et aux experts concernés par la mise en application du CEC au niveau national et européen. La note 3 sur la mise en correspondance des niveaux de certification par rapport au CEC (*Referencing national qualifications levels to the EQF*; http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/eqf/note3_en.pdf) et la note 4 sur l'utilisation des acquis de l'apprentissage (*Using learning outcomes*; http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/eqf/note4_en.pdf) ont été publiées conjointement avec la DG EAC.

Troisièmement, en 2011, le Cedefop a procédé à un inventaire et une analyse des **évolutions liées au CEC** ⁽¹³⁾. Le rapport 2011 dresse un bilan large et détaillé des évolutions intervenues au niveau européen et national depuis les inventaires précédents de 2009 et 2010 et souligne les enjeux futurs. L'analyse montre que les pays considèrent les CNC comme des outils au service des réformes nationales et de politiques cohérentes d'apprentissage tout au long de la vie. En encourageant l'utilisation des acquis de l'apprentissage, les CNC jouent un rôle essentiel dans la mise en place de systèmes d'enseignement et de formation perméables et souples, qui contribueront à réduire les obstacles à l'accès et à la progression. Ce rapport souligne également le renforcement des liens entre les CNC et la validation des apprentissages non formels et informels dans la plupart des pays, qui est actuellement une priorité politique de premier plan.

L'expertise et le travail d'analyse du Cedefop ont aussi été valorisés lors de la conférence sur le CEC de la présidence hongroise (Budapest, mai), où il a prononcé

⁽¹³⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19313.aspx>.

un discours liminaire sur le rôle joué par les cadres de certifications dans la pertinence de l'éducation et de la formation pour le marché du travail et fourni des contributions pour les ateliers.

La crédibilité des certifications est directement tributaire de la qualité et de la réputation des prestataires d'enseignement et de formation. Dès lors, l'accréditation s'impose comme un instrument essentiel pour renforcer la confiance entre les divers acteurs et améliorer les prestations. C'est ce que confirme l'étude sur **l'assurance qualité dans l'EFP** et le rôle de l'accréditation des prestataires ⁽¹⁴⁾, qui fait apparaître que l'accréditation sert des objectifs similaires et que les phases procédurales en sont comparables, en dépit de différences considérables entre les pays et les secteurs mais aussi au sein d'un même pays. Cette étude met également en évidence une tendance marquée, dans plusieurs pays, au renforcement de la coopération en matière d'accréditation entre EFP et enseignement supérieur. Sur la base de ces conclusions, une étude a été lancée afin d'analyser les démarches, au niveau de la direction, visant à instaurer une culture de la qualité au sein des établissements d'EFP. Les résultats seront publiés en 2012 et contribueront à la mise en œuvre de la recommandation relative au CERAQ.

Le bilan des progrès liés à ECVET a été mené à bien en décembre. En reprenant les données du bilan précédent de 2010, le rapport 2011 examine les **stratégies de mise en œuvre d'ECVET** dans les pays européens. Il en ressort que les États membres se préparent à cette mise en œuvre en établissant des points de coordination et en intensifiant leurs activités de projets pilotes et autres initiatives. La réussite d'ECVET dépendra de l'élaboration d'un argumentaire convaincant en sa faveur. Les données indiquent que les cadres institutionnels, juridiques et conceptuels (par exemple relatifs à la modularisation ou à l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage) avaient été élaborés avant même l'adoption de la recommandation ECVET. Il s'agit désormais de relier explicitement ces cadres à ECVET. Pour nourrir ces réflexions, le Cedefop a lancé une étude sur le découpage des programmes en unités ⁽¹⁵⁾ à des fins de flexibilité et de mobilité dans l'EFP.

Les résultats d'une étude pilote sur l'utilisation d'**Europass**, d'ECVET et du CEC pour consigner, valider et certifier les acquis de l'apprentissage indiquent qu'Europass peut faciliter la mise en œuvre des CNC, du CEC et d'ECVET. Lors de l'adaptation des documents Europass, il convient de veiller à un juste équilibre entre convivialité d'une part et fiabilité des institutions chargées de la validation d'autre part. Pour améliorer la convivialité, le site web **Europass**, géré par le Cedefop, a été réaménagé en 2011. La navigation améliorée permet désormais un accès plus rapide aux informations les plus recherchées. Le site web Europass affiche une augmentation continue de sa

⁽¹⁴⁾ *Assuring quality in VET – the role of accrediting VET providers*
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19074.aspx>.

⁽¹⁵⁾ Une unité est un «ensemble de savoirs, aptitudes et/ou compétences qui constituent un élément cohérent de certification». Cedefop (2009): *Terminology of European education and training policy/Terminologie de la politique européenne d'enseignement et de formation*.

fréquentation: en 2011, il a fait l'objet de 13 millions de visites (10,1 millions en 2010) et 5,9 millions de CV ont été créés en ligne (3,9 millions en 2010). À la demande de la Commission européenne, des activités ont été entreprises pour mettre au point un outil supplémentaire documentant les acquis non formels et informels et pour élaborer un passeport européen des compétences –disponible en 2012 –, qui dotera les citoyens européens d'un dossier portable.

Le Cedefop a contribué aux activités en cours visant à établir une **terminologie normalisée européenne des compétences et des métiers** (*European standard terminology for skills, competences, occupations and qualifications – ESCO*) en proposant des solutions pour relier cette initiative au CEC. Dans deux notes de référence pour le conseil de l'ESCO, le Cedefop a présenté une nomenclature terminologique pour les certifications et proposé des modalités de développement qui n'impliqueraient pas de travail superflu pour les États membres et autres parties prenantes. En outre, pour le groupe de référence de l'ESCO sur les compétences transversales ou transsectorielles, le Cedefop a souligné les défis conceptuels et les indiqué les sources d'information disponibles.

Pour relever les défis liés à la mise en œuvre des instruments européens communs, le Cedefop a organisé avec les **partenaires sociaux** une conférence sur le rôle de ces derniers dans la mise en œuvre des instruments et principes européens (voir encadré 7).

Encadré 7. Soutenir les partenaires sociaux dans la mise en œuvre des instruments européens

En collaboration avec les partenaires sociaux, le Cedefop a organisé une conférence sur le rôle de ces derniers dans la mise en œuvre des instruments et principes européens communs (*The role of the social partners in implementing European tools and principles – Increasing the relevance of education and training to the labour market*), qui s'est tenue au Parlement européen à Bruxelles les 24 et 25 novembre 2011. Cette conférence, qui a fait le point sur les évolutions, a offert à 120 représentants des partenaires sociaux une plate-forme de débat méthodique sur la pertinence des instruments et principes européens pour le marché du travail, ainsi que sur leur propre rôle dans la mise en œuvre de ces instruments et principes.

Les participants ont examiné les instruments dans une perspective européenne de l'éducation, de la formation et de l'emploi, insistant sur le fait que ces initiatives ne peuvent fonctionner séparément et qu'elles doivent impérativement s'inscrire dans une stratégie politique plus globale.

Les représentants des employeurs et des travailleurs ont réaffirmé leur engagement. Ils ont souligné l'importance qu'il convient d'accorder aux acquis de l'apprentissage pour améliorer la transparence et la pertinence des certifications et accroître la responsabilisation des prestataires de formation. La validation des savoirs, aptitudes et compétences acquis hors des structures d'éducation et de formation formelles est importante pour les individus mais aussi pour une utilisation plus efficace des compétences disponibles sur le marché du travail. Les débats ont également mis en lumière le rôle important des secteurs pour encourager et instaurer la confiance mutuelle, ainsi que la priorité qu'il est essentiel d'accorder à la mise en œuvre des cadres de certifications.

Les documents de cette conférence sont disponibles à l'adresse: <https://events.cedefop.europa.eu/EUtools2011>.

Deux notes d'information ont été rédigées pour cette conférence: *Les cadres de certifications en Europe: moderniser l'enseignement et la formation* ⁽¹⁶⁾ et *Organiser l'apprentissage tout au long de la vie: exploiter au mieux les outils et principes européens* ⁽¹⁷⁾. Cette dernière traite de la **synergie** et de la cohérence **entre les divers instruments européens**. Cette cohérence est déterminante pour assurer la pertinence de ces instruments ainsi que leur utilité pour aider les citoyens à utiliser au mieux leurs savoirs, aptitudes et compétences sur le marché du travail ou dans leurs apprentissages ultérieurs. En 2011, cette question est venue s'ajouter aux priorités du Cedefop. À cet égard, le Centre a aussi participé à un groupe de réflexion mis en place par la DG EAC qui s'est penché sur les liens entre le CEC, le CERAQ et ECVET, ainsi que sur la contribution potentielle de ces instruments à la transition vers les acquis de l'apprentissage. Le Cedefop a apporté une contribution substantielle au séminaire sur l'assurance qualité des certifications de l'EFP (Bonn, novembre), qui s'est intéressé à l'utilisation accrue des référentiels de formation fondés sur les acquis de l'apprentissage et aux défis que cela pose pour les instruments européens. Ce séminaire a mis en lumière la nécessité d'une coopération et d'une coordination renforcées entre les diverses initiatives européennes dans ce domaine.

Au travers des activités susmentionnées, le Cedefop a fourni une solide base de données probantes aux acteurs clés chargés d'élaborer les politiques. Les multiples

⁽¹⁶⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19040.aspx>.

⁽¹⁷⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19146.aspx>.

demandes d'allocutions et d'expertise émanant des États membres et des acteurs sectoriels sont un autre indicateur manifeste du soutien direct apporté par le Cedefop à l'élaboration des politiques au niveau national et sectoriel.

Activité: Visites d'étude

Durant l'année académique 2010/2011, 2 723 participants de 30 pays ont partagé l'information sur huit différents domaines politiques énoncés dans le cadre «Éducation et formation 2020». Sur les 243 visites du **programme de visites d'étude** pour spécialistes et décideurs de l'éducation et de la formation professionnelle, 58 % s'inscrivaient dans une perspective d'EFP (18 %) ou d'éducation et de formation tout au long de la vie (40 %) et 42 % portaient sur des thèmes liés à l'enseignement général énoncés dans «Éducation et formation 2020». La part des visites d'étude consacrées à l'EFP est demeurée stable; 92 % des participants ont jugé les visites fécondes, se déclarant très satisfaits ou satisfaits de cette expérience.

Pour prendre la mesure de l'impact des visites d'étude sur les participants, le Cedefop a entrepris en 2010 une évaluation qui a été menée à bien en 2011. Les résultats des visites qui se sont déroulées en 2008/2009 et 2009/2010 indiquent que le **programme de visites d'étude** non seulement offre l'occasion de mieux connaître les politiques et les pratiques d'éducation et de formation dans d'autres pays d'Europe mais aussi qu'il contribue à sensibiliser les participants sur la coopération européenne en matière d'éducation et de formation (70 %), les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie dans l'UE et dans les États membres (50 %), les critères de référence pour l'éducation et la formation en Europe (41 %), ainsi que les instruments et principes européens tels que le CEC, ECVET et Europass (24 %). Ce programme a aussi permis de mieux sensibiliser décideurs et praticiens aux systèmes d'éducation et de formation en Europe et encouragé la coopération future et le travail en réseau entre les institutions participantes. Les effets multiplicateurs sont manifestes: 98 % des répondants (sur les deux années) ont diffusé leurs nouvelles connaissances auprès de divers acteurs, essentiellement au niveau local et régional.

Le Cedefop a poursuivi sa promotion ciblée du programme, qui fait partie du programme communautaire pour l'éducation et la formation tout au long de la vie 2007-2013, auprès des partenaires sociaux. L'évaluation de l'impact des visites d'étude 2009/2010 fait apparaître que 100 % des partenaires sociaux ont été satisfaits de leur participation. À partir des résultats de deux visites d'étude spécifiquement destinées aux responsables politiques et autres décideurs qui se sont déroulées en 2010/2011, un atelier a été organisé pour discuter des messages politiques à émettre en vue de promouvoir une culture d'évaluation dans les établissements d'enseignement général et d'EFP. Les résultats des visites d'étude et de l'atelier ont été publiés en novembre sous le titre *Évaluer pour améliorer les acquis de l'apprentissage* ⁽¹⁸⁾.

Les activités de promotion et de diffusion des résultats du programme sont demeurées une priorité. Le rapport *Préparer le jeunes d'Europe à relever les défis du*

⁽¹⁸⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18985.aspx>.

marché du travail ⁽¹⁹⁾, publié en décembre et fruit de discussions approfondies lors d'un séminaire organisé par le Cedefop début 2011, présente les pratiques réussies de préparation des jeunes au marché du travail et de prévention du décrochage scolaire, tant dans l'enseignement général que dans l'EFP – une préoccupation majeure en période de fort taux de chômage des jeunes. Les publications des visites d'étude sont pour la plupart des outils de travail précieux pour tous les acteurs concernés par les visites d'étude; en 2011, elles ont représenté 16 % des téléchargements de publications effectués à partir du portail web du Cedefop.

2.2. Interpréter les tendances européennes et les défis à relever en matière d'aptitudes, de compétences et d'apprentissage

Activité: Analyse des qualifications et des compétences

Les travaux d'analyse des besoins de compétences en Europe du Cedefop visent à **soutenir la mise en œuvre de l'initiative phare d'Europe 2020 «Une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois»**. Outre la fourniture de données mises à jour sur les besoins de compétences en Europe et la mise au point de méthodes et d'outils adéquats pour anticiper ces besoins, le Cedefop apporte un **soutien actif à l'élaboration du panorama européen des compétences** (dont le lancement est prévu en 2012). Ce panorama présentera des données et informations internationales et nationales sur les besoins de compétences, parmi lesquelles les prévisions du Cedefop.

La **mise à jour 2011 des prévisions du Cedefop** a été publiée en février 2011 dans la note d'information *Compétences sur le marché du travail: de quoi demain sera-t-il fait?* ⁽²⁰⁾, qui, avec les prévisions à moyen terme 2010, ont fait l'objet de plus de 20 000 téléchargements en 2011. Par rapport aux chiffres auxquels on aurait pu s'attendre dans un scénario sans crise, cette mise à jour fait état d'une perte supplémentaire de quelque 10 millions d'emplois en Europe due à la récession d'ici à 2020. Au niveau sectoriel, la récession semble avoir accéléré la tendance déjà observée à la tertiarisation de l'emploi, au détriment du secteur primaire et des industries manufacturières de base. Néanmoins, les perspectives dans le secteur manufacturier semblent légèrement meilleures que ce que l'on avait craint au début de la crise. Cela souligne le poids persistant du secteur manufacturier dans l'économie européenne et indique que certains emplois sont sauvegardés ou délocalisés dans d'autres États membres plutôt que hors de l'UE. La mise à jour 2011 est toutefois moins optimiste quant à la création d'emplois dans le secteur des services d'ici à 2020. Cela est dû pour partie aux mesures d'austérité et aux réductions des dépenses et des investissements, tant publics que privés. Néanmoins, c'est le secteur des services qui

⁽¹⁹⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19156.aspx>.

⁽²⁰⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17783.aspx>.

devrait encore assurer la plus grande part de la croissance de l'emploi au cours de la période allant jusqu'à 2020. Les changements dans la structure industrielle et l'introduction des technologies augmentent la demande de travailleurs possédant des qualifications de niveau élevé ou moyen. Les projections de l'offre future de main-d'œuvre sont susceptibles de varier en fonction des évolutions sur les plans de la démographie, de la participation au marché du travail et des modes d'acquisition des qualifications. Pour l'heure, la plupart des pays semblent en bonne voie de réaliser les objectifs convenus au niveau européen pour améliorer les niveaux de qualification de leurs forces de travail. L'établissement des nouvelles prévisions du Cedefop s'est étalé sur toute l'année 2011; ces nouvelles prévisions ont été validées par les experts nationaux en octobre et seront publiées en mars 2012.

En février, une conférence sur la comparaison des **méthodes et applications pour prévoir les besoins de compétences** a réuni un forum international de plus d'une soixantaine de chercheurs et d'experts travaillant sur les prévisions. Cette conférence a fourni des éclairages sur l'utilisation faite au niveau national des prévisions du Cedefop ainsi que sur d'autres activités prospectives innovantes menées dans les États membres. Les débats ont porté sur les moyens d'affiner la méthodologie de prévision du Cedefop et d'encourager l'utilisation des prévisions de l'offre et de la demande de compétences pour identifier les besoins futurs de compétences. Les résultats des prévisions du Cedefop et la méthodologie utilisée ont en outre été présentés lors de diverses manifestations de haut niveau, dont la conférence de la présidence hongroise sur les actions du Fonds social européen et les objectifs énoncés dans *Europe 2020 (More focus to ESF – Bringing the European Social Fund closer to Europe 2020 objectives)* et le septième forum de l'OCDE sur les partenariats et la gouvernance locale (*Demographic change and local development: new ways of thinking, new financing mechanisms*).

Comme chacun sait, les **flux migratoires** ont des incidences tant sur l'offre que sur la demande de compétences. Les flux migratoires, y compris l'immigration dans l'UE, auront une influence croissante sur la taille et la composition de la population active dans les États membres. Cela a des implications importantes pour l'offre et la demande de compétences. Les prévisions ne font état d'aucun impact négatif significatif de l'émigration sur l'offre de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les pays d'origine. Les résultats portant sur une sélection de pays montrent que l'immigration tend à élever le niveau de qualification de la population active, mais uniquement dans une faible mesure. Toutefois, les flux migratoires peuvent contribuer à la **polarisation du marché du travail en Europe**. Comme le met en évidence le document de recherche du Cedefop *Labour-market polarisation and elementary occupations in Europe* ⁽²¹⁾, la polarisation des professions est apparue pour la première fois en Europe entre 1998 et 2008; la demande de main-d'œuvre s'est accrue sur les segments des emplois hautement qualifiés et élémentaires. Même si cette tendance peut être liée aux changements macroéconomiques et structurels au sein

⁽²¹⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17560.aspx>.

des secteurs, l'offre accrue de main-d'œuvre d'autres pays y a aussi contribué, en favorisant l'augmentation du nombre d'emplois élémentaires, dont la plupart concernent les services à la personne et aux ménages. Il est probable que cette hausse relative de l'emploi dans les professions élémentaires se poursuivra dans le court terme. Cela étant, des politiques (d'EEP) spécifiques pourraient contribuer à relever le statut de ces professions, ce qui aurait pour effet d'infléchir la tendance à la polarisation.

Le Cedefop s'est également intéressé aux questions de migration dans le cadre de ses recherches sur l'**inadéquation des compétences**. L'étude ***Migrants, minorities, mismatch?*** ⁽²²⁾ fait apparaître une incidence disproportionnée de la suréducation parmi les immigrés extracommunautaires. Cette étude met en lumière plusieurs implications politiques. Premièrement, les politiques devraient se préoccuper tout particulièrement des immigrés extracommunautaires et présenter l'immigration sous un jour plus positif. Deuxièmement, il importe d'élaborer et d'appliquer des normes communes supplémentaires pour la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger, en particulier hors de l'UE. Améliorer l'accès à l'emploi, tant des immigrés que des membres des minorités ethniques, devrait être une priorité de premier plan. Les services publics de l'emploi pourraient jouer un rôle important pour améliorer la compétitivité de ces deux groupes sur le marché de l'emploi. Au niveau des entreprises, une autonomie accrue des salariés va de pair avec une moindre probabilité de suréducation. Globalement, offrir davantage de possibilités de formation, y compris en langues, aux immigrés et aux membres des minorités ethniques pourrait contribuer à résorber l'inadéquation des compétences.

Le rapport conjoint du Cedefop et du BIT ***Green skills for green jobs: a global view*** a été publié par le BIT sous deux formes: résumé analytique (juin 2011) et rapport de synthèse (octobre) ⁽²³⁾. L'évolution des économies vers une production plus verte, sous réserve d'une gestion efficace des changements structurels et de la transformation des emplois existants, est potentiellement génératrice d'emplois. La transformation engendrée par des économies plus vertes se répercute sur les besoins de compétences de trois manières. Premièrement, les changements structurels – ou «restructuration verte» – diminuent la demande de certaines professions et de certains profils de compétences et augmente la demande d'autres professions et profils. Cela exige des actions de formation, afin de permettre aux travailleurs et aux entreprises de quitter les secteurs et professions en déclin au profit de ceux qui affichent une croissance. Deuxièmement, certaines nouvelles professions apparaissent, ce qui exige une offre de formations adaptées et un ajustement des systèmes de qualification et de formation. Troisièmement, de nouvelles compétences seront nécessaires dans de

⁽²²⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18670.aspx>.

⁽²³⁾ http://www.ilo.org/skills/pubs/WCMS_156220/lang--en/index.htm
http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_159585/lang--en/index.htm (Le rapport analytique est disponible en français sous le titre *Des compétences pour des emplois verts. Un aperçu à l'échelle globale* [NdT]).

nombreux métiers et secteurs, dans le cadre d'un processus d'écologisation d'emplois existants. Cette dernière source de changements dans les compétences requises est la plus répandue et nécessite des efforts importants pour revoir les contenus et les programmes de cours ainsi que les référentiels de qualification, à tous les niveaux d'enseignement et de formation. Ces trois sources de changements modifient les profils de compétences des métiers et influent par conséquent sur les besoins et les prestations de formation. En 2011, poursuivant son travail sur l'impact de l'écologisation des économies, le Cedefop s'est penché sur les liens entre compétences vertes et sensibilisation à l'environnement dans l'EFP. En octobre, un atelier a réuni des experts qui ont validé les résultats de cette étude, formulé des recommandations politiques et préconisé des actions futures.

L'approche et les méthodes d'une **enquête auprès des employeurs sur les besoins de compétences dans les entreprises** ont été finalisées et prétestées. Les résultats du prétest ayant confirmé la faisabilité de l'enquête et permis d'affiner le questionnaire, une enquête à part entière sera conduite à titre pilote dans neuf pays au début de l'année 2012.

À partir de 2012, l'**inadéquation des compétences dans les entreprises** fera l'objet d'un nouveau champ de recherche du Cedefop, qui s'intéressera tout particulièrement aux incidences des pratiques de recrutement et de développement des ressources humaines sur cette inadéquation. Afin de poser des bases solides pour ce travail, le Cedefop a procédé à une revue détaillée de la littérature sur ce sujet. Enfin, le Centre a testé une enquête spécifique sur **l'obsolescence des compétences**, dont l'analyse des données a débuté.

Le Cedefop a fourni un **soutien permanent à la Commission européenne**, notamment au travers de sa participation à des groupes de travail interservices sur le panorama européen des compétences et la «croissance bleue», qui a trait au développement de l'ensemble du secteur maritime. Le Cedefop a aussi participé à plusieurs ateliers et groupes d'experts en rapport avec les besoins de compétences organisés par des DG spécifiques. Pour promouvoir le partage des connaissances et élaborer des stratégies de recherche complémentaires, le Cedefop a organisé en novembre un séminaire international sur l'anticipation et l'adéquation des compétences, avec les principales parties prenantes internationales et nationales, telles que l'Australie, le Canada, la Banque mondiale, l'OCDE, l'Unesco et l'OIT.

Activité: Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie

S'appuyant sur ses travaux et échanges d'expériences antérieurs, le Cedefop a poursuivi sa recherche sur les politiques et pratiques en matière de **programmes d'études et de formation et d'évaluation** et sur les implications pour les individus de **l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage**. Les résultats préliminaires présentés lors de la conférence de la présidence polonaise sur les politiques efficaces de développement des compétences des jeunes en Europe (*Effective policies for the development of competences of youth in Europe*; Varsovie, novembre) font apparaître que les pays d'Europe ont entrepris de réviser les programmes d'EFPI de manière à

répondre aux besoins diversifiés des apprenants et du marché du travail. Les nouveaux programmes mettent l'accent sur les acquis de l'apprentissage et jouent un rôle déterminant pour améliorer l'attractivité et l'image de l'EFP ainsi que la participation. Les conclusions du deuxième atelier international du Cedefop sur l'innovation et les réformes des programmes (*Curriculum innovation and reform: an inclusive view to curriculum change*; Thessalonique, janvier) indiquent que les programmes fondés sur les acquis de l'apprentissage améliorent la motivation des apprenants ainsi que les taux de participation et peuvent réduire le décrochage scolaire. Ils contribuent aussi à renforcer les liens entre apprentissage théorique et pratique et à améliorer les perspectives des apprenants sur le marché du travail. De même, bien que les progrès soient plus lents, on observe un élargissement de l'évaluation, non seulement en termes de finalités et de méthodes, mais aussi en termes d'acquis d'apprentissage mesurés. L'évaluation formative, les démonstrations de compétences, les portfolios et la simulation de contextes de travail réels investissent le champ de l'EFPI, au niveau du débat mais aussi des pratiques. La définition des acquis de l'apprentissage pour les programmes et l'évaluation devient une responsabilité partagée entre différents acteurs. Les données montrent un renforcement de la représentation et de la mobilisation des partenaires sociaux.

Les résultats de ces travaux ont nourri les débats au sein du groupe sur les acquis de l'apprentissage, conjointement coordonné par le Cedefop et la Commission européenne, ainsi que des deux groupes de travail thématiques sur l'évaluation des compétences clés et sur le décrochage scolaire mis en place à l'automne 2011.

L'accent a également été mis sur la **perméabilité des systèmes d'éducation et de formation**, en particulier sur les possibilités de renforcement mutuel entre EFP et enseignement supérieur. L'étude *From credits to permeability* a été menée à bien à la fin de l'année 2011. Elle met en lumière que la perméabilité nourrit la réflexion sur la manière dont les systèmes d'EFP peuvent faciliter la mobilité des apprenants entre les différents types et niveaux d'éducation et de formation. Ces résultats rejoignent ceux de l'étude pilote sur les certifications de l'EFP de niveaux supérieurs⁽²⁴⁾, qui conclut que de nombreux programmes dispensés dans l'enseignement supérieur ont une visée professionnelle, sont en lien étroit avec le marché du travail, avec une forte participation des entreprises à tous les stades, et donnent lieu à une certification. Cette étude met en évidence la nécessité d'améliorer la parité d'estime entre EFP et enseignement supérieur et d'assouplir les itinéraires d'apprentissage. Ses résultats ont fait l'objet d'une large diffusion, notamment lors de la conférence de la présidence hongroise sur l'amélioration de l'attractivité et de l'excellence de l'EFP grâce à la qualité et à l'efficacité (*Increasing attractiveness and excellence of VET through quality and efficiency*; Budapest, mai).

Par ses travaux spécifiques sur le rôle central de la formation en entreprise dans les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, le Cedefop a soutenu la mise en

⁽²⁴⁾ *Vocational education and training at higher qualification levels:*
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18646.aspx>.

œuvre du plan d'action sur l'**éducation et la formation des adultes** de la Commission européenne. L'étude *Learning while working – Success stories on workplace learning in Europe* ⁽²⁵⁾ met en évidence qu'un large éventail de mesures politiques, d'incitations et de services de soutien sont nécessaires pour encourager tant les employeurs que les salariés à se mobiliser pour développer les compétences sur le lieu de travail. Les stratégies de renouveau économique et les politiques d'innovation devraient être en synergie avec les stratégies en faveur de l'emploi et du développement des compétences. Cette étude est très demandée et, parmi les analyses publiées par le Cedefop en 2011, elle se classe au quatrième rang des documents les plus téléchargés (5 325 téléchargements en 2011). Elle a été présentée lors de la conférence de clôture de la mise en œuvre du plan d'action sur l'éducation et la formation des adultes organisée par la présidence hongroise (Budapest, mars) et a aussi fourni le matériau essentiel de l'«état des lieux thématique» sur l'apprentissage par le travail préparé pour les débats de la réunion des DGFP. L'atelier d'experts international du Cedefop sur l'innovation et l'apprentissage dans les entreprises organisé en novembre a repris et approfondi cette investigation. Soulignant le rôle joué par l'EFP et les environnements propices à l'apprentissage pour renforcer la capacité d'innovation des entreprises, cet atelier a insisté sur la nécessité de poursuivre les travaux de recherche et de rapprocher politiques d'innovation et politiques d'apprentissage.

Le Cedefop a également dressé un bilan des progrès accomplis par les États membres dans les domaines prioritaires énoncés dans la résolution du Conseil sur l'**orientation tout au long de la vie** (2008). Le rapport *Lifelong guidance across Europe – Reviewing policy progress and future prospects* ⁽²⁶⁾ montre que les pays s'attachent à renforcer le rôle de l'orientation dans leurs politiques nationales d'éducation, de formation et d'emploi. Les partenariats entre acteurs clés et l'ajustement de l'orientation aux besoins des utilisateurs sont au cœur des réformes nationales en cours.

Dans les sociétés vieillissantes, il importe d'offrir des services d'orientation et de conseil pour soutenir des parcours professionnels plus longs et plus satisfaisants. La publication de référence *Working and ageing: guidance and counselling for mature learners* ⁽²⁷⁾, qui examine des exemples de pratiques réussies et de mesures dans les États membres, est une contribution à l'année européenne du **vieillessement actif** et de la **solidarité intergénérationnelle** 2012. L'atelier sur l'apprentissage à un âge plus avancé (*Learning later in life*) – coorganisé avec la Commission européenne en septembre – a permis de mettre en commun les connaissances sur les liens entre vieillissement, apprentissage et vie active et sur les moyens d'améliorer l'efficacité des politiques de vieillissement actif.

⁽²⁵⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17770.aspx>.

⁽²⁶⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18625.aspx>.

⁽²⁷⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19076.aspx>.

L'orientation a un rôle essentiel à jouer pour soutenir la **formation à l'entrepreneuriat**. L'étude du Cedefop *Guidance supporting Europe's aspiring entrepreneurs – Policy and practice to harness future potential* ⁽²⁸⁾ montre que les pays encouragent de plus en plus l'entrepreneuriat en tant qu'option de carrière pour les adultes et les jeunes et comme une voie d'intégration ou de réintégration dans le marché du travail. En outre, l'orientation est de plus en plus intégrée aux processus de formation à l'entrepreneuriat, tant dans l'EFP que dans l'enseignement supérieur.

À la demande de la Commission européenne, le Cedefop a élaboré le cadre conceptuel pour un nouveau groupe de travail thématique sur les **formateurs de l'EFP**, mis en place en novembre au titre de la méthode ouverte de coordination. Le Centre a rédigé une note de référence, approuvée par la Commission européenne et validée par les DGFP lors de leur réunion de mai, qui précise la mission et les objectifs de ce groupe. Afin de maximiser l'impact et d'éviter la duplication des efforts, ce groupe de travail thématique prendra le relais des activités du réseau des enseignants et formateurs de l'EFP du Cedefop (TTnet). Fort de sa longue expertise, le Cedefop fournira un appui conceptuel à ce groupe, qui tiendra sa première réunion en février 2012.

Les derniers travaux du TTnet au sein de ses sous-groupes sur le tutorat, les formateurs en entreprise et le leadership dans l'EFP se sont concentrés sur des domaines qui font l'objet d'une attention croissante dans le débat politique. La décentralisation de la prise de décision et la priorité accrue accordée aux acquis de l'apprentissage exigent de renforcer la responsabilisation et l'assurance qualité. L'alourdissement des responsabilités financières et des tâches administratives va de pair avec un recul des fonctions d'encadrement pédagogique. Or, les récents documents stratégiques de l'UE, dont le communiqué de Bruges, reconnaissent que le rôle des chefs d'établissement est essentiel pour améliorer la qualité de l'EFP et faciliter, au niveau local et régional, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de compétences. Par le biais de son document de travail *Exploring leadership in VET* ⁽²⁹⁾, publié en novembre, le Cedefop entend sensibiliser davantage les décideurs politiques, les chercheurs et les autres acteurs concernés, nourrir leurs débats et les inciter à la réflexion.

Le travail sur la **validation des acquis non formels et informels** s'est intensifié au cours du printemps 2011. La mise à jour de l'inventaire européen a été menée à bien (en coopération avec la DG EAC) et la nouvelle version a été lancée sur le site web du Cedefop. De plus, le Centre a apporté son concours à la Commission européenne pour préparer une recommandation sur la validation qui sera adoptée en 2012. Cette recommandation soulignera la manière dont les CNC peuvent faciliter la validation, en particulier grâce à l'accent qu'ils mettent sur les acquis de l'apprentissage. Les liens entre CNC et validation ont été discutés durant la présidence polonaise, lors d'une manifestation d'apprentissage par les pairs à laquelle le Cedefop

⁽²⁸⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18285.aspx>.

⁽²⁹⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19066.aspx>.

a apporté un appui préparatoire et une contribution. Cette recommandation soulignera également l'importance de démarches de validation qui soient pertinentes pour les salariés et les employeurs. Les résultats de l'étude en cours sur l'évaluation des compétences et la validation dans les entreprises, qui seront publiés prochainement, indiquent que si l'évaluation des compétences est une pratique systématique fréquente dans les grandes entreprises, elle l'est moins dans les petites et moyennes entreprises (PME). La validation des compétences interpersonnelles ou transversales pose un défi particulier aux entreprises. Les résultats de cette étude seront également valorisés dans le cadre de l'inventaire européen et de la révision des lignes directrices européennes pour la validation des acquis non formels et informels. Des activités ont été entreprises, en coopération avec la Commission européenne, en vue de publier les lignes directrices révisées en 2012 (la version 2009 des lignes directrices compte toujours parmi les documents de référence les plus consultés, avec plus de 6 000 téléchargements en 2011).

Les activités ci-dessus montrent que les données probantes du Cedefop sous-tendent l'élaboration de l'agenda politique de l'UE mais aussi qu'elles stimulent les réformes nationales. Les demandes adressées au Cedefop de soutien à différents groupes de travail thématiques et l'invitation à contribuer aux documents stratégiques de l'UE (tels que la future recommandation sur la validation des acquis non formels, le rapport final du groupe de travail de la Commission sur l'éducation et la formation des adultes et le manuel des politiques pour l'évaluation des compétences clés) démontrent la valeur attribuée aux conseils politiques du Centre.

2.3. Évaluer les bénéfices de l'EFP

Activité: Recherche en EFP

La note d'information *L'enseignement et la formation professionnels souffrent d'un manque d'estime malgré les nombreux bénéfices qu'ils procurent* ⁽³⁰⁾ fait la synthèse des résultats sur les **bénéfices économiques et sociaux de l'EFP**. Il ressort de la recherche du Cedefop que l'EFP est potentiellement générateur de nombreux bénéfices observables dans tous les pays, qui sont partagés aussi bien par les individus et les entreprises que par l'économie et la société dans leur ensemble. La formation dispensée par les entreprises accroît la satisfaction des salariés et la productivité. Une productivité accrue peut à son tour renforcer la compétitivité et contribuer à une meilleure croissance économique. Les données indiquent également que les gains de salaire procurés par l'EFP, ainsi que ses bénéfices sociaux plus larges, sont pratiquement équivalents à ceux de l'enseignement général, voire supérieurs dans certains pays. Cependant, la réalisation de ces bénéfices dépend fortement du contexte institutionnel dans lequel est ancré l'EFP. Durant l'année 2011, le Cedefop a publié six documents de recherche qui analysent des types particuliers de

⁽³⁰⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18353.aspx>.

bénéfices pour les individus, les entreprises ou la société, ainsi que les facteurs qui s'y rattachent.

S'agissant des **bénéfices économiques**, les résultats de recherche publiés dans le document *The economic benefits of VET for individuals* ⁽³¹⁾ indiquent que les avantages procurés par l'EFPI (en termes de revenus et d'accès à l'emploi) sont comparables à ceux de l'enseignement général supérieur. De plus, le Cedefop a conduit une méta-analyse des données disponibles dans la littérature relatives aux bénéfices économiques de l'EFP pour les entreprises. Les résultats de cette analyse, publiés sous le titre *The impact of vocational education and training on company performance* ⁽³²⁾, montrent l'effet positif significatif de l'EFP sur les performances économiques des entreprises. Toutefois, les données sur les effets des différents types de formation sont limitées du fait que la plupart des études font l'impasse sur cet aspect. De même, il est difficile d'établir une corrélation claire entre le degré d'investissement dans l'EFP et la taille de l'effet sur la productivité en raison de la faible comparabilité des variables de l'EFP disponibles et des effets estimés. D'où la nécessité de poursuivre et d'approfondir ce champ de recherche.

Les travaux de recherche sur les **bénéfices sociaux de l'EFP** ont été publiés dans trois documents de recherche. Le document *The anatomy of the wider benefits of VET in the workplace* ⁽³³⁾ montre que les employeurs ne retirent tous les bénéfices possibles de la formation interne que si celle-ci est intégrée dans un cadre plus large de développement professionnel continu. Les actions de formation constituent un puissant levier pour motiver les salariés et les mobiliser en faveur des objectifs de l'organisation. Le document *Vocational education and training is good for you – The social benefits of VET for individuals* ⁽³⁴⁾ démontre que l'EFP procure aux individus des bénéfices sociaux dans tous les pays d'Europe, mais que ces bénéfices sont de nature différente selon les facteurs institutionnels qui facilitent ou entravent leur réalisation. Par exemple, les bénéfices sociaux de l'EFPC en termes de santé sont observés dans les systèmes connus pour leurs efforts politiques d'amélioration des conditions de formation et de travail dans les entreprises, tels que les systèmes scandinaves. Le point de vue avancé dans le document *Vocational education and training for the common good – The macrosocial benefits of VET* ⁽³⁵⁾ est que l'accroissement de la part de l'EFP dans le système éducatif, même s'il ne produit pas de bénéfices macrosociaux directs, peut néanmoins avoir des effets positifs en termes de cohésion sociale, en introduisant davantage d'équité dans les résultats éducatifs.

Une nouvelle recherche consacrée aux **retombées de l'EFP sur le marché du travail** montre que les perspectives des diplômés de l'EFP sur le marché du travail sont comparativement positives. Dans de nombreux pays, les diplômés de l'EFP ont

⁽³¹⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18070.aspx>.

⁽³²⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19219.aspx>.

⁽³³⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17947.aspx>.

⁽³⁴⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18440.aspx>.

⁽³⁵⁾ <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18283.aspx>.

plus de chances d'insertion professionnelle et sont moins exposés au risque de chômage que les titulaires d'un diplôme de l'enseignement général de même niveau.

Le travail du Cedefop sur les **statistiques et indicateurs de l'EFP** améliore la disponibilité d'indicateurs et sources de données sur l'EFP comparables à l'échelon international. Par exemple, fort de plusieurs années d'expérience dans ce domaine, le Centre apporte une contribution croissante à la fourniture de données sur les diplômés de l'EFP et de la filière générale (niveau moyen) pour l'enquête européenne sur les forces de travail. La disponibilité systématique de ce type de données permettrait d'élaborer plusieurs indicateurs d'EFP comparables à l'échelle internationale et de mieux comprendre les retombées de l'EFP sur le marché du travail. De même, la formulation de points de vue et la fourniture de données pour la révision de la CITE contribuent à garantir une meilleure comparabilité internationale de l'ensemble des statistiques sur l'enseignement (professionnel) classifiées selon la nomenclature de la CITE. Enfin, en 2011, la participation à la task-force d'Eurostat sur les indicateurs de la mobilité a contribué à structurer le débat sur les indicateurs adéquats pour rendre compte de la mobilité.

2.4. Améliorer l'image de l'EFP

Afin d'améliorer l'image de l'EFP et de mieux sensibiliser sur son rôle essentiel dans l'apprentissage tout au long de la vie et l'employabilité, le Cedefop s'emploie à fournir en temps utile à ses diverses parties prenantes – qui vont des décideurs politiques au niveau européen et national, y compris les partenaires sociaux, à l'ensemble des citoyens – des informations sur l'EFP accessibles, exactes et adaptées à leurs besoins spécifiques.

Activité: Communication externe

Les **messages clés du Cedefop en 2011** concernaient notamment le soutien au développement des compétences grâce à la formation sur le lieu de travail, les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP, l'impact croissant des instruments et principes européens communs, ainsi que les prévisions de l'offre et de la demande de compétences en Europe à l'horizon 2020. La coordination entre les différents canaux de communication a été consolidée, afin de renforcer ces messages et de les ajuster plus finement aux besoins d'information spécifiques des publics cibles du Centre.

Des notes d'information et des communiqués de presse ont été publiés pour appuyer les conférences et manifestations sur la politique européenne d'EFP, sur l'anticipation et l'adéquation des compétences, ainsi que sur les instruments et principes européens communs. Les notes d'information sur les évolutions de l'EFP à l'intention des décideurs politiques européens et nationaux de haut niveau ont fait l'objet d'une diffusion mieux ciblée, grâce à l'amélioration de la base de données de contacts du Cedefop; cela a accru le nombre de téléchargements qui, de 28 000 en 2010, est passé à 49 000 en 2011. Parmi les thèmes traités par ces notes d'information en 2011 figurent notamment les prévisions de compétences jusqu'à

2020, les programmes d'études et de formation fondés sur les acquis de l'apprentissage ainsi que les instruments et principes européens communs et leurs liens mutuels.

L'étroite **coopération avec le Parlement européen** a continué d'être une priorité en 2011. Deux ateliers conjoints ont été organisés. Le premier – *Working together for youth unemployment: from education to the workplace* – a été organisé en juin par la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, le Cedefop, Eurofound, la Fondation européenne pour la formation et l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail. Il a fourni aux députés européens, aux membres de la Commission européenne, aux quatre agences et aux partenaires sociaux l'occasion d'échanger points de vue et idées sur les moyens de résorber le chômage des jeunes. Le second atelier – *Vocational education and training: have European tools improved learning, mobility and employment?* – a été conjointement organisé en novembre par le Cedefop et le Parlement européen, avec pour conférencière d'honneur M^{me} Vassiliou, commissaire en charge de l'éducation et de la culture. Cet atelier a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des instruments européens, leur impact et les actions futures.

Une exposition conjointe des agences de l'UE a été organisée au Parlement européen en février. Elle a mis en exergue les rôles des agences, leurs contributions aux objectifs stratégiques de l'UE pour 2020 et leur impact sur la vie des citoyens européens.

Outre son soutien aux décideurs politiques, le Cedefop s'est également attaché à travailler en étroite coopération avec la communauté grecque de l'éducation et de la formation (voir encadré 8).

Encadré 8. Coopération avec notre ville d'accueil – le Cedefop à Thessalonique

Un séminaire d'information – *Assessing, validating and recognising learning and skills in Europe* – a été organisé en novembre avec la direction générale de l'éducation de Grèce du Nord. Il s'agissait de la troisième édition de la rencontre d'information annuelle organisée à l'intention des acteurs locaux de l'éducation et de la formation. Ce séminaire a réuni quelque 150 professionnels de l'éducation et de la formation, dont des directeurs d'établissements et instituts d'EFP et des conseillers d'orientation. Les discussions ont porté sur les travaux du Cedefop liés aux instruments européens, aux nouvelles approches européennes en matière d'évaluation et de mesure des compétences clés, ainsi qu'à l'évaluation externe et à l'autoévaluation des établissements (d'EFP). Ce séminaire a posé les bases d'une coopération avec la municipalité de Thessalonique, qui s'est depuis renforcée.

Grâce aux améliorations apportées au **portail web du Cedefop**, les utilisateurs peuvent désormais trouver et télécharger plus facilement les publications et autres informations du Cedefop. En 2011, le site web du Cedefop a enregistré 496 000 téléchargements de publications, soit une augmentation de 40 % par rapport à 2010. À cela s'ajoutent 40 481 exemplaires de publications imprimées envoyés sur demande ou diffusés à l'occasion de plus d'une centaine de manifestations.

Le site web du Cedefop a reçu quelque 500 000 visites, soit 41 % de plus qu'en 2009. L'aspect important est qu'à la fin de l'année 2011, le site web avait été consulté

par plus de 200 000 visiteurs récurrents, chiffre en augmentation de 34 % par rapport à 2009.

Malgré un infléchissement de la **couverture médiatique** des activités du Cedefop en 2011 par rapport à 2010 (380 articles contre 581), les messages du Centre sont diffusés dans un grand nombre de pays. Environ 23 pays ont publié au moins un article sur les travaux du Cedefop. L'Espagne, avec 67 articles, se classe au deuxième rang après la Grèce qui en a publié 105. Les sujets les plus couverts par la presse ont été les prévisions de compétences, Europass et les visites d'étude.

Depuis janvier 2011, le Cedefop est présent dans les **médias sociaux** via ses comptes Facebook et Twitter. En 2011, le Cedefop a publié 142 minimessages sur Twitter et 97 mises à jour sur Facebook (y compris des vidéos d'interview). À la fin de l'année 2011, le Cedefop avait 1 185 abonnés sur son compte Facebook et 481 sur son compte Twitter.

En 2011, le Cedefop a organisé 108 **conférences** et manifestations, qui ont attiré quelque 2 100 participants au total. La qualité des manifestations du Cedefop se maintient à un niveau élevé: 96 % des participants les jugent de bonne ou de très bonne qualité.

Activité: Information et documentation

Le Cedefop fournit la plupart de ses informations sur demande. En 2011, via son service *Ask the VET expert*, le Cedefop a traité plus de 900 questions liées à l'EFP. La base de données bibliographiques sur l'EFP du Cedefop (VET-Bib) demeure la source de références bibliographiques la plus complète d'Europe; fin 2011, elle comptait quelque 80 000 références, dont 4 700 nouvelles ajoutées durant l'année.

Activité: Publications

Le Cedefop a poursuivi sa production de documents de haute qualité, imprimés et en ligne, sous des formats conviviaux.

En décembre 2011, après avoir mené un projet pilote concluant, le Cedefop a commencé à faire paraître et à diffuser ses publications et notes d'information sous la forme de **livres électroniques**. Cela facilite le téléchargement et la lecture, dès lors que les lecteurs peuvent choisir le format qui leur convient le mieux.

En 2011, le Cedefop a produit 130 publications (59 nouveaux titres et 71 traductions de publications antérieurement parues en anglais), dont des notes d'information et des infolettres. Les nouveaux titres comprennent trois publications de référence, 10 documents de recherche, trois documents de travail, huit notes d'information et 14 publications d'information. Quelque 3 000 pages ont été éditées en anglais et environ 4 036 pages ont été traduites, essentiellement en allemand et anglais. En outre, des licences de traduction et de publication ont été accordées à des organisations tierces pour 11 publications.

2.5. Gestion, ressources et contrôles internes

Les changements organisationnels apportés en 2010 suite au départ de l'ancien directeur du Cedefop en octobre 2010 ont été maintenus en 2011, dès lors que la

procédure de recrutement d'un nouveau directeur n'a pas abouti. Cette procédure a été réitérée et un nouveau directeur devrait être nommé en septembre 2012.

Le taux d'exécution du budget global du Cedefop a dépassé les 97 %, le taux d'utilisation de la subvention communautaire a atteint 99,2 % et l'objectif convenu avec la Cour des comptes pour l'utilisation des contributions norvégienne et islandaise des années précédentes a été atteint (100 %). Au 31 décembre 2011, le taux d'occupation du tableau des effectifs du Centre était de 96 % (97 postes étaient pourvus et quatre procédures de sélection étaient en cours).

Le Cedefop a poursuivi le développement de son **système de mesure des performances**. Conformément aux préconisations du conseil d'administration, l'analyse qualitative des données et leur contextualisation ont été étendues (voir aussi les indicateurs de performance 2011 à l'annexe V).

Toutes les fonctions administratives essentielles du Cedefop sont désormais informatisées, ce qui améliore leur convivialité et leur efficience. C'est ainsi que les délais de traitement des paiements ont encore été réduits et sont désormais inférieurs à 19 jours. L'**application de recrutement en ligne** (RECON) a été déployée début 2011 et utilisée pour neuf procédures de sélection en 2011, ce qui a permis (en moyenne) d'accélérer substantiellement ces procédures.

En outre, le rapport d'évolution de carrière (REC) en ligne a été pleinement mis en œuvre en 2011 et des actions de formation à grande échelle ont été dispensées au personnel.

Pour le flux de travail de traduction et d'édition au sein de l'aire Communication, information et diffusion, un outil électronique de suivi des **processus de publication** (*TEAMS – translation and editing workflow*) a été mis au point et sera pleinement utilisé à compter de janvier 2012.

La réorientation stratégique de ReferNet (voir encadré 5), l'organisation de conférences et manifestations hors des locaux du Centre et le suivi minutieux des travaux de réfection des bâtiments comptent parmi les mesures clés de la suite donnée au **plan de gestion des risques 2011** du Cedefop. Globalement, les risques qui avaient été jugés critiques ou probables pour l'année 2011 ont été bien maîtrisés ⁽³⁶⁾.

Le rapport 2011 de la **Cour des comptes** (relatif à l'exercice 2010) a confirmé la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes aux comptes annuels du Centre. Le commentaire concernant l'utilisation des contributions norvégienne et islandaise des années précédentes a été pris en compte et pleinement suivi d'effets en 2011.

Conformément à la recommandation de la Cour des comptes, une nouvelle nomenclature simplifiée et rationalisée a été appliquée pour l'avant-projet de budget 2012. Cette nouvelle nomenclature a été adoptée par le conseil d'administration et introduite dans le budget 2012.

Le rapport d'audit interne annuel pour 2010 du **Service d'audit interne** (IAS) relève 10 recommandations souhaitables ou importantes – aucune de nature critique –

⁽³⁶⁾ Le *Rapport annuel d'activités 2011*, qui sera publié en juin 2012, présentera un compte rendu plus détaillé du suivi donné au plan de gestion des risques 2011.

en suspens, qui ont été portées au plan d'action du Cedefop. Au 31 décembre 2011, huit recommandations avaient été pleinement suivies d'effets et les éléments de preuve avaient été transmis pour examen à l'IAS en vue de leur classement. Les deux recommandations encore en suspens portent respectivement sur la mise en application en cours des DGE et l'action de sensibilisation (enquête de satisfaction). Cette dernière sera mise en œuvre en 2012, comme prévu dans le plan d'action.

Les rapports d'audit fournissent à la direction du Centre l'assurance nécessaire et la confirmation du bon fonctionnement du système de contrôle interne et de l'efficacité des stratégies appliquées.

Suite à la décision prise l'année dernière par les autorités grecques de financer les travaux de réfection des bâtiments, la procédure d'appel d'offres s'est achevée en septembre et les travaux ont débuté début novembre. Le Cedefop surveille minutieusement leur avancement et en informe régulièrement les membres du Bureau.

Dans le cadre de l'application des normes de contrôle interne du Cedefop, des actions ont été entreprises pour mettre en œuvre un **plan de continuité des activités**. Une déclaration de principe a été communiquée à l'ensemble du personnel et une évaluation des risques opérationnels et de l'impact des situations d'urgence potentielles a été conduite. Les conclusions de cette évaluation seront formalisées au cours du premier trimestre 2012.

Tableau 1: Programme de travail 2011 – Corrélations entre les projets et activités du Cedefop, ses PMT 2009-2011 et son ABB

Priorité à moyen terme (PMT) 1 Livrer des informations pour l'élaboration des politiques européennes d'EFPP	Priorité à moyen terme (PMT) 2 Interpréter les tendances européennes et les défis à relever en matière d'aptitudes, de compétences et d'apprentissage	Priorité à moyen terme (PMT) 3 Évaluer les bénéfices de l'EFPP	Priorité à moyen terme (PMT) 4 Améliorer l'image de l'EFPP
Analyses et rapports sur les évolutions politiques Rapports sur les politiques Rapports nationaux <i>VET in Europe</i> Financement de l'EFPP ReferNet – Réseau européen du Cedefop pour l'EFPP	Analyse des qualifications et des compétences Prévisions de l'offre et de la demande de compétences Besoins de compétences au niveau sectoriel Besoins de compétences dans les entreprises Inadéquation des compétences et travailleurs vieillissants Skillsnet et coopération avec les parties prenantes	Recherche en EFPP Rapports sur la recherche Statistiques et indicateurs	Communication externe Communication avec les parties prenantes et relations publiques Service de presse Portail web du Cedefop
			Information et documentation Documentation et service de référence Gestion des archives et archivage Systèmes d'information électroniques
Soutenir le développement et la mise en œuvre des instruments européens communs Cadre européen des certifications (CEC) Système européen de transfert de crédits pour l'EFPP La qualité dans l'EFPP Europass	Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie Certifications et acquis de l'apprentissage Orientation tout au long de la vie Enseignants et formateurs de l'EFPP Éducation et formation des adultes Validation des acquis non formels et informels		Publications Édition et traduction Présentation et conception graphique Impression et diffusion
Visites d'étude			
RESSOURCES – BUDGET PAR ACTIVITÉS (activity-based budget – ABB)			
Analyse des politiques ReferNet Éducation et formation 2020a Visites d'étude	Analyse des compétences Éducation et formation 2020b	Recherche en EFPP	Communication externe Documentation et information Publications

3. RÉALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2011 PAR PRIORITÉ À MOYEN TERME, PAR ACTIVITÉ ET PAR PROJET ⁽³⁷⁾

Priorité à moyen terme: Livrer des informations pour l'élaboration des politiques européennes d'EFP	
Activité: Analyses et rapports sur les évolutions politiques Afin d'éclairer les politiques européennes d'EFP et, conformément à son mandat, d'appuyer l'examen des progrès du processus de Copenhague, le Cedefop élabore et diffuse à intervalles réguliers des rapports sur les politiques d'EFP en Europe, qui ont pour objet d'évaluer les progrès accomplis dans la coopération européenne en matière d'EFP. Afin de contribuer aux priorités pour un renforcement de la coopération dans le domaine de l'EFP, le Cedefop élargit ses analyses à des politiques et évolutions spécifiques dans le domaine. C'est ainsi que le Centre examine les tendances, les défis et les stratégies relatives au financement de l'EFP, dans le but de mettre en exergue les éléments tendant à démontrer l'efficacité et l'efficience des différents instruments et d'identifier approches innovantes et bonnes pratiques. En 2011, le Centre se penchera sur la conception qu'ont les États membres de l'attractivité de l'EFP, ainsi que sur les facteurs et déterminants au niveau national. Outre les analyses sur les évolutions politiques, le Cedefop fournit des descriptions des systèmes nationaux d'EFP sous format papier et électronique. Les analyses et rapports sur les politiques et systèmes d'EFP accordent une attention particulière aux stratégies de sortie de la crise économique. Parmi les principales sources d'information sur les évolutions politiques et les systèmes d'EFP, citons ReferNet, le réseau européen du Cedefop pour l'EFP, qui constitue également un vecteur de diffusion des conclusions des travaux du Cedefop dans les États membres et permet d'appuyer nombre de projets du Centre. Impact escompté L'intention du Cedefop est de promouvoir une politique européenne d'EFP fondée sur des données probantes et une coopération renforcée entre les pays qui partagent les mêmes priorités politiques. Il entend également se positionner en tant que source d'expertise faisant autorité en matière de politiques d'EFP en Europe, à même de suivre les progrès réalisés dans la modernisation de l'EFP en Europe. Activités ABB correspondantes: analyse des politiques, ReferNet	
Principaux résultats de l'activité Production de nouveaux éclairages et sensibilisation accrue des décideurs européens et nationaux, dont les partenaires sociaux, sur	Indicateurs de résultats (tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

⁽³⁷⁾ Le texte sur fond gris renvoie aux fiches d'activité du programme de travail 2011.

les questions suivantes: • progrès du processus de Copenhague depuis 2002 dans la mise en œuvre des priorités européennes convenues en matière d'EFP et des moteurs socio-économiques pour les politiques futures; • stratégies et initiatives des États membres contribuant à la réalisation des objectifs politiques communs; • évolutions des systèmes nationaux d'EFP en Europe; • identification des tendances de la politique d'EFP au niveau national et régional, en particulier s'agissant des facteurs et déterminants de l'attractivité et du financement de l'EFP.	Conseil politique Citations dans les documents politiques de l'UE Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques Documents politiques de l'UE à la préparation desquels le Cedefop a contribué Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques Nouvelles connaissances Téléchargements de publications/documents de travail et de recherche/note d'information Citations de publications/études du Cedefop dans la littérature Sensibilisation accrue Fréquentation du site web Participation à des conférences et autres manifestations Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
Activité: Analyses et rapports sur les évolutions politiques – progrès janvier-décembre 2011 Les travaux relevant de cette activité ont été centrés sur: (a) la diffusion des progrès du processus de Copenhague jusqu'en 2010 et la sensibilisation sur ces progrès, tels qu'ils ressortent de l'analyse effectuée par le Cedefop dans son rapport 2010 sur les politiques <i>A bridge to the future</i>, lors d'une conférence politique de haut niveau; (b) l'établissement de bases solides, notamment d'ordre méthodologique, pour les rapports réguliers sur les progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre des priorités politiques communes relatives à l'EFP définies pour la période 2011-2014, en particulier au regard des 22 objectifs à court terme convenus dans le communiqué de Bruges, et ce avec l'appui de ReferNet – dont la stratégie a été recentrée sur la livraison de rapports sur les politiques et évolutions de l'EFP au niveau national et (c) la conduite d'analyses politiques comparatives sur les questions pertinentes pour le processus de Copenhague, telles que l'attractivité ou le financement de l'EFP. Malgré certains ajustements de la production en termes de centrage ou de calendrier, en vue d'améliorer la qualité et d'assurer une meilleure adéquation avec les besoins au niveau politique, la plupart des rapports et analyses ont été produits dans les délais convenus.	

Dans le cadre de ses actions de conseil politique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFPP auprès des parties prenantes et de la communauté de l'EFPP dans son ensemble, le Cedefop a contribué à 23 manifestations des présidences et réunions d'acteurs de haut niveau, ainsi qu'à 13 conférences et autres manifestations. Les publications en lien avec cette activité ont fait l'objet de quelque 12 000 téléchargements durant l'année 2011.

Projet 1: Rapport sur les politiques

En 2011, l'accent sera mis sur la diffusion et la sensibilisation aux conclusions du Cedefop sur les progrès accomplis dans le cadre du processus de Copenhague visant la coopération en matière d'EFPP. Le Cedefop contribuera à diverses conférences et manifestations internationales et organisera une conférence Agora, au cours de laquelle décideurs, chercheurs, partenaires sociaux et acteurs de l'EFPP à l'échelon européen débattront des conclusions du rapport 2010 sur les politiques d'EFPP, des enseignements à tirer des avancées obtenues pour moderniser l'EFPP et sortir de la crise économique, ainsi que des priorités jusqu'à 2020.

Les rapports nationaux de ReferNet pour 2010 continueront d'être exploités afin d'identifier des exemples de politiques et de mesures déployées dans le domaine de l'EFPP et de soutenir ce faisant l'apprentissage par les pairs et par l'observation des politiques. En outre, pour soutenir l'action de la Commission et acquérir une meilleure compréhension des concepts d'attractivité, une étude sera menée sur les facteurs qui déterminent l'attractivité de l'EFPP dans les États membres.

Principaux produits pour 2011

Conférence Agora sur la politique européenne d'EFPP au cours de la période 2002-2010

Exemples de politiques et de mesures pour moderniser l'EFPP dans les pays européens (document de travail)

Contribution et participation à un groupe de travail de la Commission sur l'attractivité de l'EFPP

Calendrier/périodicité

Mars

Décembre

Action continue

Projet 1: Rapports sur les politiques – progrès janvier-décembre 2011

La conférence Agora sur la politique d'EFPP au cours de la période 2002-2010 *A bridge to the future: European vocational education and training policy 2002-10* s'est tenue le 17 mars à Bruxelles, dans les locaux du Comité économique et social européen, avec notamment pour intervenants la commissaire chargée de l'éducation et de la culture et le commissaire chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion. Les débats ont porté sur les résultats des examens et analyses politiques 2010 du Cedefop (publiés dans le quatrième rapport sur les politiques du Cedefop, disponible à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17297.aspx>), ainsi que sur les défis à venir en matière de modernisation des systèmes d'EFPP et de coopération dans le cadre du processus de Copenhague. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse: <http://agora.cedefop.europa.eu/VET-policy2011/>.

Le document de travail prévu sur les exemples de politiques et de mesures déployées pour moderniser l'EFPP a été remplacé par les rapports

nationaux sur les politiques livrés par ReferNet en 2010 (**modification**), qui ont enrichi les activités continues, y compris de publication, du Cedefop. Des exemples de politiques déployées pour assurer une meilleure perméabilité entre EFP et enseignement supérieur ont été extraits des rapports nationaux 2010 en vue d'une publication de référence sur les liens entre ces deux secteurs (à paraître en 2012).

Afin de soutenir la Commission européenne et de contribuer à une compréhension plus cohérente et plus fine de l'attractivité de l'EFP, une étude sur l'attractivité de l'enseignement et de la formation professionnels initiaux (EFPI) en Europe a été lancée en septembre. La Commission européenne n'a pas mis en place de groupe de travail spécifique sur l'EFPI (**modification**) mais participe au pilotage de cette étude.

Lors de la conférence sur l'EFP de la présidence hongroise (Budapest, mai), le Cedefop a prononcé une allocution liminaire dressant un état des connaissances et des analyses sur l'attractivité de l'EFP et contribué aux ateliers (voir PMT2, projet 1).

S'appuyant sur ses activités antérieures et en cours concernant les instruments européens ainsi que sur ses rapports et analyses des politiques, le Cedefop a contribué à la conférence de la présidence polonaise sur la mobilité (Sopot, octobre; voir PMT2, projet 1).

S'appuyant sur les résultats de ses projets de rapports sur les politiques et de ses travaux sur les instruments européens, le Cedefop a contribué au groupe de travail de la Commission «Les langues au service de l'emploi», ainsi qu'à l'élaboration du guide des politiques sur ce thème, et participé à la conférence sur le multilinguisme organisé par la présidence polonaise en septembre.

Dans le cadre des rapports sur les politiques, un projet conjoint des aires d'activités RPA et ECVL a débuté en vue de préparer l'exercice d'inventaire intermédiaire 2012. Des fiches conceptuelles ont été mises au point pour analyser les 22 objectifs à court terme du communiqué de Bruges et identifier les besoins d'information, les indicateurs et les sources. L'approche conceptuelle a été discutée avec la Commission européenne et présentée au groupe de travail établi pour soutenir le suivi du communiqué de Bruges. À la suite des discussions qui se sont déroulées lors d'une réunion de ReferNet en décembre, un projet de questionnaire a été élaboré pour collecter l'information via ReferNet (voir projet 4) (**nouvelle activité**).

Articles publiés

- Lettmayr, C.; Schmid, E. (2011). Berufsbildung hoch im Kurs. *Wissenplus Heft*, vol. 3, issue 10/11.
- Schmid, E. (2011). Jobchancen mit Berufsbildung. *Wissenplus Heft*, vol. 1, issue 11/12.

Projet 2: Rapports nationaux VET in Europe

VET in Europe fournit des données actualisées sur les systèmes nationaux d'EFP dans l'UE, en Islande et en Norvège. Afin de faciliter les comparaisons entre les systèmes et l'apprentissage entre pairs, cette base de données est organisée par thèmes communs à tous les pays et les informations sont organisées selon un modèle commun établi par le Cedefop. Les thèmes et contenus font l'objet d'une mise à jour annuelle, afin de refléter les priorités européennes en matière d'EFP. En 2011, cette base assurera le suivi des mesures nationales d'EFP liées

à la crise, tant à court terme qu'à long terme, et en livrera l'évaluation.	
Principaux produits pour 2011 La formation professionnelle en Hongrie – Une brève description La formation professionnelle en Pologne – Une brève description 29 rapports nationaux disponibles en ligne, au format html et pdf	Calendrier/périodicité Avril Octobre Action continue
Projet 2: Rapports nationaux VET in Europe – progrès janvier-décembre 2011 Le rapport <i>Vocational education and training in Hungary – Short description</i>, préparé en étroite collaboration avec ReferNet Hongrie, a été publié en versions électronique et imprimée (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18125.aspx). Les versions EN et HU ont été présentées lors de la réunion des DGFP (Budapest, mai) et diffusées à l'occasion d'autres manifestations de la présidence. La publication <i>Regards sur... la formation professionnelle – Hongrie</i> était disponible en DE, EN, FR et HU (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18179.aspx) pour la réunion des DGFP et a été largement diffusée en Hongrie ainsi qu'à l'occasion d'autres manifestations de la présidence de l'UE. De même, le rapport <i>Vocational education and training in Poland – Short description</i> a été préparé en EN et PL (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18613.aspx) et présenté lors de la réunion des DGFP (Cracovie, septembre) ainsi qu'à l'occasion d'autres manifestations de la présidence. La publication <i>Regards sur l'EFP en Pologne</i> était disponible en DE, EN, FR et PL (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18673.aspx) pour la réunion des DGFP et a été largement diffusée en Pologne ainsi qu'à l'occasion d'autres manifestations de la présidence de l'UE. Les rapports nationaux en ligne sur l'EFP ont été mis à jour et publiés sur le portail web du Cedefop (http://www.cedefop.europa.eu/EN/Information-services/vet-in-europe-country-reports.aspx). Ces rapports s'appuient sur un modèle révisé, qui permet de mieux rendre compte de thèmes présentant un intérêt à l'échelon européen, tout particulièrement l'internationalisation, la mobilité et l'apprentissage des langues. Seuls trois pays (Irlande, Grèce et Luxembourg) n'ont pas livré de mise à jour de leur rapport national <i>VET in Europe</i> en 2011. Pour donner suite à l'évaluation 2010 de ReferNet, un groupe de travail conjoint Cedefop/ReferNet a été mis en place afin de rationaliser les rapports nationaux <i>VET in Europe</i>, de les affiner et d'améliorer leur qualité (nouvelle activité). Ce groupe de travail a proposé une nouvelle approche pour rendre compte des évolutions des systèmes d'EFP, associant: (a) une brève description du système national d'EFP et (b) des articles thématiques à finalité comparative, chapeautés par le Cedefop, sur des sujets d'intérêt européen. Cette nouvelle approche sera expérimentée en 2012.	
Projet 3: Financement de l'EFP	

Ce projet suit l'évolution des systèmes de financement de l'EFP dans les pays européens. Il identifie les stratégies et les mécanismes nouveaux et innovants et examine leur efficacité. En 2011, le Cedefop publiera et diffusera les conclusions de trois études sur le rôle des prêts, des congés formation et des clauses de remboursement dans la promotion de l'EFP. Il procédera également à la mise à jour d'études antérieures et préparera une synthèse des éléments tendant à démontrer l'efficacité et l'efficience de différents mécanismes de financement, pour fournir une évaluation globale des politiques de partage des coûts de l'EFP en Europe. Enfin, l'impact de la crise économique bénéficiera de l'attention qu'il mérite.	
Principaux produits pour 2011 Rôle des prêts dans le financement de l'EFP en Europe (document de recherche) Conférence – Rôle des prêts dans le financement de l'EFP Atelier – Les congés formation en Europe Atelier – Le recours aux clauses de remboursement pour encourager l'EFP Les congés de formation en Europe (document de recherche) Le recours aux clauses de remboursement dans la promotion de l'EFP (document de recherche)	Calendrier/périodicité Mai Mai Juin Juin Novembre Décembre
Projet 3: Financement de l'EFP – progrès janvier-décembre 2011 La parution du document de recherche sur le rôle des prêts dans le financement de l'EFP en Europe a été reportée en raison de l'important travail d'édition requis. Le processus de publication de ce document a débuté en décembre (modification). Une importante conférence sur l'investissement dans l'éducation et la formation des adultes (titre de travail: <i>Investing in lifelong learning – The adult dimension</i>) sera organisée en coopération avec la Commission européenne en septembre 2012. Pour renforcer l'impact et la visibilité de cette manifestation conjointe, il a été décidé d'annuler la conférence sur le rôle des prêts dans le financement de l'EFP prévue pour mai 2011 (modification). En remplacement, un atelier de deux jours intitulé <i>Financing education and training for adults in Europe</i> a été organisé les 12 et 13 décembre à Thessalonique, afin de valider les conclusions de l'étude de synthèse sur le financement de l'apprentissage des adultes/de la formation (document de référence pour la conférence conjointe de septembre 2012). Un atelier de deux jours intitulé <i>Training leave and payback clauses: policies and practice in Europe</i> a été organisé les 6 et 7 juin afin de valider les conclusions des deux études portant respectivement sur les congés formation et les clauses de remboursement pour encourager l'EFP en Europe. Les documents de cet atelier sont disponibles à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18265.aspx. Les documents de recherche sur les congés formation et les clauses de remboursement ont été finalisés plus tard que prévu, afin d'y inclure les résultats des ateliers susmentionnés. Leur processus de publication a débuté en décembre, pour une parution en 2012 (modification).	

Les résultats du projet sur le financement de l'EFP ont été présentés lors de diverses manifestations, dont la conférence de clôture de la présidence hongroise et de la DG EAC sur la mise en œuvre du plan d'action pour l'éducation et la formation des adultes «C'est toujours le moment d'apprendre» (Budapest, 7, 8 et 9 mars), ainsi qu'au Centre international de formation de l'OIT (Turin, du 24 octobre au 4 novembre) et lors du séminaire de partage des connaissances de l'ETF et du Cedefop (Turin, 6 décembre).

Projet 4: ReferNet – réseau européen de référence et d'expertise du Cedefop

ReferNet est la source première d'informations sur l'EFP dans les États membres, en Norvège et en Islande. Ce réseau contribue à la préparation des rapports du Cedefop sur les politiques et les systèmes nationaux d'EFP et fournit des données documentaires et des références bibliographiques sur l'EFP dans tous les pays qui en sont membres. Afin de soutenir la stratégie de communication du Cedefop, il élabore des stratégies de diffusion nationales. Dans chaque pays, ReferNet comprend un consortium représentant les établissements et organisations actifs dans le domaine de l'EFP et coordonné par une organisation leader. En 2011, le Cedefop, tirant parti des résultats et des recommandations de l'audit et de l'évaluation internes de ReferNet, améliorera l'orientation stratégique, l'efficacité et l'efficience du réseau, ainsi que sa gestion. Des accords de partenariat pluriannuels (quadriennaux), appelés à entrer en vigueur en 2012, seront signés avec les coordinateurs nationaux dans chaque pays membre, via une procédure de marché public.

Le plan de travail de ReferNet pour 2011 intégrera notamment les tâches suivantes: (a) fournir des éclairages sur les compétences clés et les compétences génériques dans les normes nationales de qualification, (b) fournir des descriptions des systèmes nationaux d'EFP pour simplifier les comparaisons entre pays membres et accroître la visibilité de l'EFP dans les pays exerçant la présidence de l'UE (Hongrie et Pologne), (c) concevoir des stratégies de communication nationale spécifiques pour les publications et activités du Cedefop et de ReferNet et améliorer l'image de l'EFP et (d) mettre à jour la base de données bibliographiques du Cedefop.

Principaux produits pour 2011

Une réunion plénière, deux réunions du *core group* de ReferNet et trois réunions régionales

Sites web nationaux ReferNet suivant les lignes directrices du Cedefop et assurant l'échange d'informations avec le portail web du Cedefop

Calendrier/périodicité

Action continue (réunion plénière: automne)

Action continue

Projet 4: ReferNet – réseau européen du Cedefop pour l'EFP – progrès janvier-décembre 2011

L'année 2011 a été marquée par la préparation du nouvel accord cadre de partenariat 2012-2015 du réseau. Afin de sélectionner un partenaire dans chaque pays membre, le Cedefop a lancé deux appels de propositions successifs, à l'issue desquels 27 partenaires ont été retenus. Le Cedefop a en outre conclu avec chacun d'eux une convention spécifique de subvention pour la mise en œuvre du plan de travail 2012.

Sur la base des résultats et des recommandations de l'audit et de l'évaluation 2010 de ReferNet, un plan d'action a été établi, visant en priorité à améliorer l'orientation stratégique et l'efficience du réseau ainsi que la qualité et la visibilité de ses produits. Afin d'améliorer la gouvernance

du réseau, le conseil d'administration du Cedefop a adopté une charte ReferNet définissant plus clairement les objectifs, les rôles et les responsabilités des membres du réseau.

En 2011, les partenaires de ReferNet ont livré des enquêtes nationales sur les compétences clés dans l'EFP, des rapports nationaux *VET in Europe*, des actualités sur l'EFP dans leur pays, des données bibliographiques, des informations sur les conférences et manifestations nationales, ainsi que des listes mises à jour de contacts de presse. En outre, ils ont assuré la gestion et la mise à jour des sites web nationaux de ReferNet, sous la houlette du Cedefop. Afin d'améliorer la visibilité du réseau, le Cedefop a pris plusieurs initiatives, notamment la création d'une page web ReferNet sur le portail web du Cedefop et le développement d'une page web consacrée à l'actualité nationale de l'EFP, en lien avec l'infolettre du Cedefop (envoyée à plus de 3 000 destinataires dans l'ensemble de l'Europe).

La neuvième réunion plénière de ReferNet, qui s'est tenue à Thessalonique en décembre, a réuni tous les coordinateurs sélectionnés pour l'accord cadre de partenariat 2012-2015 et tous les représentants nationaux de ReferNet. Les principaux points à l'ordre du jour de cette réunion étaient les suivants: (a) examiner le contexte politique et son impact sur les activités du réseau, (b) préparer le plan de travail 2012 et (c) fournir des informations sur les aspects juridiques et financiers découlant du nouvel accord cadre de partenariat. Une session de familiarisation a été organisée la veille de cette réunion plénière, afin de fournir aux nouveaux membres les éléments nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs tâches à partir de janvier 2012.

Le *core group* a tenu une seule réunion (mars). La seconde réunion initialement prévue n'a pas été jugée nécessaire, au regard de la large consultation du réseau conduite en 2010 et tout au long du premier semestre 2011 (**modification**). Trois réunions régionales se sont tenues dans les locaux des partenaires de ReferNet à Prague (avril), Reykjavík (mai) et La Valette (mai). Un groupe de travail a été mis en place afin d'élaborer une nouvelle approche des rapports nationaux *VET in Europe* et a tenu deux réunions (voir projet 2 ci-dessus) (**nouvelle activité**).

Activité: Éducation et formation 2020a – Soutenir le développement et la mise en œuvre des instruments et principes européens communs (CEC, ECVET, CERAQ, Europass)

Le Cedefop assiste la Commission européenne, les États membres, les partenaires sociaux et autres parties prenantes dans le développement et la mise en œuvre des instruments et principes européens (tels que définis dans le processus de Copenhague et le cadre stratégique pour la coopération européenne en matière d'éducation et de formation «Éducation et formation 2020»). Ces outils et principes, basés sur une stratégie destinée à améliorer la visibilité des savoirs, aptitudes et compétences des citoyens, ont pour objet de faciliter la mobilité et l'apprentissage tout au long de la vie et d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'éducation et de la formation.

En 2011, le Cedefop intensifiera ses efforts de mise en pratique du cadre européen des certifications (CEC), notamment en soutenant les processus de mise en correspondance en cours à l'échelon national et en encourageant l'élaboration de cadres nationaux de certifications (CNC). Priorité sera également accordée à la mise en œuvre du système européen de transfert de crédits pour l'EFP (ECVET), développement étroitement associé au passage global à un système fondé sur les résultats d'apprentissage, tels que l'encourage le processus de Copenhague. Par ailleurs, le Cedefop prendra part à l'élaboration de l'ESCO (cadre européen des compétences et des métiers), en accordant une importance particulière à la nécessité de développer un langage conceptuel commun qui fasse sens pour les acteurs de l'éducation et de

la formation et ceux du monde du travail. Il poursuivra également ses travaux sur la mise en œuvre de la recommandation relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'EFP (CERAQ). Le Cedefop examinera les répercussions du passage aux résultats de l'apprentissage prônés par le CEC et ECVET dans le domaine de l'assurance de la qualité et mettra donc en avant la nécessaire synergie entre les différents instruments européens. Enfin, le Centre améliorera les ressources web Europass pour mieux répondre aux exigences des utilisateurs finaux.

Impact escompté

Le Cedefop entend renforcer la coopération européenne en matière d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie et consolider la base de connaissances nécessaire pour l'ensemble des parties prenantes à l'élaboration des politiques. La position du Cedefop, principal centre européen d'expertise en la matière, devrait lui permettre d'encourager les réformes à tous les niveaux, de renforcer le dialogue et l'interaction entre les acteurs de l'éducation/la formation et du monde du travail et de faciliter la mobilité des citoyens.

Activités ABB correspondantes: Éducation et formation 2020a

Principaux résultats de l'activité

Production de nouveaux éclairages et connaissances, actions de conseil stratégique et de sensibilisation auprès des décideurs politiques et parties prenantes à l'échelon européen et national, y compris des partenaires sociaux, des chercheurs et des praticiens, concernant les questions suivantes:

- garantie d'un processus de mise en correspondance transparent et fiable des niveaux nationaux de certifications par rapport aux niveaux du CEC et promotion d'une assurance de la qualité systématique des processus de certification, en insistant particulièrement sur les résultats de l'apprentissage;
- points forts et limites des CNC en tant qu'instruments politiques pour la mise en œuvre du CEC et pour les réformes nationales de l'éducation et de la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie;
- rôle des qualifications dans la définition des profils d'emploi, l'accès au marché du travail et la mobilité au sein de celui-ci;
- élaboration d'approches et de stratégies relatives aux systèmes de crédits d'apprentissage dans les systèmes d'éducation et de

Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

Conseil politique

Citations dans les documents politiques de l'UE et des pays membres

Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques

Documents politiques de l'UE à la préparation desquels le Cedefop a contribué

Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

Nouvelles connaissances

Téléchargements de publications/documents de travail et de recherche/notes d'information

Citations de publications/études dans la littérature

Sensibilisation accrue

Fréquentation du site web (ventilée par thème et pages consacrées à

formation; • élaboration d'une base conceptuelle et terminologique relative à l'ESCO; • optimisation des ressources web Europass et pertinence des instruments Europass pour documenter, valider et certifier les résultats de l'apprentissage par le biais d'ECVET et du CEC; • renforcement d'une culture de la qualité au sein des établissements de formation par la mise en œuvre de systèmes internes de gestion de la qualité. Actions de conseil stratégique auprès des (sous-)groupes consultatifs du CEC, ainsi que des groupes d'utilisateurs, comités de pilotage et réseaux ECVET et CERAQ.	certaines projets) Participation à des conférences et autres manifestations Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants Statistiques du site web Europass
Activité: Éducation et formation 2020a – Soutenir le développement et la mise en œuvre des instruments et principes européens communs En 2011, dans le cadre de cette activité, le Cedefop a de plus en plus concentré ses efforts sur le soutien à la mise en œuvre, au niveau national, des instruments européens communs. Aux produits prévus livrés dans les délais se sont ajoutées plusieurs tâches de soutien systématique aux États membres, au travers d'éclairages sur les conditions pratiques nécessaires pour renouveler les systèmes et les approches d'éducation et de formation. De nouveaux champs de travail ont été entrepris à la demande de la Commission européenne pour accompagner les pays dans le processus de mise en correspondance de leurs certifications nationales avec le CEC, pour mettre au point un nouvel outil Europass permettant de consigner les expériences acquises dans divers contextes et pour élaborer le passeport européen des compétences. Outre les multiples demandes d'allocutions émanant des États membres et des partenaires sociaux, le Cedefop a été sollicité à diverses reprises pour commenter et corédiger des documents et publications de la Commission (tels que les documents du groupe consultatif du CEC, les notes sur le CEC (<i>EQF series</i>) ou les guides de l'utilisateur d'ECVET) et pour fournir un appui conceptuel et analytique au projet ESCO. Ces diverses invitations attestent le soutien direct du Cedefop à l'élaboration des politiques au niveau européen et national. L'invitation, acceptée par le Centre, à une conférence sur les instruments et principes européens destinée aux partenaires sociaux souligne non seulement le soutien nécessaire pour assurer la réussite de ces instruments mais aussi la valeur attribuée par les parties prenantes à l'expertise et au conseil politique du Cedefop. Dans le cadre de ses actions de conseil stratégique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFP auprès des diverses parties prenantes et de la communauté de l'EFP dans son ensemble, le Cedefop a apporté son soutien et sa contribution à 67 manifestations des	

présidences et réunions de haut niveau et à 37 conférences et autres manifestations. Durant l'année 2011, les publications relevant de cette activité ont fait l'objet de quelque 20 000 téléchargements.	
Projet 1: Cadre européen des certifications (CEC) Ce projet soutient la mise en œuvre du CEC et des CNC. En 2011, les activités porteront sur quatre volets interdépendants: (a) appui analytique et technique au groupe consultatif du CEC et à ses sous-groupes, (b) analyse et inventaire des développements liés au CEC, (c) appui conceptuel et analytique à l'ESCO et (d) lien entre CEC et professions réglementées.	
Principaux produits pour 2011 Coordination des réunions du groupe consultatif du CEC et de ses sous-groupes chargés de l'assurance qualité, des secteurs et des acquis de l'apprentissage, en collaboration avec la Commission européenne Documents analytiques, synthèses, documents d'orientation et d'information pour le groupe consultatif du CEC et ses sous-groupes Activités d'apprentissage par les pairs, avec le sous-groupe sur les acquis de l'apprentissage, sur le processus de mise en correspondance et les développements liés aux CNC Analyse et vue d'ensemble des développements liés aux CNC dans les pays européens (document de travail) Articles pour l'infolettre du CEC (<i>EQF newsletter</i>) Qualifications internationales et CEC (brochure) Comment refléter les qualifications/certificats/licences dans le cadre de la structure ESCO (document de travail) Conférence du Cedefop sur les liens entre les instruments européens (avec les partenaires sociaux)	Calendrier/périodicité Quatre réunions du groupe consultatif, deux ou trois réunions pour chaque sous-groupe Action continue Trois-quatre Septembre Deux articles Juillet Avril Novembre
Projet 1: Cadre européen des certifications (CEC) – progrès janvier-décembre 2011 Le Cedefop a continué de coordonner, en collaboration avec la Commission européenne, le groupe consultatif du CEC et ses sous-groupes et a participé à la préparation et à la rédaction de notes de référence pour six réunions sur le CEC (février, avril, mai, juin, octobre et décembre). La réunion de février a abordé les questions suivantes: (a) le rôle des CNC pour faciliter la reconnaissance des qualifications, (b) la mise en correspondance des certificats et diplômes nationaux avec le CEC d'ici à 2012 et (c) la recommandation en cours d'élaboration sur la validation des acquis non formels et informels. Les réunions d'avril, mai, juin, octobre et décembre ont examiné les (projets de) rapports de mise en	

correspondance des pays suivants: Autriche, Belgique (Flandre), Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne et Portugal.

À la demande de la DG EAC, et conformément à la mission qui lui a été confiée par le groupe consultatif du CEC, le Cedefop a fourni des données et des analyses sur le processus de mise en correspondance et le (projet de) rapport de chaque pays, afin de nourrir le débat et de renforcer la transparence d'ensemble du processus (**nouvelle activité**). Par ailleurs, en étroite coopération avec le Conseil de l'Europe, le Cedefop a rédigé une synthèse des commentaires/questions formulés par le groupe consultatif du CEC, à annexer aux comptes rendus de ses réunions (**nouvelle activité**). Les notes 3 et 4 de *EQF series*, respectivement consacrées au processus de mise en correspondance (*Referencing national qualifications levels to the EQF*, mars, disponible à l'adresse: http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/eqf/note3_en.pdf) et à l'utilisation des acquis de l'apprentissage (*Using learning outcomes*, décembre, disponible à l'adresse: http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/eqf/note4_en.pdf), ont été publiées conjointement avec la DG EAC.

Un nouveau groupe de travail sur les synergies entre les cadres de certifications et la reconnaissance des acquis aux fins d'apprentissages ultérieurs a été mis en place par la DG EAC, avec le soutien actif du Cedefop. En coopération avec la DG EAC, le Cedefop a rédigé une note sur les cadres de certifications en tant qu'outils permettant de simplifier la reconnaissance académique des qualifications (**nouvelle activité**).

Le Cedefop a apporté une contribution substantielle à la conférence de la présidence hongroise sur le CEC (Budapest, 25 et 26 mai), où il a prononcé une allocution liminaire sur le rôle des cadres de certifications pour améliorer la pertinence de l'éducation et de la formation pour le marché du travail et fourni des contenus pour les ateliers.

Le Centre a également contribué à la réunion de mars du sous-groupe du CEC sur les acquis de l'apprentissage, qui s'est penchée sur les liens entre le CEC et la validation des acquis non formels et informels. Il a également fourni un appui à la réunion de mai des points de coordination nationaux du CEC, désormais mis en place dans tous les pays participants et de plus en plus présents sur le front de la coordination des activités à l'échelon national.

Le processus de publication du troisième rapport sur les développements liés aux CNC (*Developments of national qualifications frameworks*) dans les pays parties prenantes au cadre «Éducation et formation 2020» a débuté en novembre. Une synthèse de ce rapport a été présentée lors de la conférence organisée par le Cedefop sur le rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des instruments et principes européens (*The role of social partners in implementing European tools and principles*), qui s'est tenue au Parlement européen les 24 et 25 novembre 2011.

Pour cette conférence, et afin de rendre facilement disponibles les conclusions de ce rapport pour les décideurs politiques, le Cedefop a publié en ligne, en novembre, une note d'information intitulée *Les cadres de certifications en Europe: moderniser l'enseignement et la formation* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19040.aspx>). Une seconde note d'information, intitulée *Organiser l'apprentissage tout au long de la vie: exploiter au mieux les outils et principes européens*, a été préparée pour cette conférence et publiée en ligne en décembre (http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/9065_en.pdf) (**nouvelle activité**).

Les activités liées au CEC ont également porté sur les certifications sectorielles/internationales et la coopération avec les secteurs «faiseurs de

tendances», tels que la fédération européenne des métiers de la soudure (*European federation for welding*) et le comité du dialogue social pour le secteur de la construction. La publication d'une brochure sur les qualifications internationales et le CEC a été reportée à 2012, afin d'y incorporer les résultats de ces activités et les développements liés à l'ESCO (**modification**).

Le Cedefop a activement contribué aux activités de développement de l'ESCO: il a rédigé quatre articles sur le rôle des certifications et l'établissement d'un pilier «certifications» parallèle aux piliers «professions» et «compétences» pour les réunions du conseil de l'ESCO (janvier, mai et octobre), participé au travail conceptuel sur le pilier «compétences», axé sur les compétences transversales, et préparé une note sur ce sujet pour la première réunion du groupe de référence sur les compétences transversales tenue en décembre. Le Cedefop siège au conseil de l'ESCO en qualité d'observateur.

Articles publiés

- Zahilas, L. (2011). Dealing with frameworks, searching orientation. Sectoral experiences in LdV pilots. *European journal of qualifications*, n° 2, pp. 5-16. www.heqbridges.eu/index.php?option=com_rokdownloads&view=file&task=download&id=47%3Aejq2-ebook&Itemid=10.
- Psifidou, I. (2011). Methodological approaches to test the EQF descriptors on qualifications and curricula: experiences drawn from LdV pilot projets. *European journal of qualifications*, n° 3, pp. 33-42. http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/EJQ3_-_ebook1.pdf; http://www.heqbridges.eu/index.php?option=com_rokdownloads&view=folder&Itemid=10&limitstart=10.
- Zahilas, L. (2011). Third Cedefop workshop on EQF pilot projets: building synergies and common understanding. *EQF newsletter*, August. http://ec.europa.eu/eqf/documentation_en.htm.
- Pevec Grm, S. (2011). *Successful implementation of European qualifications framework*. *Pogledi*, pp. 6-7. http://www.cpi.si/files/cpi/userfiles/Publikacije/CPI_Pogledi_2011_splet.pdf.
- Bjørnåvold, J.; Pevec-Grm, S. (2011). Developments of national qualifications frameworks in Europe – The situation in November 2011. *EQF newsletter*, December. http://ec.europa.eu/eqf/newsletter_en.htm.

Projet 2: Système européen de transfert de crédits pour l'EFP (ECVET)

Ce projet soutient la Commission européenne, les États membres, les partenaires sociaux et les autres parties prenantes dans la mise en œuvre progressive d'ECVET, conformément aux délais fixés par la recommandation ECVET (2012 et 2014). En 2011, le Cedefop apportera un appui technique et analytique au comité scientifique, au groupe d'utilisateurs et au réseau européen ECVET. Les activités de suivi du Cedefop mettront l'accent sur deux aspects de la mise en œuvre d'ECVET: (a) les stratégies de mise en œuvre et (b) les approches pour mettre ECVET en pratique, ainsi que les besoins des praticiens et utilisateurs à l'échelon national, régional et local. On veillera aussi à encourager une cohérence accrue entre les divers instruments et principes européens.

Principaux produits pour 2011

Calendrier/périodicité

Fourniture d'expertise et de conseil à la structure européenne de gouvernance d'ECVET	Action continue (selon le calendrier de la DG EAC)
Documents analytiques pour le comité scientifique, le groupe d'utilisateurs et le réseau ECVET	Action continue
Atelier sur l'association active des praticiens et utilisateurs à la mise en œuvre d'ECVET	Mai
Suivi des stratégies de mise en œuvre d'ECVET en Europe (document de travail)	Décembre
Contributions au magazine européen ECVET	Deux articles
Projet 2: Système européen de transfert de crédits pour l'EFV (ECVET) – progrès janvier-décembre 2011 Le Cedefop a continué de fournir ses services de conseil stratégique et d'expertise au comité consultatif scientifique, au groupe d'utilisateurs, au groupe de pilotage et au réseau ECVET. Les résultats des activités du Cedefop concernant le suivi d'ECVET ont été largement discutés avec ces groupes. Le Cedefop a contribué à la préparation de documents européens portant sur des questions spécifiques, telles que le label ECVET et l'assurance qualité d'ECVET à des fins de mobilité. La Commission européenne et le groupe européen de pilotage d'ECVET ont confié au Cedefop la tâche de diriger le travail de réflexion sur les conditions et mesures nécessaires pour la mise en œuvre d'ECVET (nouvelle activité). Un document de discussion a été présenté au groupe d'utilisateurs ECVET en novembre 2011. En outre, le Cedefop a fourni du matériel pour les publications européennes sur ECVET: <i>Get to know ECVET better: questions and answers</i> (http://www.cedefop.europa.eu/EN/files/ECVET_QUESTION_ANSWERS_Feb_2011_en(download_ID_17648).pdf), <i>Using ECVET for geographical mobility</i> (http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/2011-08-02_ECVET_Users_Guide_Mobility-Final.pdf) et <i>ECVET for lifelong learning</i> (à paraître). Le Cedefop a prononcé un discours liminaire lors du forum annuel ECVET (juin) et a corédigé diverses notes de référence (en collaboration avec le secrétariat européen d'ECVET). L'atelier sur l'association active des praticiens à la mise en œuvre d'ECVET (<i>Mainstreaming ECVET to practitioners</i>) s'est tenu les 30 et 31 mai. Les participants ont souligné que cette mise en œuvre devait impérativement prendre en considération les demandes des praticiens. Les documents et conclusions de cet atelier sont disponibles à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/17992.aspx. Un document de travail sur le développement d'ECVET – <i>The development of ECVET in Europe (2011)</i> – a été finalisé et son processus de publication a débuté en décembre. Il paraîtra en ligne début 2012 (modification). Articles publiés - Le Mouillour, I. (2011). Das Europäische Credit-System für die Berufsbildung (ECVET) nimmt Fahrt auf. <i>Berufsbildung Heft</i>, vol. 128, April, pp. 13-15. - Le Mouillour, I. (2011). ECVET successfully reaches its next development stage. <i>ECVET magazine</i>, vol. 4, April, pp. 22-25.	

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/18074.aspx>.

- Le Mouillour, I. (2011). ECVET als Schnittmenge von Validierung von Lernergebnissen und Lebenslangem Lernen. In: Bohlinger, S.; Münchhausen, G. (eds). *Validierung von Lernergebnissen – Recognition and validation of prior learning*, W. Bertelsmann Verlag, Bielefeld, pp. 167-188.
- Lettmayr, C. (2011). Cedefop and ECVET: a long and close association. *ECVET magazine*, vol. 4, April, pp. 2-3. <http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/18074.aspx>.

Projet 3: La qualité dans l'EFP

Ce projet soutient la mise en œuvre de la recommandation relative au cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité (CERAQ) adoptée en mai 2009. En 2011, le Cedefop continuera d'appuyer le comité de pilotage du CERAQ mis en place par la Commission européenne, analysera les approches nationales et sectorielles en matière de qualité et soutiendra la coopération européenne entre les experts et les autres acteurs de la qualité dans l'EFP. Une étude sera entamée en vue d'analyser la mise en œuvre des systèmes de gestion de la qualité au sein des établissements de formation.

Principaux produits pour 2011

Fourniture d'expertise et de conseil au comité de pilotage, aux groupes thématiques et à l'assemblée générale du cadre européen de référence

Séminaire sur l'assurance de la qualité et l'accréditation dans l'apprentissage tout au long de la vie

Assurance qualité dans l'EFP: rôle de l'accréditation des prestataires d'EFP (publication de référence)

Atelier d'experts sur les compétences dans le secteur européen du travail social

Calendrier/périodicité

Action continue (selon le calendrier de la DG EAC)

Février

Février

Octobre

Projet 3: La qualité dans l'EFP – progrès janvier-décembre 2011

Le Cedefop a fourni des services d'expertise et de conseil au comité de pilotage du CERAQ (*EQAVET steering committee*), à deux groupes thématiques (respectivement chargés d'élaborer des lignes directrices pour soutenir la mise en œuvre de la recommandation relative au CERAQ et de développer une culture d'utilisation d'indicateurs dans les processus d'autoévaluation de la qualité de l'offre d'EFP) et à l'assemblée générale du CERAQ.

Un séminaire international d'experts sur l'assurance qualité et l'accréditation dans l'apprentissage tout au long de la vie a été organisé en coopération avec l'École supérieure d'économie et de droit de Berlin (Berlin, 24 et 25 février 2011). Ce séminaire a réuni des experts de l'EFP et de l'enseignement supérieur, ainsi que des représentants des autorités d'accréditation, qui ont formulé des propositions pour une approche commune en matière d'assurance qualité et d'accréditation dans l'apprentissage tout au long de la vie. Les documents relatifs à ce séminaire

sont disponibles à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/17805.aspx. L'étude sur l'assurance qualité dans l'EFP et le rôle de l'accréditation des prestataires, qui avait été différée afin d'y incorporer les résultats du séminaire d'experts précité, a été publiée en novembre (modification). Cette étude, intitulée <i>Assuring quality in VET: the role of accrediting VET providers</i>, est disponible à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19074.aspx. L'atelier d'experts sur les compétences dans le secteur du travail social en Europe a été annulé, dans un souci de mieux centrer les activités sur l'accréditation (modification). Le contenu de la communauté virtuelle a été mis à jour et enrichi. Durant la présidence polonaise, le Cedefop a participé à la visite d'étude d'apprentissage par les pairs sur la coopération avec les employeurs et l'enseignement supérieur pour améliorer la qualité (<i>Raising the quality of education and training in cooperation with employers and higher education</i>), où ont été présentés les progrès liés au CERAQ et le travail du Cedefop sur l'assurance qualité dans l'EFP (Varsovie, 19 septembre 2011).	
Projet 4: Europass En 2011, le Cedefop continuera de coopérer étroitement avec la Commission européenne, les centres nationaux Europass (CNE) et les autres parties prenantes pour soutenir la mise en œuvre d'Europass et renforcer sa cohérence avec le CEC, ECVET, l'ESCO et l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage, notamment en donnant suite aux recommandations issues de l'évaluation Europass. Le Cedefop appuiera également la Commission européenne dans l'élaboration d'un passeport européen des compétences, appelé à être intégré dans le cadre Europass.	
Principaux produits pour 2011 Europass, ECVET et CEC: des outils pour documenter, valider et certifier les acquis de l'apprentissage (document de travail) Modèles actualisés de l'Europass mobilité et du supplément au certificat, pour intégrer les points de crédit ECVET et les niveaux du CEC Gestion continue du portail web Europass: développement d'une version améliorée du site Europass, afin d'accroître la convivialité de l'outil de CV en ligne, ainsi que l'interopérabilité entre le site Europass et les autres initiatives de l'UE en matière de mobilité et d'emploi Gestion continue de l'outil de gestion de l'Europass mobilité, afin d'aider les CNE à utiliser Europass Fourniture d'expertise et de conseil aux CNE	Calendrier/périodicité Novembre Juin Action continue Action continue Deux réunions des CNE et deux ou trois réunions sur les TI

Projet 4: Europass – progrès janvier-décembre 2011

Le Cedefop a conduit une étude pilote sur Europass, ECVET et le CEC en tant qu'outils pour documenter, valider et certifier les acquis de l'apprentissage, d'où il ressort qu'il conviendrait de modifier les modèles de l'Europass mobilité et du supplément au certificat afin d'y intégrer les points de crédit ECVET et les niveaux du CEC. Le travail lié à cette étude a été annulé afin d'accorder la priorité à l'élaboration du nouveau document Europass (**modification**).

Un modèle pour un nouveau document «Europass expérience» a été élaboré en coopération avec la DG EAC. Un outil de gestion en ligne de ce document sera mis au point par le Cedefop d'ici à fin 2012 (**nouvelle activité**).

La construction du nouveau site web Europass a été menée à bien en mai et le nouveau site a été lancé le 14 décembre. Un projet de nouveau modèle de CV a également été élaboré.

Le Cedefop a intensifié ses efforts pour optimiser les ressources Europass sur internet et a fourni un appui permanent aux CNE pour l'utilisation de l'outil de gestion de l'Europass mobilité.

Activité: Visites d'étude

Le programme de visites d'étude pour spécialistes et décideurs de l'éducation et de la formation professionnelle fait partie du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV) 2007-2013. Les visites d'étude soutiennent l'élaboration des politiques et la coopération au niveau de l'UE en matière d'apprentissage tout au long de la vie. Depuis 2008, à la demande de la Commission européenne, le Cedefop coordonne le programme et prépare le catalogue des visites d'étude, coordonne les appels à candidatures, constitue les groupes, contrôle et soutient la qualité des visites et évalue leur mise en œuvre, ainsi que leurs résultats, qu'il s'emploie également à diffuser.

Impact escompté

À travers les visites d'étude, le Cedefop vise à renforcer la coopération européenne: les participants, les hôtes et les organisateurs sont associés aux programmes européens et aux activités de mise en réseau, ils sont sensibilisés aux priorités européennes communes en matière d'éducation et de formation et retirent des enseignements des stratégies nationales, régionales et locales d'apprentissage tout au long de la vie.

Activités ABB correspondantes: Visites d'étude

Principaux résultats de l'activité

Sensibilisation accrue et connaissances nouvelles des parties prenantes et des acteurs de l'éducation et de la formation à propos:

- du programme de visites d'étude;
- des priorités politiques communes de l'UE pour l'éducation et la

Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

Sensibilisation accrue

Proportion de participants se déclarant satisfaits des visites d'étude

formation; des bonnes pratiques, défis communs et solutions en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie.	Répartition des thèmes des visites entre (a) enseignement général, (b) EFP et (c) perspective mixte d'éducation et de formation tout au long de la vie Répartition des participants entre les divers groupes cibles du programme Nouveaux éclairages Téléchargements de publications sur les visites d'étude
Activité: Visites d'étude – progrès janvier-décembre 2011 L'évaluation de l'impact des visites d'étude 2008/2009 et 2009/2010 sur les participants a démontré que le programme de visites d'étude permet de mieux connaître les politiques et les pratiques d'éducation et de formation en Europe, d'échanger des idées pour impulser les changements et d'améliorer non seulement les pratiques existantes mais aussi les compétences clés des participants. De plus, les visites d'étude se sont révélées un puissant outil pour sensibiliser décideurs et praticiens sur les systèmes d'éducation et de formation en Europe et pour encourager la coopération future et le travail en réseau entre les institutions participantes. L'effet multiplicateur du programme est considérable: 98 % des répondants (sur l'ensemble des deux années évaluées) ont diffusé leurs nouvelles connaissances auprès de divers publics, essentiellement au niveau local et régional, ainsi qu'au sein de leur organisation (plus de 50 % des participants travaillaient dans une organisation employant plus de 50 personnes et 31 % dans une organisation employant entre 51 et 250 personnes). Proportion de participants se déclarant satisfaits des visites d'étude Parmi les participants aux visites d'étude 2009/2010, 96 % se sont déclarés très satisfaits (73 %) ou satisfaits (23 %), jugeant le contenu de leur visite pertinent pour leur activité professionnelle (données extraites des questionnaires pour les participants 2009/2010). Les rapports de groupe 2010/2011 font apparaître que 92 % des participants ont été très satisfaits ou satisfaits des visites d'étude. Répartition des thèmes des visites d'étude entre enseignement général, EFP et perspective mixte d'éducation et de formation tout au long de la vie La répartition des visites d'étude par catégorie de thèmes/thème, type et langue de travail est demeurée peu ou prou inchangée. En 2010/2011, sur 243 visites, 103 (42 %) ont été consacrées à l'enseignement général, 42 (18 %) à l'EFP et 98 (40 %) s'inscrivaient dans une perspective mixte d'éducation et de formation tout au long de la vie. Le Centre a veillé à une représentativité stable de l'EFP. Répartition des participants entre les divers groupes cibles du programme, y compris les partenaires sociaux Les groupes de participants les plus représentés demeurent les professeurs principaux et les formateurs d'enseignants (27 %), les directeurs d'établissements d'enseignement et de formation ou de centres d'orientation et de validation (15 %) et les représentants de pouvoirs publics locaux, régionaux ou nationaux (11 %) (visites d'étude 2010/2011). La participation des partenaires sociaux affiche une augmentation modeste	

mais constante (147 participants en 2009/2010; 162 en 2010/2011), avec un taux de représentativité relativement stable (6,1 % en 2009 et 6 % en 2010). Le Cedefop a poursuivi sa promotion ciblée du programme auprès des partenaires sociaux: il adresse au moins deux fois par an des invitations à faire acte de candidature aux visites d'étude à environ 300 représentants des partenaires sociaux dans l'ensemble de l'Europe ainsi qu'à 200 organisations de partenaires sociaux, accompagnées d'une liste de visites d'étude en lien étroit avec leurs intérêts. Quelque 2 500 dépliants d'information sur les visites ont été publiés (en 24 langues) à l'intention des partenaires sociaux et envoyés à environ 130 organisations de partenaires sociaux.

- **Téléchargements de publications sur les visites d'étude**

Les publications sur les visites d'étude sont parmi les plus consultées sur le portail web du Cedefop. En 2011, elles ont représenté 30 % des téléchargements de publications du Cedefop, avec 47 566 téléchargements pour le catalogue des visites d'étude 2011/2012 (10 % de l'ensemble des publications du Cedefop), 2 950 pour le rapport sur les résultats des visites d'étude 2008/2009 *Améliorer les compétences en améliorant la qualité de l'enseignement et la direction des établissements: résultats des visites d'étude 2008/2009*, 1 392 pour l'édition actualisée du *Guide à l'intention des organisateurs de visites d'étude* et 3 314 pour la nouvelle édition du *Manuel du participant*.

Projet 1: Visites d'étude

En 2011, le Cedefop s'attachera à analyser l'impact du programme sur les participants aux visites d'étude et les établissements dont ils proviennent, ainsi que sur les organisateurs et les établissements d'accueil. Cette analyse d'impact porte notamment sur une meilleure compréhension des politiques européennes d'éducation et de formation, sur les changements constatés dans les activités professionnelles des participants, des organisateurs et de leurs établissements respectifs et sur la participation aux activités de coopération et de mise en réseau.

Le Cedefop intensifiera ses activités de promotion liées à la sensibilisation au programme et à la diffusion des résultats de celui-ci auprès des groupes cibles, en particulier les responsables et décideurs politiques et les partenaires sociaux. Pour ce faire, le Centre coopérera avec la DG EAC et contribuera aux manifestations, publications et autres activités de communication organisées dans le cadre du programme EFTLV.

Le Cedefop continuera par ailleurs de prendre une part active aux groupes et réunions de travail organisés par la Commission européenne pour concevoir le futur programme EFTLV et veiller à ce que les visites d'étude continuent d'appuyer l'élaboration des politiques et la coopération à tous les niveaux d'éducation et de formation durant la période 2014-2020.

En 2011/2012, le programme devrait compter 2 700 participants à 260 visites d'étude regroupées en fonction de cinq thématiques. Le Cedefop continuera d'œuvrer à la qualité des visites d'étude par le biais d'activités destinées aux représentants des agences nationales et aux organisateurs et participants des visites d'étude. Deux appels à candidatures seront émis pour l'année académique 2011/2012; ce système sera réexaminé par le comité EFTLV en 2011.

Enfin, le Cedefop continuera d'apporter un soutien spécifique aux partenaires sociaux, en les associant à l'ensemble des activités et événements organisés dans le cadre du programme de visites d'étude.

Principaux produits pour 2011

Calendrier/périodicité

Dépliant traitant de l'impact du programme de visites d'étude sur les participants en 2008/2009	Avril
Analyse de l'impact des visites d'étude 2009/2010 sur les participants et les organisateurs (outils en ligne disponibles en mars) (document de travail)	Décembre
Séminaire de synthèse sur les résultats des visites d'étude 2009/2010, avec la participation des partenaires sociaux	Mars
Résultats des visites d'étude 2009/2010 (brochure)	Novembre
Atelier sur les visites d'étude 2010/2011, à l'intention des responsables et décideurs politiques	Février
Résultats des visites d'étude 2009/2010 sur l'évaluation des écoles et établissements de formation (brochure)	Octobre
Catalogue des visites d'étude 2011/2012	Janvier/février
Séminaire de partage des connaissances pour les organisateurs des visites d'étude 2011/2012, y compris les organisations de partenaires sociaux	Septembre
Réunion annuelle des agences nationales	Octobre
Participation aux réunions du comité du programme EFTLV, ainsi qu'aux groupes de travail et événements y relatifs	Action continue (selon le calendrier de la DG EAC)
Programme de visites d'étude pour spécialistes de l'éducation et de l'EFP: principales données 2008-2010	Juin
Atelier destiné à permettre aux agences nationales d'évaluer l'expérience pilote de dépôt de candidature en deux phases (avec la DG EAC)	Janvier
Outils de communication pour les agences nationales (document de travail)	Février
Projet 1: Visites d'étude – progrès janvier-décembre 2011 Durant l'année académique 2010/2011, 243 visites d'étude se sont déroulées dans 29 pays et ont réuni un total de 2 723 spécialistes de l'éducation et de la formation de 30 pays. Le nombre de participants retenus a été beaucoup plus élevé que les années précédentes (2 532 en 2008/2009, 2 358 en 2009/2010). Le nombre de visites annulées a été considérablement réduit (52 en 2009/2010, contre 23 en 2010/2011). En 2010/2011, à la demande du comité EFTLV, un système d'appel à candidatures en deux phases pour chaque catalogue de visites d'étude a été appliqué à titre pilote, l'objectif étant d'accroître la participation de certains groupes cibles, tout particulièrement les partenaires sociaux et	

les décideurs. Les données chiffrées concernant les candidatures indiquent que cet objectif a été atteint: le nombre total de candidatures a augmenté de 26 %, passant de 4 573 en 2009/2010 à 5 789 en 2010/2011; le nombre de candidatures présentées par les partenaires sociaux a affiché une augmentation de 31 %, passant de 287 à 378, et on a par ailleurs noté une augmentation du nombre de candidatures entre la première (2 556) et la seconde (3 233) phases. Le Cedefop a organisé un atelier avec les représentants des agences nationales (Bruxelles, janvier) afin d'évaluer ce nouveau système et de présenter une proposition au comité EFTLV. Conformément à la décision de ce dernier (mai 2011), le système en deux phases sera maintenu jusqu'à la fin du programme actuel.

En 2010/2011, le Cedefop a organisé quatre visites d'étude spécifiquement destinées aux responsables politiques et autres décideurs: deux consacrées aux mécanismes d'assurance qualité dans les établissements d'enseignement et de formation (groupe 62, Lituanie, septembre 2010; groupe 66, Allemagne, novembre 2010) et deux consacrées au développement professionnel continu des enseignants et des formateurs (groupe 78, Estonie, janvier 2011; groupe 214, Irlande, mars 2011). À partir des résultats des visites d'étude sur l'assurance qualité, le Cedefop a organisé un atelier sur l'amélioration de la qualité dans les établissements d'enseignement général et d'EFP (Bonn, février). Les participants à cet atelier ont validé les résultats et discuté des recommandations à adresser aux responsables politiques et autres décideurs chargés de créer, au niveau des systèmes et des prestataires, les conditions propices à une culture d'évaluation dans ces deux types d'établissements. Les documents de cet atelier sont disponibles à l'adresse: <http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=3&artid=8120&scid=77&artlang=EN>. Une synthèse des résultats de cet atelier a été publiée en novembre 2011 sous le titre *Évaluer pour améliorer les acquis de l'apprentissage – Messages pour les politiques d'assurance qualité* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18985.aspx>).

Le catalogue des visites d'étude 2011/2012 [en anglais uniquement] a été finalisé et imprimé en janvier/février et envoyé aux agences nationales, aux organisations de partenaires sociaux, à la commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen, au comité de l'éducation du Conseil et au comité EFTLV. Il contenait 266 visites d'étude, portant sur 31 thèmes regroupés en cinq catégories thématiques reflétant les récentes évolutions des politiques d'éducation et de formation en Europe. Le traitement des candidatures de la première phase de l'appel 2011/2012 (clôturée le 31 mars 2011) s'est achevé en juin: sur les 2 312 dossiers reçus, 1 226 candidats ont été retenus par les agences nationales pour prendre part à 117 visites d'étude entre septembre 2011 et février 2012. La seconde phase de l'appel à candidatures pour les visites prévues de mars à juin 2012 s'est achevée le 14 octobre 2011: 3 115 candidatures nous sont parvenues, dont 1 375 ont été retenues par les agences nationales.

Le Cedefop a poursuivi ses activités d'évaluation de l'impact du programme sur les participants et les organisateurs et a collecté des données auprès des participants aux visites d'étude 2009/2010: un questionnaire d'enquête a été envoyé à 2 300 participants, dont 998 ont répondu (taux de réponse: 43 %). Une synthèse des résultats de l'enquête auprès des participants aux visites d'étude 2008/2009 a été publiée en anglais, français, allemand et espagnol sous la forme d'une brochure intitulée *Visites d'étude: des bénéfices remarquables pour l'éducation et la formation – Impact sur les participants aux visites d'étude 2008/2009* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18151.aspx>). Les principaux chiffres et résultats du programme de visites d'étude pour la période 2008-2010 ont été publiés en juin dans une note d'information intitulée *Franchir les frontières pour partager les connaissances* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18470.aspx>). Le document de

travail relatif aux résultats de l'évaluation de l'impact sur les participants et organisateurs des visites d'étude 2009/2010 a été remplacé par un dépliant présentant une synthèse des résultats des trois années d'analyse (2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011), qui paraîtra en 2012 (**modification**).

L'appel à propositions pour le catalogue 2012/2013 s'est achevé en octobre et a suscité 258 propositions. Le catalogue sera publié début 2012.

La promotion et la diffusion des résultats du programme ont continué de compter parmi les priorités en 2011. Le Cedefop a élaboré et publié un guide pour aider les agences nationales dans leurs activités de promotion et de diffusion (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18177.aspx>). Des liens ont été établis avec l'unité Communication de la DG EAC afin de promouvoir le programme et ses résultats via les sites web et réseaux de la DG EAC.

Le Cedefop a organisé un séminaire sur les moyens de préparer les jeunes à une insertion professionnelle réussie (Thessalonique, 28 février et 1^{er} mars), afin de faire la synthèse des résultats d'une soixantaine de visites d'étude organisées en 2009/2010. Ce séminaire s'est penché sur les moyens d'offrir aux jeunes des parcours d'apprentissage flexibles, de faciliter leur transition entre éducation/formation et vie active et de développer leurs compétences entrepreneuriales. Les documents de ce séminaire sont disponibles à l'adresse: <http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=3&artid=8051&scid=77&artlang=EN> et les conclusions ont été publiées en décembre sous le titre *Préparer les jeunes d'Europe à relever les défis du marché du travail: résultats des visites d'étude 2009/2010* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19156.aspx>).

La réunion annuelle du programme de visites d'étude s'est tenue à Thessalonique en juin. Un bilan de la mise en œuvre du programme en 2010/2011 a été exposé aux représentants des agences nationales, qui ont également été informés des évolutions en cours et à venir.

Les 22 et 23 septembre 2011, le Cedefop a tenu un séminaire de partage des connaissances pour les organisateurs des visites d'étude 2011/2012. Ce séminaire a réuni environ 65 organisateurs, qui ont été informés des récentes évolutions concernant les politiques d'éducation et de formation en Europe, tout particulièrement le cadre «Éducation et formation 2020». Les documents de ce séminaire sont disponibles à l'adresse: <http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=3&artid=8419&scid=77&artlang=EN>.

Priorité à moyen terme: Interpréter les tendances européennes et les défis à relever en matière d'aptitudes, de compétences et d'apprentissage	
Activité: Analyse des qualifications et des compétences Le Cedefop entend accroître la cohérence de sa base de données probantes et de ses méthodes d'analyse des compétences. Conformément à la mission qui lui a été confiée dans le cadre de l'initiative «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux» et de l'initiative phare sur les nouvelles compétences et les nouveaux emplois de la stratégie <i>Europe 2020</i>, le Cedefop continuera d'émettre des prévisions régulières sur l'offre et la demande de compétences et sur les évolutions méthodologiques qui en découlent. Afin d'assurer une analyse exhaustive des besoins de compétences en Europe, le Cedefop complète ses prévisions au niveau macro par une analyse des besoins au niveau des secteurs et des entreprises et se penche sur les cas d'inadéquation des compétences. Pour diffuser les conclusions et valider les résultats, le Cedefop coopère avec son réseau Skillsnet, qui réunit chercheurs, experts et autres parties prenantes. Ce travail d'analyse est également lié à l'élaboration du cadre européen des compétences et des métiers (ESCO). Enfin, le Cedefop s'efforcera d'améliorer l'accès aux données et informations relatives aux besoins de compétences, par exemple les prévisions émises au niveau des États membres, afin de contribuer au panorama européen des compétences. Impact escompté Le but du Cedefop est de soutenir une politique européenne d'EFPI et de compétences fondée sur des données probantes et, dans le même temps, d'être reconnu en tant que source faisant autorité en matière de tendances, de besoins et d'inadéquations des qualifications et compétences en Europe. Activités ABB correspondantes: Analyse des besoins de compétences	
Principaux résultats de l'activité Production de nouveaux éclairages et connaissances, actions de conseil stratégique et de sensibilisation auprès des décideurs politiques, y compris des partenaires sociaux, des chercheurs et des praticiens au niveau de l'UE et des États membres sur les questions suivantes: • prévision des tendances à moyen terme de l'offre et de la demande de compétences, complétée par une analyse des déséquilibres potentiels sur le marché du travail en Europe; • modèles de compétences vertes et génériques en vue de la création d'une Europe durable, sobre en carbone et efficace dans	Indicateurs de résultats (tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop) Conseil politique Citations dans les documents politiques de l'UE Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques Documents politiques de l'UE auxquels le Cedefop a contribué Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs de haut niveau, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

l'utilisation des ressources; • besoins de données et méthodes pour l'analyse des compétences, notamment pour les prévisions et la collecte d'informations sur les besoins de compétences dans les entreprises; • inadéquation des compétences, y compris parmi les migrants et les membres des minorités ethniques, et obsolescence des compétences; • incidences du vieillissement sur l'orientation et le conseil.	Nouvelles connaissances Téléchargements de publications/documents de travail et de recherche/notes d'information Citations de publications/études dans la littérature Sensibilisation accrue Fréquentation du site web Participation à des conférences et manifestations Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
Activité: Analyse des qualifications et des compétences – progrès janvier-décembre 2011 Le travail relevant de cette activité s'est articulé autour de deux priorités: assurer la continuité de l'analyse des besoins de compétences et développer de nouveaux champs de recherche afin de compléter et d'enrichir la base de données probantes sur les besoins de compétences émergents et sur l'inadéquation des compétences en Europe. Le Cedefop a livré une mise à jour des prévisions et affiné ses données sur les besoins de compétences ainsi que ses méthodes et ses indicateurs. Par ailleurs, le Centre a continué d'analyser les évolutions dans des secteurs et professions spécifiques liés à l'écologisation de l'économie ainsi que les incidences de cette tendance sur les besoins de compétences et sur l'offre d'EFP. Le travail sur l'inadéquation des compétences a été centré sur les migrants et les minorités ethniques. De nouveaux volets d'activité ont été entrepris pour aider la Commission dans l'élaboration d'un panorama européen des compétences (groupe de travail interservices), pour analyser les processus d'inadéquation de compétences dans les entreprises ainsi que leurs liens avec les pratiques de recrutement et de ressources humaines et pour explorer la faisabilité d'établir, au niveau des secteurs, un système anticipatif de fourniture d'informations à court terme sur les besoins de compétences et de main-d'œuvre. Le Cedefop a poursuivi ses efforts pour assurer que ses analyses sur les besoins de compétences aillent directement nourrir les débats politiques en Europe sur ces besoins et sous-tendre l'élaboration des politiques dans les domaines qui s'y rattachent, à savoir l'éducation et la formation, mais aussi l'emploi. Dans le cadre de ses actions de conseil stratégique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFP auprès des parties prenantes et de l'ensemble des acteurs de l'EFP, le Cedefop a apporté son concours et sa contribution à 28 manifestations des présidences ou réunions de haut niveau et à 22 conférences ou autres manifestations. En 2011, les publications relevant de cette activité ont fait l'objet de quelque 41 500 téléchargements.	
Projet 1: Prévisions de l'offre et de la demande de compétences Ce projet promeut le développement permanent et l'utilisation d'un système européen de prévisions régulières de l'offre et de la demande de	

compétences ainsi que des déséquilibres potentiels sur le marché du travail, conformément à la mission du Cedefop et avec le soutien de la DG Emploi. Ce travail de prévision est important pour l'évaluation régulière des compétences en Europe effectuée par la Commission européenne, ainsi que pour d'autres acteurs européens et nationaux. En 2011, le Cedefop appliquera une méthodologie revue et corrigée pour émettre ses prévisions et fournira des résultats sur la base d'approches de modélisation nouvelles avant la fin de l'année (publication en 2012). Une rapide mise à jour des dernières prévisions sera publiée dans le courant de l'année 2011. En outre, le Cedefop œuvrera au développement de ressources en ligne destinées à assurer un accès aisé aux résultats des prévisions.	
Principaux produits pour 2011 Mise à jour rapide des prévisions Rapports techniques sur l'amélioration de la méthodologie de prévision et des banques de données (document de recherche) Prévisions de l'offre et de la demande de compétences – actes de la conférence (document de recherche) Deux ateliers d'experts pour discuter des améliorations méthodologiques et évaluer les résultats des prévisions Conférence d'experts sur les prévisions de l'offre et de la demande de compétences Présentation des conclusions lors de diverses manifestations et conférences internationales et européennes	Calendrier/périodicité Février Octobre Novembre 1^{er} et 2nd semestres Février Action continue
Projet 1: Prévisions de l'offre et de la demande de compétences – progrès janvier-décembre 2011 La mise à jour rapide des prévisions a été publiée en février dans une note d'information intitulée <i>Compétences sur le marché du travail européen: de quoi demain sera-t-il fait?</i> (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17783.aspx) et présentée lors d'une conférence du Cedefop en février (<i>Building on forecasting results</i>; de plus amples informations sont disponibles à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/17086.aspx). Les actes de cette conférence, dont le processus de publication a débuté en septembre, paraîtront début 2012 (modification). Le rapport technique sur l'amélioration de la méthodologie de prévision et des banques de données a été finalisé mais sa publication a été reportée à 2012 (modification). En raison d'une très lourde charge de travail, un seul atelier d'experts au lieu des deux prévus (modification) a été organisé. Les participants à cet atelier, qui s'est déroulé en octobre à Athènes, ont discuté des nouveaux développements technologiques et validé les résultats par pays. Les résultats définitifs du travail de prévision portant sur les 27 États membres de l'UE, la Norvège, la Suisse, l'Islande, la Turquie, la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) seront annoncés lors d'une conférence de haut niveau en mars 2012. Un outil en	

ligne facilitant l'accès des experts et du grand public aux résultats des prévisions a été mis au point et sera opérationnel pour la publication des prévisions en mars 2012. Les conclusions des prévisions et la méthodologie ont été présentées lors de diverses manifestations et réunions de haut niveau, dont la conférence de la présidence hongroise sur le Fonds social européen et les objectifs de l'UE pour 2020 (<i>More focus on ESF – bringing the European Social Fund closer to Europe 2020 objectives</i>; mai 2011) et l'atelier de l'OCDE sur les politiques/stratégies pour gérer les tendances démographiques (juin 2011).	
Projet 2: Besoins de compétences au niveau sectoriel Ce projet fournit des données probantes sur les compétences et les qualifications requises dans certains secteurs et soutient l'anticipation des besoins de compétences au niveau européen et international. Il offre une plate-forme de dialogue et d'échange d'informations sur les besoins nouveaux et émergents dans des secteurs sélectionnés. En 2011, le Cedefop examinera comment doter les travailleurs de compétences aptes à assurer l'émergence d'une économie européenne durable, sobre en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources. La poursuite de ce travail sur la nature des compétences à caractère environnemental et la demande en la matière est un besoin exprimé par l'ensemble des États membres, afin de réduire les risques d'échec des stratégies visant à rendre l'économie plus verte.	
Principaux produits pour 2011 Atelier – validation des résultats de l'étude sur les compétences vertes et la sensibilisation environnementale Atelier – besoins de compétences pour une croissance verte (en collaboration avec l'OCDE) Participation aux réunions des groupes de pilotage de la DG Emploi (par ex. «Implications des défis environnementaux sur l'emploi et les politiques de l'emploi dans l'UE»)	Calendrier/périodicité Septembre Novembre Action continue
Projet 2: Besoins de compétences au niveau sectoriel – progrès janvier-décembre 2011 Un résumé analytique du rapport conjoint du Cedefop et du Bureau international du travail (BIT) <i>Des compétences pour des emplois verts. Un aperçu à l'échelle mondiale</i>, fruit d'une coopération antérieure entre les deux entités, a été publié en juin (http://www.ilo.org/skills/pubs/WCMS_156220/lang--en/index.htm). Le rapport de synthèse, intitulé <i>Skills for green jobs: a global view</i>, a paru en octobre (http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_159585/lang--en/index.htm). Un atelier sur la validation des résultats de l'étude sur les compétences vertes et la sensibilisation environnementale, tenu en octobre, a fourni un terrain fertile pour discuter des recommandations politiques à formuler et pour finaliser l'étude (qui sera publiée en 2012). Le forum conjoint du Cedefop et de l'OCDE sur les compétences vertes a été reporté à février 2012 (<u>modification</u>). Le Cedefop a activement contribué à plusieurs ateliers, conférences, réunions de groupes de travail ou réunions interservices à caractère	

sectoriel organisés par la Commission européenne (DG Emploi, affaires sociales et inclusion; DG Entreprises et industrie; DG Affaires maritimes et pêche), par le BIT et par les partenaires sociaux (CEEP – Centre européen des entreprises à participation publique). Il a aussi formulé des commentaires sur plusieurs documents de travail et rapports émanant de ces entités, ainsi que d'Eurofound.	
Projet 3: Besoins de compétences dans les entreprises Ce projet, assuré en coopération avec la Commission européenne et les partenaires sociaux, vise à développer des outils ou instruments pour identifier les besoins de qualifications et de compétences dans les entreprises. En 2011, le Cedefop poursuivra le développement d'un instrument d'enquête auprès des entreprises et d'une méthodologie y afférente grâce à une étude pilote dont l'objet sera d'évaluer l'approche de l'enquête et la méthodologie statistique, y compris en ce qui concerne la pertinence et la disponibilité des informations/données au sein des entreprises.	
Principaux produits pour 2011 Rapport technique sur les besoins de données, les résultats escomptés, ainsi que sur l'approche et la méthodologie pour l'enquête auprès des entreprises (document de recherche) Deux ateliers d'experts – instruments et méthodologie de l'enquête (avec les experts de Skillsnet, les partenaires sociaux et Eurostat)	Calendrier/périodicité Octobre 1^{er} et 2nd semestres
Projet 3: Besoins de compétences dans les entreprises – progrès janvier-décembre 2011 Le rapport technique sur les besoins de données, les résultats escomptés et l'approche et la méthodologie de l'enquête est en cours. Compte tenu du travail d'édition substantiel nécessaire, le processus de publication ne débutera qu'en janvier 2012 (modification). En raison du rythme plus lent que prévu de la finalisation du questionnaire et des activités de prétest, il a été décidé d'organiser un seul atelier d'experts (modification). Les participants à cet atelier, qui s'est déroulé en octobre, ont discuté des résultats des prétests conduits durant l'été et de leurs implications pour la version finale du questionnaire ainsi que pour le travail de terrain début 2012.	
Projet 4: Inadéquation des compétences et travailleurs vieillissants Ce projet examine et analyse l'inadéquation des compétences en Europe. Une synthèse des recherches réalisées par le Cedefop à propos de l'ampleur de l'inadéquation des compétences, de ses déterminants et de ses effets sera élaborée en 2011 (et publiée en 2012). Elle s'attachera particulièrement aux groupes les plus touchés, au rang desquels figurent les travailleurs vieillissants, les migrants, les membres des minorités ethniques et les chômeurs. En parallèle, le Centre lancera une nouvelle analyse empirique sur l'obsolescence des compétences, fondée sur une enquête menée par ses soins dans quatre pays. Enfin, ce projet vise également à nourrir le débat sur le vieillissement actif en Europe en fournissant des données permettant de mieux comprendre les liens entre vieillissement, apprentissage et vie professionnelle.	
Principaux produits pour 2011	Calendrier/périodicité

Inadéquation des compétences chez les migrants et les membres des minorités ethniques (document de recherche)	Juillet
Orientation et conseil pour les travailleurs vieillissants (publication de référence)	Décembre
Inadéquation des compétences, mobilité et transitions (document de recherche)	Décembre
Atelier – Apprendre à un âge plus avancé: mobiliser le potentiel d'une main-d'œuvre vieillissante	Septembre
Projet 4: Inadéquation des compétences et travailleurs vieillissants – progrès janvier-décembre 2011 Le document de recherche sur l'inadéquation des compétences parmi les migrants et les membres des minorités ethniques a été publié en août (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18670.aspx). Un grand journal national grec (<i>Ethnos</i>) a publié un article sur ce document. La publication de référence sur l'orientation et le conseil pour les travailleurs vieillissants <i>Working and ageing: guidance and counselling for mature learners</i> a été finalisée et mise en ligne en novembre (http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/3062_en.pdf) (voir projet 2 de l'activité «Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie»). Les discussions menées en interne sur l'inadéquation, la mobilité et les transitions ont mis en évidence la nécessité de disposer de davantage de ressources financières et de temps pour fournir une analyse valide. Le travail d'analyse a débuté en 2011 et donnera lieu à un document de recherche vers le milieu de l'année 2012 (<u>modification</u>). L'atelier sur l'apprentissage à un âge plus avancé (<i>Learning later in life</i>) s'est déroulé à Thessalonique en septembre. Des activités sont en cours en vue de réunir les contributions dans un troisième volume de la série consacrée à l'activité professionnelle des seniors (<i>Working and ageing</i>). Dans le cadre d'une nouvelle initiative sur les processus d'inadéquation des compétences dans les entreprises et leurs liens avec les pratiques de recrutement et de ressources humaines, le Cedefop a effectué une revue de la littérature sur ce thème, dont le processus de publication a débuté en décembre en vue de sa parution en 2012 dans la collection des documents de recherche du Cedefop. Ce travail sera valorisé dans l'agenda de recherche à moyen terme du Cedefop sur l'inadéquation des compétences dans les entreprises (<u>nouvelle activité</u>).	
Projet 5: Analyse transversale et travail en réseau – Skillsnet et coopération avec les parties prenantes Skillsnet est un réseau du Cedefop qui réunit des chercheurs et autres spécialistes travaillant dans le domaine de la détection précoce des besoins de compétences, afin d'examiner les méthodes et les résultats des travaux d'analyse et d'anticipation des compétences. À travers des activités de partenariat et de coopération avec les parties prenantes au niveau national, européen et international, le Cedefop fournit un appui à divers acteurs de l'éducation, de la formation et de l'emploi (dont la Commission européenne). Les deux groupes d'experts spéciaux Skillsnet mis en place afin de soutenir et de conseiller le Cedefop dans ses travaux sur la prévision des compétences et les besoins de compétences dans les entreprises seront élargis, afin d'inclure davantage d'experts nationaux. En 2011, Skillsnet se penchera également sur l'inadéquation des compétences.	

Le travail du Cedefop vise aussi (a) à examiner les taxonomies et classifications existantes sur les métiers, les qualifications et les compétences au niveau européen et international, et à en évaluer les implications pour l'enquête auprès des employeurs sur les besoins de compétences; (b) à réaliser des études ad hoc et d'autres recherches exploratoires sur les thèmes émergents et certaines questions transversales; (c) à produire des connaissances intégrées sur les méthodes, conclusions et données probantes relatives aux besoins de compétences, en établissant les liens qui s'imposent avec le développement des qualifications.	
Principaux produits pour 2011 Polarisation du marché du travail et professions élémentaires en Europe (document de recherche)	Calendrier/périodicité Janvier
Projet 5: Analyse transversale et travail en réseau – Skillsnet et coopération avec les parties prenantes – progrès janvier-décembre 2011 Un document de recherche sur la polarisation du marché du travail et les professions élémentaires en Europe a été publié en ligne en janvier (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17560.aspx). Le Cedefop a pris une part active à l'élaboration du panorama européen des compétences (deux réunions interservices, une réunion du groupe de pilotage, une conférence), qui sera publié par la Commission européenne à l'automne 2012. Bien qu'il s'agisse d'une nouvelle activité, cette participation est en parfaite cohérence avec les autres activités du Cedefop, notamment de soutien à l'initiative phare sur les nouvelles compétences et les nouveaux emplois. Le Cedefop a entrepris une étude de faisabilité en vue de mettre en place, au niveau sectoriel, un système d'anticipation qui fournirait des informations à court terme sur les besoins de compétences et de main-d'œuvre (nouvelle activité). L'information a été régulièrement diffusée par courriel aux membres de Skillsnet. L'infolettre Skillsnet (<i>Skillsnet newsletter</i>) n'a été rédigée que fin 2011 en raison des très nombreux événements de l'automne dont elle devait aussi rendre compte. Le groupe d'experts Skillsnet sur la prévision des compétences a été élargi à quatre autres pays: Islande, Croatie, ARYM et Turquie. Les 14 et 15 novembre, le Cedefop a organisé un séminaire international sur l'anticipation et l'adéquation des compétences. Cette nouvelle activité a offert une excellente occasion d'échanger les expériences et d'explorer des pistes de coopération entre organisations internationales et nationales qui jouent un rôle de premier plan dans ce domaine.	
Activité: Éducation et formation 2020b – Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie Afin de mieux interpréter les défis à relever en matière de savoirs, aptitudes et compétences (défis encore aiguisés en Europe par la crise économique), le Cedefop analyse les rôles et fonctions des qualifications et dans quelle mesure la transition vers un modèle fondé sur les acquis de l'apprentissage peut encourager la réforme de l'EFP et l'éducation et la formation tout au long de la vie. Les travaux dans ce domaine exigent également d'analyser les possibilités d'améliorer le dialogue et l'interaction entre le système d'éducation et de formation et le marché du travail. L'accent est également mis sur la perméabilité des systèmes d'éducation et de formation et les possibilités de renforcement	

mutuel entre les différents segments (EFP et enseignement supérieur, par exemple). Dans ce contexte, le Cedefop assure le suivi des conclusions du Conseil sur l'éducation et la formation des adultes et, en particulier, sur les voies susceptibles d'assurer la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie. S'inspirant de son action antérieure, le Centre poursuit ses travaux sur la validation des acquis non formels et informels et examine notamment dans quelle mesure il est possible d'étendre et de favoriser le recours à ces méthodes et systèmes, y compris au-delà du secteur public et, notamment, dans les entreprises. Enfin, il suit l'évolution des tendances concernant les rôles et les compétences des enseignants et formateurs de l'EFP et soutient activement la mise en œuvre des résolutions du Conseil relatives à l'orientation tout au long de la vie.

Impact escompté

Le Cedefop œuvre en faveur du renforcement de la coopération européenne en matière d'EFP et d'éducation et formation tout au long de la vie. À travers cette activité, le Cedefop vise à enrichir la base de connaissances nécessaire pour l'élaboration d'une politique européenne à même de stimuler les réformes nationales dans ce domaine; par le développement systématique de son expertise, le Centre entend apporter un appui direct aux parties prenantes au niveau national et européen et se poser en source d'expertise première en matière de politiques d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie en Europe.

Activités ABB correspondantes: Éducation et formation 2020b

Principaux résultats de l'activité

Nouvelles connaissances et nouveaux éclairages, actions de conseil stratégique et sensibilisation accrue des parties prenantes sur les questions suivantes:

- incidence des approches fondées sur les acquis de l'apprentissage sur la réforme globale des systèmes d'éducation et de formation, à travers par exemple une transparence accrue et une plus grande transférabilité des qualifications, ainsi que la visibilité et la valeur de l'apprentissage;
- traduction pratique de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage dans l'élaboration des normes de qualification, la définition des programmes et la refonte des méthodes d'évaluation dans le domaine de l'EFPI;
- tendances en matière de dialogue et de coopération entre les acteurs de l'éducation et de la formation et ceux du marché du travail;

Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

Conseil politique

Citations dans les documents politiques de l'UE

Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques

Documents politiques de l'UE à la préparation desquels le Cedefop a contribué

Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

Nouvelles connaissances

Téléchargements de publications/documents de travail et de

• nécessité de réduire les barrières entre enseignement supérieur et EFP pour faciliter les parcours d'apprentissage des individus et promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie; • conditions nécessaires à un recours accru à la validation dans le cadre des politiques nationales d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que par les entreprises, à des fins de développement des ressources humaines; • tendances en matière de conseil et d'orientation tout au long de la vie; rôle de ces activités dans la promotion de l'entrepreneuriat en tant que perspective professionnelle réaliste et soutien de l'apprentissage et de l'activité professionnelle chez les travailleurs vieillissants; • tendances en matière de contribution du lieu de travail au développement des compétences des adultes et à l'innovation; retour à l'emploi des chômeurs; • tendances en matière de développement professionnel des enseignants et formateurs de l'EFP, et notamment des formateurs en entreprise. Actions de conseil politique auprès du groupe de travail de la Commission européenne sur l'éducation et la formation des adultes, des groupes de travail thématiques sur les compétences clés et les enseignants, ainsi que du sous-groupe du groupe consultatif du CEC sur la reconnaissance des acquis de l'apprentissage	recherche/notes d'information Citations de publications/études dans la littérature Sensibilisation accrue Fréquentation du site web (ventilée par thème et pages consacrées à certains projets) Participation à des conférences et autres manifestations Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
Activité: Éducation et formation 2020b – Certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, dans le cadre de cette activité, le Cedefop s'est attaché à clarifier le rôle des certifications dans les sociétés modernes et les incidences de la transition vers les acquis de l'apprentissage en matière de certification. Le travail effectué a également fourni une importante base de connaissances pour la mise en œuvre stratégique des instruments et principes européens communs. Dans l'ensemble, les produits ont été livrés dans les délais convenus. Un nouveau volet d'activité a été entrepris afin de définir le cadre conceptuel et la mission du nouveau groupe de travail thématique sur les	

formateurs de l'EFP (qui sera mis en place en 2012), dont le Cedefop assurera la coordination conjointe avec la Commission européenne. Dans le cadre de ses actions de conseil stratégique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFP auprès des parties prenantes et de l'ensemble des acteurs de l'EFP, le Cedefop a apporté son appui et sa contribution à 35 manifestations des présidences et réunions de haut niveau, ainsi qu'à 10 conférences et autres manifestations. En 2011, les publications relevant de cette activité ont fait l'objet de 28 700 téléchargements. Le Cedefop a contribué à plusieurs documents politiques de l'UE (tels que la recommandation sur la validation des acquis non formels, en préparation) et à d'autres documents de la Commission (tels que le rapport final du groupe de travail sur l'éducation et la formation des adultes et le guide des politiques pour l'évaluation des compétences clés).	
Projet 1: Certifications et acquis de l'apprentissage Ce projet vise à démontrer le rôle essentiel, quoique en évolution, des certifications dans les systèmes d'éducation et de formation ainsi que sur le marché du travail. En 2011, les travaux mettront l'accent sur: (a) les modes d'application possibles de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage aux programmes et aux méthodes d'évaluation; (b) les modes de coopération entre acteurs de l'éducation, de la formation et du marché du travail en vue de (re)définir et repenser les certifications et les normes; (c) l'incidence des liens entre EFP et enseignement supérieur sur la perméabilité des systèmes d'éducation et de formation et sur leur pertinence pour le marché du travail.	
Principaux produits pour 2011 Lignes directrices relatives à l'application pratique de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage (avec le sous-groupe du CEC sur la reconnaissance des acquis de l'apprentissage) Atelier sur les politiques et pratiques en matière d'élaboration des programmes Acquis de l'apprentissage et répercussions sur les politiques touchant à l'élaboration des programmes en Europe (document de travail) Expertise et conseil fournis au groupe thématique de la Commission sur les compétences clés Atelier sur la perméabilité en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'employabilité Perméabilité dans l'apprentissage tout au long de la vie (document de travail) EFP aux niveaux 6 et 8 du CEC (document de recherche) Liens entre EFP et enseignement supérieur (publication de référence)	Calendrier/périodicité Mars Janvier Décembre Action continue (selon le calendrier de la DG EAC) Janvier Juillet Juillet Novembre
Projet 1: Certifications et acquis de l'apprentissage – progrès janvier-décembre 2011 En accord avec le sous-groupe sur les acquis de l'apprentissage du groupe consultatif du CEC, il a été décidé de reporter à l'automne la	

publication des lignes directrices pour la mise en pratique de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage (**modification**). Ces lignes directrices ont été publiées dans la note 4 sur le CEC (*EQF Note 4*, http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/eqf/note4_en.pdf) en novembre 2011. Cette note fournit des informations pratiques sur l'utilisation des acquis de l'apprentissage dans différents contextes (programmes d'études et de formation, normes, etc.), à l'usage notamment de tous ceux qui interviennent dans les services de conseil auprès des apprenants, des travailleurs et des demandeurs d'emploi. Ces lignes directrices offrent également une utilité au niveau européen pour comprendre l'utilisation faite des acquis de l'apprentissage dans la mise en application des instruments européens.

Le deuxième atelier international sur l'innovation et les réformes des programmes (*Curriculum innovation and reform: an inclusive view to curriculum change*) s'est déroulé à Thessalonique les 20 et 21 janvier. Les conclusions de cet atelier ont été publiées dans une note d'information du Cedefop intitulée *Quand on définit les résultats de l'apprentissage dans les programmes d'enseignement, chaque apprenant compte* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18079.aspx>), accompagnée d'un communiqué de presse.

Le document de travail sur les acquis de l'apprentissage et leurs répercussions sur les politiques d'élaboration des programmes en Europe a été annulé (**modification**), compte tenu que l'étude à laquelle il devait se référer n'a pas porté ses fruits.

Le Cedefop a contribué à la conférence de la présidence polonaise sur les politiques efficaces de développement des compétences des jeunes en Europe (*Effective policies for development of competences of youth in Europe*; Varsovie, du 16 au 18 novembre) en faisant une présentation sur les tendances européennes en matière d'enseignement et d'évaluation des acquis de l'apprentissage dans les programmes d'EFP.

Le Cedefop a fourni des services d'expertise et de conseil au groupe de travail thématique sur les compétences clés de la Commission. Le Centre a également contribué à la rédaction d'un guide des politiques (à paraître en février 2012) et à la préparation de plusieurs manifestations et rapports finals de ce groupe, notamment: (a) un séminaire sur l'élaboration de normes pour l'évaluation des compétences clés (*Developing standards for assessment of key competences*; Bruxelles, 14 et 15 mars); (b) une manifestation d'apprentissage par les pairs sur le même thème (Arnhem, du 25 au 27 mai) et (c) une manifestation d'apprentissage par les pairs sur différents outils et méthodes d'évaluation (Madrid, du 26 au 29 septembre).

Une enquête sur les compétences dans le secteur socio-sanitaire et le secteur des énergies renouvelables a été préparée en vue de collecter des informations via ReferNet (activité conjointe avec l'aire d'activités RPA) (**nouvelle activité**). Cette enquête a été lancée en mai. Les résultats nous ont été transmis par ReferNet en décembre et formeront le matériau de base pour un document de travail comparatif qui sera publié en 2012.

Le Cedefop a fourni des services d'expertise et de conseil au groupe de travail thématique sur le décrochage scolaire de la Commission (**nouvelle activité**). Il s'agit d'un nouveau groupe thématique, qui est chargé de soutenir l'élaboration de stratégies globales pour réduire le taux d'abandon scolaire, conformément à l'objectif fixé dans *Europe 2020*, et de faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

L'atelier du Cedefop sur la perméabilité s'est déroulé en janvier 2011 et a attiré des participants de haut niveau représentant les secteurs de l'EFP et de l'enseignement supérieur. Les documents de cet atelier sont disponibles à l'adresse:

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/16859.aspx>.

Compte tenu de leurs interactions thématiques, les projets prévus de document de travail sur la perméabilité et de publication de référence sur les liens entre EFP et enseignement supérieur ont été regroupés en une même publication à paraître en 2012 (**modification**), ce qui contribuera également à améliorer l'efficacité.

Le document de recherche sur l'EFP aux niveaux supérieurs a été publié en ligne en août (*Vocational education and training at higher qualification levels*, disponible à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18646.aspx>). Les résultats de cette recherche ont été largement diffusés, notamment lors de la conférence de la présidence hongroise *Increasing attractiveness and excellence of VET through quality and efficiency* (Budapest, 17 et 18 mai 2011) et lors du séminaire international de l'OCDE/IMHE [programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur] sur le thème «La collaboration entre l'enseignement professionnel et universitaire: construire des partenariats pour le développement régional» organisé en Espagne (Donostia/Saint-Sébastien, 17 et 18 octobre 2011).

Le Cedefop a apporté une contribution substantielle à la conférence de la présidence polonaise *Developing cooperation between VET, higher education and adult learning in response to the challenge of lifelong learning* (Varsovie, 23 et 24 septembre 2011), où il a notamment (a) assuré la modération de l'atelier sur la coopération entre prestataires d'enseignement et de formation professionnels continus (EFPC) et établissements d'enseignement supérieur et (b) fait une présentation sur les interactions entre les divers outils européens pour la perméabilité. Les résultats préliminaires de l'étude sur les crédits d'apprentissage et la perméabilité ont été valorisés dans une note de référence (*Permeability as a prerequisite for effective lifelong learning policy*) pour la conférence de la présidence polonaise *Mobility as a tool to acquire and develop competences from childhood to seniority* (Sopot, du 17 au 19 octobre 2011).

Articles publiés

- Psifidou, I. (2011). Assessing key competences in Europe: Why would we? How could we? *Conference proceedings of the 55th annual conference of the Comparative and international education society, Montreal, 30 April to 5 May 2011*. http://cies2011.mcgill.ca/CIES_2011_Montreal/CIES_2011_Montreal_files/COMPLETE%20PROGRAM.pdf
- Le Mouillour, I.; Dunkel, T.; Garcia Molina, J. L. (2011). La formación profesional en el corazón del debate sobre las cualificaciones: tendencias en el horizonte 2020. *Cuadernos del mercado de trabajo*, 2011, vol. 7, pp. 60-70.
- Psifidou, I. (2011). The fading paradox in teacher education and training policies in Europe. In: Anastasiades, P. et al. (eds). *Teacher education in modern era: trends and issues*. Athens: Pedagogical Institute, pp. 273-291. http://blogs.sch.gr/kkiourtsis/files/2011/05/ebook_englsih_final.pdf.
- Psifidou, I. (2011). International conferences in comparative and international education: Cedefop work on curriculum innovation and reform. *CIES perspectives newsletter*, 2011, vol. 157, pp. 4-5. <http://www.cies.us/newsletter.htm>.

Projet 2: Orientation tout au long de la vie

Le Cedefop continuera d'appuyer la mise en œuvre des résolutions du Conseil sur l'orientation tout au long de la vie (2004, 2008) en

examinant les progrès accomplis par les États membres dans l'élaboration des politiques et stratégies d'orientation (en coopération avec la Commission européenne et le réseau européen pour le développement de politiques d'orientation tout au long de la vie [ELGPN]). En 2011, l'accent sera mis sur l'aide à l'orientation pour la formation à l'entrepreneuriat, ainsi que pour les groupes à risque, notamment les travailleurs seniors, les migrants et les membres des minorités ethniques.	
Principaux produits pour 2011 Suivi des progrès accomplis par les États membres dans la mise en œuvre des politiques et stratégies d'orientation tout au long de la vie (document de travail) Orientation pour la formation à l'entrepreneuriat (document de recherche) Articles sur l'orientation en matière de politiques et pratiques de gestion du vieillissement Manifestation d'apprentissage entre pairs sur l'orientation et le conseil multiculturels dans le contexte des politiques et stratégies européennes	Calendrier/périodicité Septembre Juin Juillet Septembre
Projet 2: Orientation tout au long de la vie – progrès janvier-décembre 2011 Le bilan des politiques d'orientation a été publié en ligne en août sous le titre <i>Lifelong guidance across Europe – Reviewing policy progress and future prospects</i> (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18625.aspx). Il fait apparaître les mesures en matière d'orientation mises en place par les États membres pour aider les groupes à risque à participer à l'apprentissage tout au long de la vie/à améliorer leurs compétences, ainsi que pour faciliter leur (ré)intégration sur le marché du travail. Ce rapport a été largement diffusé lors de manifestations européennes/internationales (telles que le symposium international sur les politiques d'orientation qui s'est tenu à Budapest du 5 au 7 décembre 2011). Le document de recherche <i>Guidance supporting Europe's aspiring entrepreneurs – Policy and practice to harness future potential</i> a été publié en ligne en mai (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18285.aspx). Il ressort de ce rapport que les différents pays d'Europe ont pris des initiatives substantielles pour intégrer plus résolument l'orientation dans la formation à l'entrepreneuriat, que celle-ci soit dispensée dans l'EFP, dans l'enseignement supérieur ou dans le cadre du développement des compétences en gestion de carrière des nouveaux entrepreneurs. La version imprimée de ce rapport a été communiquée au nouveau groupe de travail sur la formation à l'entrepreneuriat de la Commission européenne (DG EAC), auquel participe le Cedefop (nouvelle activité). La publication <i>Working and ageing – Guidance and counselling for mature learners</i> (activité conjointe entre les aires RPA et ECVL) a paru en novembre 2011 en tant que contribution du Cedefop à l'Année européenne du vieillissement actif 2012 (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19076.aspx) (voir projet 4, activité «Analyse des qualifications et compétences»). La manifestation d'apprentissage par les pairs sur le thème <i>Labour market integration of immigrants in Europe – Implications for guidance policy, practice and research</i> s'est déroulée les 29 et 30 septembre 2011. Les documents y afférents sont disponibles à l'adresse:	

http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18527.aspx .	
Projet 3: Enseignants et formateurs de l'EFP Le Cedefop appuiera la mise en œuvre des priorités données aux enseignants et formateurs de l'EFP dans le cadre de la communication de la Commission intitulée «Donner un nouvel élan à la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels pour appuyer la stratégie Europe 2020» (2010) en continuant de suivre l'évolution des rôles et des compétences des enseignants et formateurs de l'EFP. En 2011, il mettra particulièrement l'accent sur: (a) les formateurs en entreprise; (b) le leadership dans l'EFP; (c) les acquis de l'apprentissage dans les pratiques de formation. Le Cedefop coopérera étroitement avec la Commission européenne à la mise sur pied d'une plate-forme européenne de coopération pour les enseignants et formateurs de l'EFP, en tirant parti des avancées du réseau TTnet et des résultats des activités d'apprentissage par les pairs.	
Principaux produits pour 2011 Mise sur pied d'une plate-forme européenne de coopération pour les formateurs de l'EFP (en collaboration avec la Commission européenne) Meilleures pratiques et principes directeurs en vue de modifier les compétences et profils des formateurs de l'EFP (document de travail) Manifestation d'apprentissage entre pairs sur les processus d'habilitation des formateurs en entreprise Suivi du leadership dans l'EFP en Europe (document de travail) Acquis de l'apprentissage dans les pratiques de formation (document de travail) Actualisation des connaissances et compétences professionnelles des enseignants de l'EFP (document de travail) Fourniture d'expertise et de conseil au groupe thématique de la Commission consacré aux enseignants	Calendrier/périodicité Septembre Décembre Novembre Novembre Octobre Juillet Action continue (selon le calendrier de la DG EAC)
Projet 3: Enseignants et formateurs de l'EFP – progrès janvier-décembre 2011 Le Cedefop a piloté l'élaboration du cadre conceptuel pour le nouveau groupe de travail thématique (GTT) sur les formateurs de l'EFP et rédigé une note de référence exposant la mission, les objectifs, les méthodes de travail et les thèmes prioritaires du GTT, qui a été approuvée par la Commission et validée par les DGFP lors de leur réunion de mai (nouvelle activité). Le Cedefop a également préparé un projet de programme de travail (2012-2013) pour le GTT, à adopter avec celui-ci lors de sa première réunion. En accord avec la Commission et pour des raisons techniques, cette première réunion du GTT a été reportée à février 2012 (modification). Ce GTT reprendra le travail de l'ancien sous-groupe	

sur les enseignants et formateurs de l'EFPI et du réseau TNet du Cedefop (dont les activités ont pris fin en été).

La manifestation d'apprentissage par les pairs sur les processus d'habilitation des formateurs en entreprise a été différée en raison du retard pris par la mise en place du nouveau GTT sur les formateurs et sera intégrée aux activités de ce dernier (**modification**). Pour la même raison, le document de travail sur les meilleures pratiques pour améliorer les compétences des formateurs de l'EFPI a été reporté (**modification**).

L'étude sur l'actualisation des compétences des enseignants de l'EFPI a été révisée en interne. Il a été décidé d'annuler sa publication et d'utiliser ses résultats en interne pour étayer d'autres travaux en cours (tels que le rapport sur les politiques et les notes de référence pour la mise en place du nouveau GTT sur les formateurs) (**modification**).

Le document de travail *Exploring leadership in vocational education and training*, produit en collaboration avec le sous-groupe sur le leadership du TNet, a été publié en ligne en novembre 2011 (http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/6113_en.pdf). Ce document a pour objet de nourrir le débat et la réflexion parmi les décideurs et les chercheurs et d'attirer l'attention sur les spécificités du leadership dans l'EFPI.

Concernant le document de travail sur les acquis de l'apprentissage du point de vue des enseignants, il a été décidé de reprendre l'esquisse qui en avait été faite pour en élargir sa portée et de le publier plus tard, en 2012 (**modification**), sous la forme d'un document de discussion politique qui sera intégré au travail du Cedefop sur les certifications et les instruments européens.

Le Cedefop a continué d'apporter son soutien au GTT de la Commission sur les enseignants, en participant aux réunions de ce groupe, mais aussi au travers de ses services d'expertise et de conseil et en présentant ses propres travaux sur les enseignants et formateurs de l'EFPI.

Projet 4: Éducation et formation des adultes

Le Cedefop continuera d'appuyer la mise en œuvre du plan d'action sur l'éducation et la formation des adultes (2007), en centrant son activité thématique sur le rôle majeur de l'apprentissage sur le lieu de travail dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie et sur la nécessité pour les travailleurs de développer en permanence leurs compétences professionnelles, ainsi que leurs compétences transversales, afin de garantir leur emploi et leur employabilité.

En 2011, le Cedefop poursuivra l'examen de l'acquisition des compétences clés et transversales sur le lieu de travail entamé en 2010 dans le cadre de son analyse des tendances et évolutions dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes, *Learning while working. Success stories on workplace learning in Europe*. Le Centre s'attellera par ailleurs à examiner comment instaurer des environnements propices à l'apprentissage sur le lieu de travail. Dans le contexte de crise économique, le Cedefop examinera les contributions du lieu de travail à l'intégration des chômeurs sur le marché du travail et les transitions sur le marché du travail. Le Centre se penchera notamment sur les programmes de retour à l'emploi qui permettent aux chômeurs de développer leurs compétences dans des conditions de travail réelles et de s'intégrer plus facilement au marché du travail.

Principaux produits pour 2011

Acquisition des compétences clés et transversales sur le lieu de travail (document de travail)

Calendrier/périodicité

Juillet

Manifestation d'apprentissage entre pairs sur l'extension des possibilités d'apprentissage sur le lieu de travail, en vue notamment du développement des compétences clés et transversales Manifestation d'apprentissage entre pairs sur les apports de l'EFPC et de l'orientation de carrière en matière de restructuration socialement responsable (aide apportée aux travailleurs licenciés et en passe de l'être en vue de faciliter leur réintégration sur le marché du travail) Fourniture de conseil et d'expertise au groupe de travail de la Commission sur l'éducation et la formation des adultes	Juin Novembre Action continue
Projet 4: Éducation et formation des adultes – progrès janvier-décembre 2011 Le document de travail sur l'acquisition des compétences clés et transversales sur le lieu de travail a été annulé, en raison de la faible qualité des données brutes (<u>modification</u>). Par voie de conséquence, il a été décidé d'annuler aussi la manifestation d'apprentissage par les pairs sur ce thème (<u>modification</u>). Un atelier d'experts international sur l'innovation et l'apprentissage dans les entreprises a été organisé en novembre. Cet atelier a ouvert de nouvelles perspectives concernant l'innovation et l'apprentissage dans les entreprises et a permis de valider et de compléter les résultats de l'étude en cours du Cedefop sur la contribution du développement des compétences à l'innovation dans les entreprises. Les documents de cet atelier sont disponibles à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18740.aspx. Le Cedefop a fourni des services de conseil et d'expertise à la Commission européenne et à son groupe de travail sur l'éducation et la formation des adultes, en contribuant au rapport final du groupe ainsi qu'à la définition des prochaines activités et stratégies en matière d'apprentissage des adultes. De plus, il a apporté une contribution substantielle, en termes de contenu, à la conférence de clôture sur la mise en œuvre du plan d'action pour l'éducation et la formation des adultes «C'est toujours le moment d'apprendre» (Budapest, mars 2011), avec trois allocutions et une publication intitulée <i>Learning while working – Success stories on workplace learning in Europe</i>, parue en février (http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17770.aspx). Des services de conseil et d'expertise ont également été fournis aux deux nouveaux groupes de travail thématique respectivement chargés du financement et de l'assurance qualité dans l'éducation et la formation des adultes (<u>nouvelle activité</u>). L'atelier <i>Learning later in life</i>, qui s'est déroulé à Bruxelles en septembre, a été organisé en coopération entre l'aire d'activités RPA et la Commission européenne (voir PMT «Interpréter les tendances européennes et les défis à relever en matière d'aptitudes, de compétences et d'apprentissage», projet 4 «Inadéquation des compétences et travailleurs vieillissants»). Articles publiés Dehmel, A. (2011). Adult learning in Europe: challenges and developments. <i>Seventh international conference on education, Samos, 7 to 9 July 2011</i>. Conference proceedings, vol. A.	

Projet 5: Validation des acquis non formels et informels

En 2011, le Cedefop intensifiera son action dans le domaine de la validation des acquis non formels et informels, comme le réclame l'importance accrue désormais accordée à la validation au niveau européen et national. La validation est en effet perçue comme une voie susceptible d'améliorer la flexibilité des systèmes et des établissements d'éducation et de formation, de mieux intégrer les groupes à risque (migrants, jeunes en décrochage scolaire) et de mieux exploiter les qualifications et les compétences existantes, acquises par exemple à travers l'expérience professionnelle. Le Cedefop apportera également son soutien actif à la Commission dans l'élaboration d'une recommandation du Conseil prévue pour la mi-2011, et contribuera dès lors à une meilleure visibilité politique de la validation, tout en amenant une plate-forme de coopération future.

Principaux produits pour 2011

Deuxième édition des *Lignes directrices européennes pour la validation des acquis non formels et informels* – publication commune avec la Commission européenne (brochure)

Inventaire européen sur la validation (mis à jour en ligne)

Utilisation de la validation par les entreprises à des fins de gestion des ressources humaines (document de travail)

Liens entre validation, cadres de certifications et systèmes de crédits d'apprentissage (document de travail)

Calendrier/périodicité

Octobre

Juillet

Décembre

Novembre

Projet 5: Validation des acquis non formels et informels – progrès janvier-décembre 2011

Le travail de mise à jour des *Lignes directrices européennes pour la validation des acquis non formels et informels* a débuté en 2011. Ce travail, mené en coopération avec la Commission européenne, via le groupe sur les acquis de l'apprentissage (*learning outcomes group* – LOG) du groupe consultatif du CEC, s'inscrit directement dans la préparation de la recommandation sur la validation, qui a été reportée à 2012. En conséquence, les nouvelles lignes directrices devraient être publiées durant le second semestre 2012 (**modification**).

La révision de l'inventaire européen sur la validation a été menée à bien. La version mise à jour, fruit de la coopération entre le Cedefop et la DG EAC, qui couvre 32 pays et dresse un bilan à grande échelle des évolutions, a été publiée en mai (*European Inventory on validation*, disponible à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/projets/validation-of-non-formal-and-informal-learning/european-inventory.aspx>).

Le Cedefop a apporté son concours à la DG EAC dans la préparation de la recommandation du Conseil sur la validation des acquis non formels et informels, dont l'adoption est prévue en 2012.

Lors d'une manifestation d'apprentissage par les pairs sur le rôle des CNC pour faciliter la validation des acquis non formels et informels,

organisée en coopération avec le ministère de l'éducation polonais et l'Institut polonais de recherche en éducation (Varsovie, 7 et 8 novembre 2011), le Cedefop a prononcé une allocution liminaire et présidé la séance de clôture et de synthèse. Le Centre a également participé à la préparation de cette manifestation, qui s'est méthodiquement penchée sur les liens entre CNC et validation.

L'étude du Cedefop sur la validation dans les entreprises a débuté en 2011. La publication des résultats provisoires a été annulée, dès lors que les entretiens au sein des entreprises (plus de 200) ont pris plus de temps que prévu (**modification**). Les résultats définitifs seront publiés en 2012.

Le document de travail sur les liens entre validation, cadres de certifications et systèmes de crédits d'apprentissage a été annulé (**modification**) et remplacé par une note d'information sur les interactions entre les différents outils et principes européens (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19146.aspx>).

Priorité à moyen terme: Évaluer les bénéfices de l'EFP	
Activité: Recherche en EFP Les conclusions du Conseil de 2007 et 2008 préconisent de conduire des recherches sur l'impact des investissements dans l'éducation et la formation, tandis que celles de mai 2009 appellent à une utilisation efficace et durable des ressources (...) par la promotion de politiques et de pratiques d'éducation et de formation basées sur des données probantes. En outre, le communiqué de Bordeaux (2008) et le projet de conclusions du Conseil sur la coopération dans le domaine de l'EFP pour la période 2011-2020 appellent à se doter de données statistiques plus étendues, plus comparables et plus fiables dans le domaine de l'EFP et invitent le Cedefop à collaborer avec les autres parties prenantes. Une parfaite compréhension des bénéfices de l'EFP et de ses retombées sur le marché du travail est indispensable pour effectuer des choix éclairés en matière d'investissements dans l'éducation et la formation et pour élaborer de nouvelles politiques et mesures dans ce domaine ou réformer celles déjà en place. Le Cedefop examine non seulement les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP pour différents groupes – individus, entreprises et secteurs économiques – mais aussi ses bénéfices macroéconomiques et macrosociaux. Pour analyser les bénéfices de l'EFP, il est indispensable de disposer de données comparables et fiables. Impact escompté Le Cedefop vise à soutenir une politique européenne d'EFP et de compétences fondée sur des données probantes. Dans le même temps, son intention est d'être reconnu comme une source d'information faisant autorité en matière de bénéfices économiques et sociaux de l'EFP, ainsi que sur la plupart des recherches, statistiques et indicateurs actualisés relatifs à l'EFP en Europe. Activités ABB correspondantes: Recherche en EFP	
Principaux résultats de l'activité Nouvelles connaissances et nouveaux éclairages, actions de conseil stratégique et de sensibilisation auprès des décideurs politiques, y compris des partenaires sociaux, et des chercheurs sur les questions suivantes: • bénéfices économiques et sociaux de l'EFP, • retombées de l'EFP sur le marché du travail.	Indicateurs de résultats (tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop) Conseil politique Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs essentiels, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques Nouvelles connaissances Téléchargements de publications/documents de travail et de recherche/notes d'information

	Citations de publications/études dans la littérature Sensibilisation accrue Fréquentation du site web Participation à des conférences et d'autres manifestations
Activité: Recherche en EFP – progrès janvier-décembre 2011 Les recherches du Cedefop sur les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP ont commencé à porter leurs fruits: en 2011, une note d'information a été publiée pour présenter une synthèse des résultats obtenus à ce stade et six documents ont paru sur diverses dimensions des bénéfices de l'EFP. En parallèle, le Cedefop a continué d'apporter son concours au développement des statistiques et indicateurs internationaux et européens sur l'EFP, mais aussi de promouvoir la diffusion et l'utilisation des éléments statistiques disponibles. La recherche relative aux retombées sur le marché du travail et autres bénéfices économiques et sociaux de l'EFP se poursuit. Dans le cadre de cette activité, le Cedefop a apporté son appui et sa contribution à deux manifestations des présidences ou réunions de haut niveau et assisté à une conférence. Les documents de recherche publiés sur ce thème ont suscité un vif intérêt: en 2011, ils ont fait l'objet de plus de 22 000 téléchargements.	
Projet 1: Rapports sur la recherche Les rapports du Cedefop sur la recherche traitent d'une large gamme de questions liées à l'éducation, à la formation et au marché du travail et consolident la base de connaissances nécessaire pour l'élaboration des politiques d'EFP en Europe. En 2011, le Cedefop poursuivra la diffusion en ligne des résultats de ses recherches sur les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP. À terme, le Centre entend fournir un panorama complet des bénéfices économiques et sociaux de l'EFP et de leurs implications politiques dans son cinquième rapport sur la recherche, qui sera publié en 2012.	
Principaux produits pour 2011 Bénéfices privés pour les individus (document de recherche) Bénéfices sociaux de l'EFP sur le lieu de travail (document de recherche) Bénéfices macrosociaux de l'EFP (document de recherche) Bénéfices économiques pour les entreprises (document de recherche) Bénéfices sociaux de l'EFP pour les individus (document de recherche) Bénéfices sociaux de l'EFP pour les secteurs (document de recherche)	Calendrier/périodicité Avril Mai Juin Octobre Novembre Novembre
Projet 1: Rapports sur la recherche – progrès janvier-décembre 2011	

Cinq documents de recherche sur les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP ont été publiés durant l'année:

- sur les bénéfices privés (économiques) et sociaux pour les individus (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18070.aspx> et <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18440.aspx>);
- sur la performance économique des entreprises et les bénéfices plus globaux de l'EFP sur le lieu de travail (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19219.aspx> et <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17947.aspx>);
- sur les bénéfices macrosociaux de l'EFP (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18283.aspx>) et ses bénéfices sociaux pour les individus.

Ces cinq publications, auxquelles s'ajoute un autre document sur les bénéfices de l'EFP (*Economic and social benefits of VET*, qui s'appuie sur les rapports nationaux sur la recherche 2009 livrés par ReferNet; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17868.aspx>), ont représenté 60 % des téléchargements des documents de recherche publiés en 2011 (23 % des téléchargements de documents de recherche au cours de la période 2009-2011), ce qui démontre le vif intérêt porté à ce thème de recherche.

Le document de recherche sur les bénéfices économiques de l'EFP pour les secteurs a été annulé (**modification**) en raison du manque de données pertinentes. S'agissant de l'étude sur les bénéfices sociaux de l'EFP pour certains groupes sociaux, prévue dans l'optique d'un document de recherche, ses résultats ont été jugés peu concluants (**modification**); ses rares résultats probants seront réunis dans un rapport de synthèse du projet, qui sera publié en 2012.

La synthèse des principaux résultats obtenus à ce stade sur les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP a été publiée dans une note d'information intitulée *L'enseignement et la formation professionnels souffrent d'un manque d'estime malgré les nombreux bénéfices qu'ils procurent* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18353.aspx>).

En outre, un document de travail qui se fonde sur l'examen et l'analyse des rapports nationaux sur la recherche 2009 livrés par ReferNet (*Employment-related mobility and migration and vocational education and training*, disponible à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17562.aspx>), initialement prévu en 2010, a été publié début 2011.

Projet 2: Statistiques et indicateurs

Ce projet vise à améliorer la qualité et les méthodes de collecte des données à l'échelon européen et fournit des données statistiques solides sur les questions liées à l'EFP. En 2011, le Cedefop publiera des conclusions sur les retombées de l'EFP sur le marché du travail et continuera de rendre compte régulièrement des tendances en matière d'EFP et d'éducation et formation tout au long de la vie.

Pour appuyer l'action de la Commission européenne, le Cedefop apportera son expertise et sa contribution au groupe de travail chargé de la mobilité transnationale des apprenants de l'EFP, qui examinera les options possibles en vue de concevoir un indicateur de mobilité (des apprenants) dans l'EFP.

Principaux produits pour 2011

Calendrier/périodicité

Retombées de l'EFPP sur le marché du travail – premier aperçu thématique (brochure)	Action continue
Contribution et participation aux réunions sur le développement de statistiques et d'indicateurs avec les principales parties prenantes (Eurostat, Commission, OCDE, etc.)	Action continue
Mise à jour régulière des pages web du Cedefop sur les statistiques et indicateurs: statistiques du mois; tableaux et graphiques	Action continue
Contribution et participation au groupe de travail de la Commission chargé de la mobilité des apprenants de l'EFPP	Action continue
Appui statistique aux projets du Cedefop sur les modèles d'EFPP et d'apprentissage tout au long de la vie	Action continue
Projet 2: Statistiques et indicateurs – progrès janvier-décembre 2011 La publication sur les retombées de l'EFPP sur le marché du travail a été reportée. En raison des retards dans la validation à Eurostat, les deux brochures thématiques prévues ont été regroupées en une seule publication, qui paraîtra au cours du premier semestre 2012 (modification). La participation et la contribution du Cedefop à divers processus et réunions des parties prenantes (réseau INES-LSO [Indicateurs des systèmes éducatifs – Retombées de l'enseignement sur l'économie, le marché du travail et la société] de l'OCDE, groupes de travail sur les statistiques à l'échelon européen, par exemple sur les compétences des adultes ou les indicateurs de l'EFPP, et task-forces d'Eurostat, par exemple sur les indicateurs de la mobilité) ont permis de garantir que les questions de la formation en apprentissage et de la filière (générale ou professionnelle) suivie, à niveau de formation égal, soient intégrées dans l'enquête européenne sur les forces de travail à compter de 2014 et que les données relatives à la comparaison par filière pour <i>Regards sur l'éducation</i> soient collectées avant même l'année 2014. Le Cedefop a également apporté sa contribution au groupe permanent sur les indicateurs et les critères de référence de la Commission, ainsi que son appui à la DG EAC pour élaborer une méthodologie relative à un indicateur de la mobilité dans l'EFPP et pour améliorer l'exploitation des données aux fins d'une nouvelle stratégie globale à l'échelon de l'UE. La page web du Cedefop sur les statistiques, qui propose des rubriques de statistiques du mois (<i>Statistics of the month</i>) et de sélection thématique de statistiques et indicateurs (<i>Data by theme</i>) a été régulièrement mise à jour et a fait l'objet d'une couverture médiatique. Un appui statistique permanent a été fourni au personnel du Cedefop, également en vue d'exploiter les microdonnées de l'enquête sur les forces de travail. Une étude a été lancée en vue de développer des «revues statistiques sur l'EFPP», qui fourniraient des indicateurs et des comparaisons transnationales utiles pour l'élaboration des politiques (nouvelle activité).	

Priorité à moyen terme: Améliorer l'image de l'EFP	
Activité: Communication externe Les services chargés de la communication externe du Cedefop visent principalement à améliorer l'image de l'EFP. En 2011, le Cedefop transmettra à ses parties prenantes et aux médias des messages clés sur l'EFP. En outre, il poursuivra sa collaboration étroite avec les institutions européennes et continuera de livrer des informations de fond pour nourrir leurs débats sur l'EFP. Au niveau local, le Cedefop organisera des manifestations à l'intention des membres grecs du Parlement européen, ainsi que de la communauté locale grecque, afin de les tenir informés des questions liées à l'EFP et du rôle du Cedefop. Le portail web du Cedefop (www.cedefop.europa.eu) présentera des informations sur des thèmes spécifiques de l'EFP et offrira un accès aux conférences grâce à des séquences vidéo en flux continu (en direct ou enregistrées). Les réseaux du Cedefop seront soutenus par les extranets et les flux RSS. Impact escompté Reconnaissance du Cedefop en tant que source d'information faisant autorité sur l'EFP, les qualifications et les compétences, et en tant qu'organisation bien gérée. Activités ABB correspondantes: Communication externe	
Principaux résultats de l'activité Nouvelles connaissances et nouveaux éclairages, sensibilisation accrue quant à l'importance de l'EFP et du rôle du Cedefop: - à propos de thèmes spécifiques liés à l'EFP et mis en avant dans les publications, conférences, pages du portail web et communiqués de presse du Cedefop; - auprès des principales parties prenantes, de la communauté de l'EFP, de la communauté locale grecque et de l'opinion publique en général.	Indicateurs de résultats/mesures (tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop) Nouvelles connaissances et nouveaux éclairages Téléchargements de notes d'information/publications/documents de travail et autres documents Sensibilisation accrue Fréquentation du site web (globale, ventilée par sections, bases de données) Participation à des conférences et autres manifestations Utilité des réunions et manifestations du Cedefop/satisfaction des

	participants Couverture médiatique (audience des articles et communiqués de presse) Manifestations à l'intention de la communauté locale, au Cedefop et en Grèce (utilité/satisfaction et nombre et type de participants)
Activité: Communication externe – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, au travers de ses publications, le Cedefop a transmis des messages clés sur les thèmes suivants liés à l'EFPP: formation sur le lieu de travail, bénéfices de l'EFPP, instruments européens communs pour l'EFPP et l'éducation et formation tout au long de la vie, et offre et demande de compétences en Europe jusqu'à 2020. Ces thèmes ont été largement mis en avant lors des conférences et manifestations organisées par le Cedefop, ainsi qu'à l'occasion d'autres conférences européennes. Les informations en ligne et les publications électroniques ont été soutenues par des activités sur les médias sociaux (Facebook, Twitter). En 2011 ont également été publiés de nombreux communiqués de presse, infolettres et notes d'information. Afin de faire passer ses messages auprès de ses parties prenantes, des acteurs de l'EFPP au sens large, de la communauté locale grecque et de l'ensemble des citoyens, le Cedefop a soutenu l'organisation de 108 conférences, ateliers, séminaires et autres manifestations (qui ont attiré un total de quelque 2 100 participants). De plus, le Cedefop a (co)organisé et marqué de sa présence la semaine des agences de l'UE au Parlement européen, un séminaire conjoint du Cedefop, d'Eurofound, de l'ETF et de l'OSHA, ainsi qu'un atelier organisé avec la députée européenne Nadja Hirsch intitulé <i>Vocational education and training: have the European tools improved learning, mobility and employment?</i>. En 2011, le Cedefop a accueilli 23 délégations (soit un total 307 visiteurs) de 15 pays, dont des représentants du Parlement européen, des gouvernements, des partenaires sociaux, des établissements d'EFPP et des organismes de recherche.	
Projet 1: Communication avec les parties prenantes et relations publiques À travers ce projet, le Cedefop transmet des messages clés sur l'EFPP aux parties prenantes et promeut une image positive du Centre au niveau local, régional, national et européen. Le Cedefop suivra attentivement les priorités des institutions européennes afin de fournir des informations pertinentes pour alimenter le débat et l'élaboration des politiques. Des manifestations seront organisées en Grèce pour maintenir l'image de marque du Cedefop et expliquer son rôle aux citoyens.	
Principaux produits pour 2011 Publication du programme de travail 2011 Publication de notes d'information en ligne	Objectifs/calendrier (mois indicatif)/périodicité Décembre 8 notes d'information, chacune en 6 langues, au cours de l'année

Organisation de la semaine des agences de l'UE au Parlement européen et participation à la manifestation	Janvier/février
Soutien à l'organisation de la présence et de la représentation du Cedefop aux réunions des institutions européennes	Action continue
Soutien à l'organisation des conférences et ateliers du Cedefop	Action continue
Organisation de manifestations pour les députés européens et les attachés aux affaires sociales à Bruxelles	2 manifestations en 2011
Organisation d'une réception pour les membres grecs du Parlement européen, ainsi que les décideurs et les représentants locaux du monde académique	Septembre
Organisation d'une manifestation du Cedefop pour la Journée de l'Europe	Mai
Organisation d'un séminaire d'information pour la communauté locale de l'EFPP	Novembre/décembre
Accueil de visites de groupes de professionnels de l'EFPP de toute l'Europe	Action continue
Projet 1: Communication avec les parties prenantes et relations publiques – progrès janvier-décembre 2011 Le programme de travail 2011 du Cedefop a été publié en janvier 2011. Huit notes d'information ont été publiées en ligne en sept langues (49 000 téléchargements en 2011): <i>De nouvelles données pour améliorer les politiques de formation; Compétences sur le marché du travail: de quoi demain sera-t-il fait?; Quand on définit les résultats de l'apprentissage, chaque apprenant compte; L'enseignement et la formation professionnels souffrent d'un manque d'estime malgré les nombreux bénéfices qu'ils procurent; Emprunter pour apprendre; Les cadres de certifications en Europe: moderniser l'enseignement et la formation; Organiser l'apprentissage tout au long de la vie: exploiter au mieux les outils et principes européens.</i> La semaine des agences de l'UE au Parlement européen a été (co)organisée avec succès (du 31 janvier au 4 février à Bruxelles). De plus amples informations sont disponibles à l'adresse: http://www.emcdda.europa.eu/eu-agencies-the-way-ahead. Le Cedefop a apporté son appui à l'organisation de 108 conférences, ateliers, séminaires et autres manifestations qui ont attiré au total quelque 2 100 participants, en faisant appel aux services d'un organisateur de conférences externe (PCO) lorsque cela s'est avéré nécessaire. Un séminaire conjoint – Cedefop, Eurofound, ETF et OSHA – sur l'emploi des jeunes intitulé <i>Working together for youth employment: from education to work – A global challenge</i> a été (co)organisé le 30 juin au Parlement européen (PE). La transcription des actes de ce séminaire est disponible sur le site web du PE: http://www.europarl.europa.eu/wps-europarl-internet/frd/vod/player?eventCode=20110630-0900-COMMITTEE-EMPL&language=en&byLeftMenu=researchcommittee&category=COMMITTEE&format=wmv#anchor1; le rapport final est	

disponible à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/19108.aspx>.

En coopération avec la députée européenne Nadja Hirsch, de la commission Emploi et affaires sociales du PE, le Cedefop a organisé un atelier sur le thème *Vocational education and training: have the European tools improved learning, mobility and employment?*, qui s'est tenu au PE à Bruxelles le 22 novembre. Les informations concernant cet atelier sont disponibles à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/19038.aspx>.

La réception pour les membres grecs du PE ainsi que les décideurs et universitaires locaux prévue pour le 10 septembre a été annulée en raison des inquiétudes concernant la sécurité à Thessalonique (**modification**).

Une manifestation à l'intention des étudiants et des professeurs d'université (qui a réuni une centaine de participants) a été organisée le 18 mai. Parmi les thèmes abordés par les participants, on citera notamment les certifications et la validation des acquis non formels et informels, l'orientation tout au long de la vie et Europass. Les informations concernant cette manifestation sont disponibles à l'adresse: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/18255.aspx>.

En coopération avec la direction régionale de l'éducation de Grèce du Nord, le Cedefop a organisé le 30 novembre pour ses partenaires locaux une rencontre d'information sur la validation et la reconnaissance des qualifications (qui a réuni 141 participants). Pour plus d'informations, voir: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/19081.aspx>.

En 2011, le Cedefop a accueilli un total de 23 délégations de 11 États membres de l'UE (BG, DK, DE, EL, ES, IT, AT, RO, SI, FI, SE) et de quatre pays tiers (Chine, Corée, Norvège et Afrique du Sud). Parmi ces visiteurs (307 au total) se trouvaient des représentants du PE (députés danois), des gouvernements, des partenaires sociaux, des établissements d'EFP et des centres de recherche.

En coopération avec l'aéroport de Thessalonique, des affiches du Cedefop ont été installées dans les zones d'arrivée et de départ de l'aéroport.

Le Cedefop a participé à diverses foires et manifestations, notamment à la campagne de la Commission européenne «Jeunesse en mouvement» (22 au 25 septembre, Thessalonique), au forum européen de l'emploi (22 au 24 novembre, Bruxelles) et au 12^e congrès de la Confédération européenne des syndicats (16 au 19 mai, Athènes).

Projet 2: Service de presse

En 2011, le service de presse rendra compte des principales évolutions dans le domaine de l'EFP et entretiendra des contacts réguliers avec les médias, afin d'attirer l'attention sur les conclusions des travaux du Cedefop ainsi que sur ses conférences et autres manifestations.

Principaux produits pour 2011

Infolettre (*newsletter*) du Cedefop (en ligne)

Communiqués de presse

Objectif/calendrier (mois indicatif)/périodicité

10 numéros

20 communiqués de presse

Conférences de presse, séances d'information technique et interviews	Organisation pour un maximum de trois conférences majeures du Cedefop
Projet 2: Service de presse – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, le Cedefop a préparé et diffusé 10 infolettres (dont deux éditions doubles, en juillet-août et novembre-décembre) et 14 communiqués de presse (dont deux en sept langues). La diffusion des informations et des communiqués de presse a été renforcée par des activités sur les médias sociaux: 142 minimessages sur Twitter (y compris en direct depuis la semaine des agences de l'UE au PE) et 97 mises à jour sur Facebook. Les infolettres [en anglais uniquement] – faits marquants illustrés par des interviews et des clips vidéo – ont porté sur les thèmes suivants: le communiqué de Bruges; la semaine des agences à Bruxelles; le séminaire des visites d'étude sur la préparation efficace des jeunes à la vie active; la formation par le travail (entretien avec la responsable du projet au Cedefop); la mise en œuvre des instruments européens (pour la conférence de la présidence hongroise sur le CEC); l'atelier sur l'association active des praticiens à la mise en œuvre d'ECVET (<i>Mainstreaming ECVET to practitioners</i>); le séminaire conjoint sur l'emploi des jeunes – Cedefop, Eurofound, ETF et OSHA – au PE; l'inadéquation des compétences parmi les migrants et les membres des minorités ethniques en Europe; apprendre tout en travaillant (pour la réunion des DGFP, sous la présidence polonaise) et les instruments et principes européens communs. Les communiqués de presse ont porté sur des questions pertinentes pour la presse et le grand public, notamment l'exposition des agences de l'UE au PE, les prévisions de compétences, le rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des instruments européens communs, ainsi que le vieillissement de la population active. Ils sont disponibles à l'adresse: http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/press-releases.aspx. À l'échelle européenne, on a dénombré 380 coupures de presse mentionnant le Cedefop. Aucune conférence de presse n'a été donnée en 2011 mais trois vidéos d'interview ont été publiées en ligne (<u>modification</u>).	
Projet 3: Portail web du Cedefop Le portail web est le canal principal de communication du Cedefop. Il présente les informations sous un format structuré afin de faciliter la navigation. En 2011, le Cedefop évaluera les efforts entrepris pour renforcer sa présence sur le web. Il s'attellera également à mieux positionner le site web sur les moteurs de recherche, afin de faciliter la recherche d'informations sur l'EFP.	
Principaux produits pour 2011 Intégration des pages de conférences au portail web du Cedefop, afin de faciliter l'accès au contenu à partir d'un point d'entrée unique Fourniture d'une analyse des données relatives aux utilisateurs du	Calendrier/périodicité Action continue Action trimestrielle

portail web du Cedefop	
Évaluation et révision du guide de rédaction pour le web et des systèmes de gestion des contacts	Décembre
Évaluation et révision des procédures de chargement de contenu sur le portail web du Cedefop	Décembre
Mise en œuvre de campagnes de visibilité en ligne	6 fois (minimum) en 2011
Promotion des échanges d'information avec les sites nationaux de ReferNet (flux RSS d'échanges d'informations et évaluation des sites web nationaux)	Évaluation et révision annuelles (plus si nécessaire) 2011-2012
Étude du potentiel des réseaux sociaux en matière de sensibilisation de l'opinion aux enjeux de l'EFP	Action continue
Projet 3: Portail web du Cedefop – progrès janvier-décembre 2011 L'intégration des pages de conférences au portail web du Cedefop a été reportée, essentiellement en raison des modifications de la situation contractuelle concernant le système de gestion des contenus (<i>content management system</i> – CMS) (<u>modification</u>). Les microsites des conférences sont actuellement hébergés sur le serveur de l'organisateur externe d'événements et seront entièrement importés et/ou archivés dans le serveur du portail web du Cedefop par le nouvel attributaire du contrat CMS en 2012. Des rapports chiffrés sur mesure de la fréquentation du portail web ont été fournis régulièrement. Une contribution a également été fournie pour la note conceptuelle relative aux critères de rapports sur les tendances de cette fréquentation. Sur cette base, la fréquentation du site web a été segmentée/classifiée selon les profils spécifiques des visiteurs, ce qui permet de personnaliser et/ou de regrouper les contenus en tenant compte de segments spécifiques d'utilisateurs. Par ailleurs, cette segmentation doit être perçue comme une étape préliminaire nécessaire pour concevoir/définir les pages de renvoi, dans le cadre de la stratégie commerciale d'optimisation du moteur de recherche du Cedefop. Le guide de rédaction pour le web, élaboré en 2010, s'applique toujours. Les manuels pour le CMS ont été actualisés aux fins de cohérence avec les procédures opérationnelles (telles que les conventions et les pratiques courantes en matière d'attribution de noms de fichier). La révision des processus opérationnels pour la gestion des contenus sur le web (comme l'infolettre du Cedefop) a débuté et les nouveaux processus devraient être pleinement appliqués en 2012. Les retards sont dus aux changements de la situation contractuelle concernant le CMS (<u>modification</u>). Afin de soutenir les campagnes en ligne du Cedefop, un «document conceptuel sur les pages de renvoi» a été rédigé. Les pages de renvoi font partie intégrante de la stratégie commerciale d'optimisation du moteur de recherche visant à renforcer la visibilité du Cedefop sur le web.	

Sur les 28 sites web de ReferNet évalués en 2011 au regard des lignes directrices du Cedefop, 10 ont été considérés comme présentant un bon niveau de conformité et sept comme excellents. Le nombre de sites web comportant des contenus obsolètes a diminué, passant de 12 en 2010 à 6 en 2011, et 10 membres de ReferNet ont mis en œuvre les nouvelles pages d'échange d'informations RSS en 2011 (contre 2 seulement en 2010).

Depuis janvier 2011, le Cedefop dispose de comptes Facebook (1 185 fans à ce jour) et Twitter (481 abonnés). Des vidéos d'interview ont été produites et postées sur la page Facebook du Cedefop ainsi que sur la page de l'infolettre du Cedefop. Au regard du succès de cette expérience, la communication via les réseaux sociaux sera intégrée au programme de travail de la gestion du web 2012.

Priorité à moyen terme: Améliorer l'image de l'EFP

(objectif transversal) Soutenir les activités du Cedefop en fournissant des stratégies, des procédures et des services internes réguliers, efficaces et efficients

Activité: Information et documentation

Le service de bibliothèque et documentation du Cedefop a pour principal objectif d'améliorer l'image de l'EFP et de soutenir les activités du Cedefop. En 2011, il continuera de soutenir l'action de communication externe du Centre. La bibliothèque diffusera les informations fournies par le Cedefop auprès des principaux «multiplicateurs» parmi les parties prenantes du Centre, au rang desquels figurent par exemple les bibliothèques du PE, du CESE et du CdR. La bibliothèque assurera également la gestion de la base de données des contacts du Cedefop, afin de relayer l'information auprès des principaux groupes cibles du Centre. Enfin, le service de référence de la bibliothèque (*Ask the VET expert* [Interrogez un spécialiste de l'EFP]), fournira aux questions posées par les parties prenantes du Cedefop des réponses alimentées par les bases de données exhaustives, multilingues et actualisées dont dispose le Cedefop à propos de l'EFP dans l'UE.

Au niveau interne, le service de gestion des archives et d'archivage du Cedefop fournit un accès aux archives et conserve la «mémoire» des institutions, conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Impact escompté

La bibliothèque contribue à faire du Cedefop une source d'information faisant autorité en matière d'EFP, de qualifications et de compétences.

Activités ABB correspondantes: Documentation et information

Principaux résultats de l'activité

Améliorer l'image de l'EFP par:

- la mise à jour des bases de données en ligne (VET-Bib: la base de données de référence sur les questions liées à l'EFP depuis 30

Indicateurs de résultats/mesures

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

Sensibilisation accrue

ans, bibliothèque numérique sur l'EFP); - la gestion d'un service de référence (service <i>Ask the VET expert</i>, accessible depuis le nouveau portail web); - le développement du <i>Thésaurus européen de la formation</i> multilingue, destiné à favoriser une utilisation adéquate des concepts et définitions liés à l'EFP; - la gestion de la base de données de contacts. Gestion des archives et archivage du Cedefop conformes aux règles de bonne pratique administrative.	Fréquentation du site web (globale, ventilée par sections, bases de données) Satisfaction vis-à-vis des services ciblés (collecte ciblée, au-delà du système de mesure des performances)
Activité: Information et documentation – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, les activités ont visé en priorité à améliorer l'image de l'EFP. À cette fin, le Cedefop: - a assuré en continu la mise à jour de sa base de données de références bibliographiques sur l'EFP (VET-Bib contient désormais quelque 80 000 références, dont 4 700 ajoutées en 2011); - a géré un service de référence permettant d'interroger les experts (nouveau nom: <i>Ask the VET expert</i>), bien en vue sur le portail web du Cedefop. Les données 2011 montrent que les organisations qui font le plus appel à ce service sont les centres de recherche, les entreprises et les centres de formation; ce service a répondu efficacement à 903 demandes d'information au cours de l'année; - a développé le <i>Thésaurus européen de la formation</i> multilingue. Le Cedefop joue un rôle moteur dans le projet d'alignement et d'intégration de thésaurus européens et entend être la première agence à partager un espace commun de gestion de thésaurus européens avec EuroVoc (Office des publications); - a géré la base de données de contacts, qui est, avec les nouveaux médias et les acteurs clés, la source centrale de données de contacts; - a finalisé le 1^{er} tableau de gestion des archives du Cedefop, qui facilite la bonne gouvernance du Centre et garantit que les aires d'activités et l'administration gèrent correctement leurs archives.	
Projet 1: Documentation et service de référence En 2011, la bibliothèque concentrera son action sur la diffusion d'informations ciblées auprès des «multiplicateurs». Elle fournira des informations actualisées et complètes aux décideurs politiques, chercheurs et praticiens via ses bases de données en ligne, y compris la base de données bibliographiques du Cedefop, la plus complète sur l'EFP en Europe, et des outils en ligne tels que le <i>Thésaurus européen de la formation</i>. Le service de référence de la bibliothèque répondra quant à lui aux questions relatives à l'EFP.	
Principaux produits pour 2011	Objectifs/calendrier (mois indicatif)/périodicité

Réponses aux demandes (service de référence <i>Ask the VET expert</i>)	Répondre à environ 1 200 demandes, dans un délai de deux semaines après réception
Diffusion ciblée d'informations relatives au Cedefop	
Diffusion de <i>VET-Alert</i> auprès des bibliothèques concernées par l'EFP et Eurolib (informations sur les parutions traitant de l'EFP).	Action mensuelle
Envoi d'exemplaires papier des notes d'information du Cedefop pour exposition dans les bibliothèques de l'UE (PE, CESE, CdR, agences européennes, etc.)	Deux fois par an
Rencontre des représentants de bibliothèques de l'UE pour encourager l'utilisation et la diffusion des publications du Cedefop	
Gestion de la base de données bibliographiques du Cedefop sur l'EFP (VET-Bib)	300 nouvelles entrées par mois; augmenter de plus de 10 % la base de données
Développer le <i>Thésaurus européen de la formation</i> : ajouter au moins 25 définitions et termes nouveaux, en plusieurs langues; présenter le <i>Thésaurus</i> sur le portail web du Cedefop dans 10 langues au moins	Décembre
Profils et bibliographies thématiques basés sur les priorités à moyen terme: produire quatre nouvelles bibliographies dynamiques pour les aires d'activités, en collaboration avec les responsables de projet et les experts	Action continue
Mise à jour de toutes les bibliographies dynamiques en temps réel	
Amélioration de la collection de la bibliothèque sur l'EFP et les questions connexes: publier et diffuser 12 numéros de la liste des nouvelles acquisitions de la bibliothèque (<i>VET alert</i>)	Action continue
Fourniture d'informations sur l'UE pour l'infolettre du Cedefop: sélectionner les documents essentiels et les publications relatives à des manifestations pour chacun des six numéros.	Action continue
Fourniture d'informations, pour le système de mesure des performances, sur le nombre de citations des travaux du Cedefop, les	Action continue

liens web d'organisations homologues, les coupures de presse, les citations dans les documents de l'UE et la littérature sur l'EFP, ainsi que les liens à partir d'autres sites web	
Suivi des développements relatifs à l'EFP au sein des institutions européennes: faire rapport sur les manifestations liées à l'EFP programmées par les institutions au cours des six mois à venir, pour identifier les possibilités de communication ouvertes au Cedefop	Action mensuelle
Soutien au projet de portail web du Cedefop, en fournissant des métadonnées et/ou des vocabulaires contrôlés pour le portail web et d'autres systèmes d'information, selon les besoins	Action continue
Séminaires et actions de formation pour les experts en EFP et les autres catégories de personnel: deux séminaires d'entrée en service pour tous les nouveaux membres du personnel	1 ^{er} et 2 nd semestres
Séminaires pour les parties prenantes externes: présentation de la bibliothèque aux visiteurs extérieurs	Sur demande
Visiteurs: accueil de 100 visiteurs/groupes de visiteurs par an	Action continue
Réunion du groupe de travail ReferNet	Juin
Contribution aux réunions du réseau Eurolib, qui vise à améliorer la coopération entre les organisations européennes	Une réunion plénière en mai, une réunion thématique au 2 nd semestre
Projet 1: Documentation et service de référence – progrès janvier-décembre 2011 Le service de référence <i>Ask the VET expert</i> a traité efficacement 903 demandes d'information, dont 51 % émanaient du personnel du Cedefop et 49 % d'utilisateurs externes. Parmi ces dernières, 115 requêtes avaient été soumises par des centres de recherche, 62 par des entreprises, 62 par des centres de formation, 29 par des gouvernements nationaux et 24 par les institutions européennes. Douze numéros de l'infolettre <i>VET alert</i> (actualité des parutions sur l'EFP) ont été publiés et diffusés auprès d'un large public. À la fin de l'année 2011, le nombre total d'abonnés s'élevait à 1 858 (1 303 en 2010). La base de données bibliographiques sur l'EFP du Cedefop (VET-Bib) contient quelque 80 000 références. Environ 3 000 nouvelles références ont été ajoutées au cours de l'année, dont environ 1 800 soumises par ReferNet et 1 600 créées en interne.	

Le Cedefop a pris une part active au projet d'alignement de thésaurus européens de l'Office des publications, notamment en qualité de membre du groupe de travail sur les thésaurus collaboratifs de l'Office, et a assisté à une réunion technique en juin 2011.

Deux bibliographies en ligne ont été établies afin de soutenir le projet sur les compétences vertes et l'inventaire européen des acquis non formels.

Pour appuyer le service de presse, 124 contributions ont été fournies pour les pages relatives aux actualités (*News*) et aux manifestations (*Events*) du portail web, afin d'informer sur les développements relatifs à l'EFP intervenant au sein des institutions de l'UE.

Des informations sur l'UE ont été fournies pour les 10 numéros de l'infolettre du Cedefop.

Un soutien a été fourni à la collecte de données pour l'indicateur «couverture médiatique» du système de mesure des performances.

Au total, 49 présentations des produits d'information du Cedefop ont été effectuées pour les délégations de visiteurs et les nouveaux collègues.

Des séminaires d'entrée en service ont été organisés à la bibliothèque pour les nouveaux membres du personnel et une nouvelle série de «déjeuners de présentation» thématiques a été lancée à l'intention du personnel (six présentations sur les activités principales de la bibliothèque organisées en 2011).

Une action de formation individuelle sur le nouvel outil VET-DET (application Livelink pour la saisie des données bibliographiques) a été organisée pour les membres de ReferNet.

Le Cedefop a apporté sa contribution à la réunion plénière du réseau Eurolib, organisée par l'OEDT (Lisbonne, mai). Le Cedefop préside le groupe Eurolib (bibliothèques de quelque 40 organisations de l'UE, voir <http://www.eurolibnet.eu>).

Projet 2: Gestion des archives et archivage

En 2011, ce service continuera de garantir l'authenticité, la fiabilité et l'accessibilité des archives de l'organisation, afin de répondre aux obligations organisationnelles, financières et légales du Cedefop, de conserver les archives présentant une valeur historique et de faciliter le travail des utilisateurs.

Principaux produits pour 2011

Banque d'archives: archives fournies par les correspondants des banques d'archives: au moins 1 200 archives par an

Rapports sur le nombre de courriers entrants/sortants

Développement d'un tableau de gestion pour la première version d'un plan de classification des archives du Cedefop

Mise à jour des lignes directrices et procédures de gestion des

Objectifs/calendrier/périodicité

Action quotidienne

Rapports mensuels sur l'enregistrement du courrier

Juillet

Juillet

archives, entamée par la décision d'identification des documents du Cedefop (2005) Envoi d'un nouvel ensemble d'archives historiques aux Archives historiques des Communautés européennes (Institut universitaire européen, Florence) Guidage pour la participation des archives aux réseaux spécialisés pour le projet de portail web Séminaires pour les experts en EFP et les autres catégories de personnel Formation pour les correspondants des banques d'archives Contribution aux réunions du groupe des organisations internationales utilisatrices du Système de gestion des ressources électroniques (<i>electronic records management systems</i> – ERMS): la prochaine réunion sera hébergée par la BCDMN à Thessalonique	Moyennant l'approbation d'un tableau de gestion Sur demande Au moins deux fois par an, plus formation en présentiel Action mensuelle Mai
Projet 2: Gestion des archives et archivage – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, 46 781 références ont été ajoutées à la banque d'archives. Les rapports d'enregistrement du courrier, y compris les lignes directrices pour l'enregistrement des courriers entrants, ont été achevés en mars (3 166 courriers entrants et 4 662 courriers internes/sortants). Un tableau de gestion pour le plan de classification des archives du Cedefop a été finalisé en novembre 2011. Deux sessions de formation pour les correspondants des banques d'archives ont été dispensées en février. Des séminaires pour les experts en EFP et les autres catégories de personnel ont été organisés en février, avril et mai. La politique d'accès à la salle des archives a été arrêtée en mai. Plus de 170 boîtes d'archives ont été examinées et détruites en 2011. Au total, 15 boîtes d'archives du service de passation des marchés et 6 de l'aire RPA ont été examinées et classées en octobre 2011. Le nouveau système d'enregistrement du courrier entrant du Cedefop a été présenté lors de la réunion du groupe des organisations internationales utilisatrices de l'ERMS, tenue les 31 mars et 1^{er} avril.	
Projet 3: Systèmes d'information électroniques Ce projet continuera de développer et de gérer les outils d'information et de communication (sur le web) les plus appropriés pour soutenir les activités de communication du Cedefop. En 2011, la base de données des contacts du Cedefop deviendra la principale source d'information en	

la matière et visera à assurer une communication efficace avec les parties prenantes et les groupes cibles (presse et médias) du Cedefop.	
Principaux produits pour 2011 Mise en place de la version consolidée de la base de données de contacts du Cedefop, principale source d'information vis-à-vis des contacts nouveaux médias et acteurs clés Accès, depuis le portail web, au <i>Thésaurus européen de la formation</i>, au glossaire et à la liste de vocabulaires contrôlés (CVL) en recourant à l'interface ITM créée pour EuroVoc ALEPH/OPAC pour VET-Bib: révision des formats impression et affichage; nouveau format pour <i>VET-Alert</i>; amélioration d'OPAC pour VET-Bib Préparer le cadre légal en vue du passage à ALEPH version 2.0 VET-DET Livelink en production pour permettre à tous les membres de ReferNet d'entrer leurs références bibliographiques	Objectifs/calendrier (mois indicatif)/périodicité Décembre Décembre Septembre Décembre Mars
Projet 3: Systèmes d'information électroniques – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, la base de données de contacts du Cedefop a été solidement établie comme principale source de contacts pour les activités de communication: restructuration de la base de données afin d'améliorer la fonctionnalité de classification; définition d'une stratégie de gestion des contacts et des activités de communication; importation de plus de 700 références; préparation de guides et de supports de formation; actions de formation organisées pour les responsables des contacts et les chefs de projet; utilisation de la base de données de contacts pour l'envoi des notes d'information et communiqués de presse du Cedefop, ainsi que pour une enquête sur VET-Bib et pour les invitations aux diverses manifestations. <i>Thésaurus européen de la formation</i>, glossaire et liste de vocabulaires contrôlés: le Cedefop a coopéré étroitement avec l'Office des publications, afin de partager avec EuroVoc un espace de travail commun pour la gestion des thésaurus européens. Tous les formats impression et affichage pour WebOPAC ont été révisés et améliorés. De nouveaux formats ont été mis au point pour <i>VET-Alert</i> et pour l'exportation des données en format RIS; WebOPAC pour VET-BIB a été amélioré afin d'y inclure de nouveaux formats impression et affichage. Le système utilisateurs VET-Bib 2011 a été développé et mis en œuvre, les participants ont été invités via la base de données de	

contacts, les résultats ont été analysés et présentés lors de la réunion plénière 2011 de ReferNet. VET-DET Livelihood est pleinement opérationnel et est utilisé par tous les membres de ReferNet pour la saisie des références bibliographiques destinées à VET-Bib.	
Activité: Publications Le Cedefop produit des documents de grande qualité, imprimés et en ligne, destinés à la publication ou à des conférences. La publication électronique (collections <i>Working papers</i> [documents de travail] et <i>Research papers</i> [documents de recherche]) est le format standard. Les ressources sont concentrées sur un nombre limité de publications phares et de documents d'appui. Impact escompté Reconnaissance du Cedefop en tant que source d'information faisant autorité en matière d'EFP, de qualifications et de compétences et en tant qu'organisation bien gérée. Activités ABB correspondantes: Publications – gestion du contenu: coûts indirects redistribués entre d'autres activités	
Principaux résultats Améliorer l'image de l'EFP grâce à des documents de haute qualité, multilingues, imprimés et en ligne, présentés sous une forme claire et conviviale, dans un format approprié pour les divers publics cibles et les principales parties prenantes Soutenir les activités du Cedefop en assurant des stratégies, des procédures et des services de publication internes réguliers, efficaces et efficaces	Indicateurs de résultats/mesures (tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop) Services d'appui efficaces et efficaces Services d'appui (internes) – CID Services fournis dans les délais convenus avec les collègues
Activité: Publications – progrès janvier-décembre 2011 En 2011, le Cedefop a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer l'image de l'EFP, grâce à ses publications de grande qualité, imprimées et en ligne, présentées sous une forme claire et conviviale. Quatre publications de référence ont été produites en format imprimé: <i>Assuring quality in vocational education and training</i>, <i>Learning while working</i>, <i>Working and ageing</i> et (déjà parue en version électronique en décembre 2010) <i>Changing qualifications</i>; huit notes d'information ont été publiées en ligne, chacune en sept langues (de nombreux exemplaires ont été imprimés sur demande et diffusés lors de conférences et d'expositions). Les notes d'information ont notamment traité les sujets suivants: les prévisions de compétences, le développement de programmes d'études et de formation fondés sur les acquis de l'apprentissage, les bénéfices de l'EFP et la mise en place de cadres nationaux de certifications. Les notes d'information publiées en 2011 ont fait l'objet de 18 000 téléchargements, ce qui représente 37 % des 49 000 téléchargements annuels de l'ensemble des notes d'information.	

Note: les chiffres concernant les publications communiqués par les services d'édition en langue anglaise, de présentation/conception graphique et d'impression diffèrent compte tenu que toutes les publications imprimées en langue anglaise ne font pas l'objet d'un travail d'édition; certaines publications paraissent en plusieurs versions linguistiques en plus de l'anglais; certaines publications sont imprimées après un travail d'édition et de présentation/conception graphique et d'autres non. Les publications électroniques peuvent être imprimées sur demande.

Projet 1: Édition et traduction

En 2011, le Cedefop éditera quelque 4 000 pages en anglais, notamment pour quatre publications institutionnelles, quatre à cinq publications de référence, divers documents de recherche et de travail et neuf notes d'information du Cedefop. Les notes d'information, de même que diverses brochures et plaquettes plus brèves d'appui aux publications phares, seront traduites en six langues.

Principaux produits pour 2011

Jusqu'à 5 000 pages de traduction et de révision linguistique fournies par les services de traduction et d'appui linguistique à l'administration du Cedefop et à d'autres services

Jusqu'à 4 000 pages de services d'édition

Objectifs/calendrier (mois indicatif)/périodicité

Action continue

4 publications institutionnelles du Cedefop (rapport annuel, rapport annuel d'activités, programme de travail, catalogues d'exposition/des publications)

4 ou 5 publications de référence

9 notes d'information

Documents de recherche et documents de travail

Projet 1: Édition et traduction – progrès janvier-décembre 2011

Au 31 décembre, 31 publications, soit un total de 3 000 pages, avaient été éditées, notamment pour 14 publications d'information (publications institutionnelles, brèves descriptions de systèmes d'EFPP, brochures, ainsi que fascicules et dépliants promotionnels liés à des projets spécifiques), 10 documents de recherche, 4 documents de travail et 3 publications de référence. Par ailleurs, 300 pages non destinées à la publication ont également été éditées.

Au cours de la même période, 4 036 pages ont été traduites, dont: 1 415 en français, 1 313 en allemand, 234 en anglais, 291 en grec, 154 en hongrois et 141 en polonais (langues des deux pays ayant exercé la présidence de l'UE en 2011) et 343 en espagnol.

Projet 2: Présentation et conception graphique

Ce projet continuera de fournir des concepts de design graphique et d'identifier les systèmes de présentation des publications de référence phares et des documents de conférence. Il garantira que les publications et conférences renvoient clairement à l'identité visuelle du Cedefop et qu'elles sont en cohérence avec le thème concerné.	
Principaux produits pour 2011 Développement de concepts de design graphique pour les publications du Cedefop 4 publications institutionnelles du Cedefop (rapport annuel, rapport annuel d'activités, programme de travail, catalogues d'exposition/des publications) 4 ou 5 publications de référence, 9 notes d'information, divers documents de recherche et documents de travail Dépliants/brochures promotionnelles Développement de systèmes d'identité visuelle pour les conférences du Cedefop: programmes de conférence, dossiers, blocs-notes, affiches, banderoles pour au moins deux conférences importantes du Cedefop Développement de supports promotionnels: deux catalogues d'exposition au maximum, dépliants, affiches et banderoles pour les manifestations culturelles dans le cadre des RP	Objectifs/calendrier/périodicité Action continue Action continue Action continue Action continue Action continue
Projet 2: Présentation et conception graphique – progrès janvier-décembre 2011 Des concepts de présentation et de design graphique ont été développés pour les publications suivantes: • publications de référence: 4 publications (3 titres, 1 adaptation linguistique), • publications d'information: 56 publications (21 titres, 35 adaptations linguistiques), • documents de travail: 5 titres, • documents de recherche: 13 titres, • notes d'information: 48 publications (8 titres, 40 adaptations linguistiques),	

autres: 4 concepts de design graphique pour les brèves descriptions de systèmes d'EFP et les dépliants promotionnels y afférents. Des systèmes d'identité visuelle ont été développés pour les supports promotionnels de 7 conférences/ateliers. Des concepts de design graphique ont été développés pour plusieurs supports promotionnels (tels que l'annonce publicitaire du Cedefop pour le catalogue d'exposition de la biennale de la photo), les applications web (procédure de recrutement en ligne), les publications hypertextes en ligne (guide pour une communication efficace, pour les visites d'étude), les modèles de couverture de livres électroniques, le CV Europass et les lignes directrices pour l'utilisation du logo Europass.	
Projet 3: Impression et diffusion Ce projet organisera l'impression des publications de référence phares du Cedefop, ainsi que l'impression, sur demande, d'autres publications imprimées nécessaires pour les conférences et autres réunions.	
Principaux produits pour 2011 Impression de publications et dépliants Production de documents pour les conférences, supports promotionnels Diffusion de toutes les publications auprès des parties prenantes Réponses aux demandes de documents pour les conférences Traitement des demandes individuelles de publication Maintien des stocks à un niveau raisonnable (Cedefop et Office des publications) Fourniture de statistiques sur les publications électroniques et imprimées	Objectifs/calendrier (mois indicatif)/périodicité Dans les 3 semaines suivant la réception du manuscrit final en fichier pdf Fourniture de documents en temps voulu pour au moins 4 conférences et expositions du Cedefop Endéans les 2 semaines suivant leur mise à disposition Endéans les 2 semaines suivant la demande, pour 20 conférences au maximum Endéans les 5 jours ouvrables, pour un maximum de 1 500 demandes Procéder à un déstockage annuel et organiser les réimpressions selon les besoins Action mensuelle
Projet 3: Impression et diffusion – progrès janvier-décembre 2011 Production Impression, gestion des stocks ou impression sur demande:	

- documents de référence (collection *Reference series*): 4 titres,
- documents d'information (collection *Information series*): 13 titres,
- documents de travail (collection *Working papers*): 3 titres,
- documents de recherche (collection *Research papers*): 9 titres,
- infolettres: 22 (12 numéros de *VET Alert*, 10 numéros de *Cedefop newsletter*),
- notes d'information (*briefing notes*): 8 titres,
- 71 traductions.
- Le projet pilote de livre électronique (format epub) a été mis en œuvre (**nouvelle activité**). En novembre, la note d'information *Les cadres de certifications en Europe: moderniser l'enseignement et la formation* a été publiée en ligne en sept langues, en formats epub et pdf.

Diffusion

- Distribution de 40 481 exemplaires de publications lors de 103 manifestations
- Commandes via le portail web redirigées vers le site EU Bookshop, libérant ainsi des ressources
- Création d'un nouveau flux de travail dans Livelink pour traiter les «demandes de diffusion» et assurer leur suivi en ligne

Gestion des stocks

- Déstockage annuel des vieux titres; 2^e déstockage ad hoc et restructuration de la salle de stockage
- Introduction d'une application électronique de gestion des stocks
- Finalisation des «archives» des publications, vieux titres

Gestion des droits d'auteur

- Traitement de 6 demandes de traduction; au total, 11 licences de traduction et de publication accordées à des organisations tierces
- Traitement de 12 questions de droits d'auteur/propriété intellectuelle

Priorité à moyen terme (objectif transversal): Soutenir les activités du Cedefop en fournissant des stratégies, des procédures et des services internes réguliers, efficaces et efficaces	
Activité: Aire Ressources – soutien opérationnel Une administration efficace et efficiente apporte une contribution directe à la réalisation des objectifs opérationnels du Cedefop. Elle développe des stratégies, des procédures et des services internes en cohérence avec les objectifs stratégiques et opérationnels du Centre, conformément au Statut du personnel et au règlement financier. L'administration soutient les activités liées aux ressources humaines, à la passation des marchés, au financement, aux TIC et aux installations. Elle élabore des outils et procédures internes afin de rationaliser les tâches administratives, d'optimiser l'efficacité de l'organisation et de garantir l'établissement de rapports clairs et exacts. Impact escompté À travers cette activité, le Cedefop entend être reconnu en tant qu'organisation bien gérée et assurer à ses opérations et à son personnel des services d'appui efficaces. Activités ABB correspondantes: coûts indirects redistribués entre d'autres activités	
Principaux résultats de l'activité Efficacité des services d'appui et respect des bonnes pratiques administratives via: • la fourniture de services dans les délais prévus (ressources humaines, passation de marchés et financement, TIC et installations) • la gestion des ressources humaines • la gestion budgétaire et financière et les procédures contractuelles • la gestion des installations – travaux de réfection des bâtiments	Indicateurs de résultats (tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop) • 95 % de postes pourvus dans le tableau des effectifs (y compris procédures en cours) • Diligence et durée des procédures de sélection: – objectif 1: en moyenne, 60 jours ouvrables entre le délai de dépôt des candidatures et la finalisation du rapport du comité de sélection – objectif 2: en moyenne, 120 jours ouvrables entre la publication d'un avis de vacance et la décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination (AIPN) • Offre de formation conforme aux objectifs stratégiques fixés: en moyenne, 10 jours par collaborateur et par année civile • 96 % du budget total exécutés, 99 % des subventions

	CE exécutées • Délai moyen de paiement de 28 jours, 40 factures maximum en souffrance depuis plus de 30 jours à la fin de l'année • Diligence des procédures de passation de marchés: en moyenne, 150 jours pour les procédures ouvertes et 60 jours pour les procédures restreintes • Taux de réussite des procédures de passation de marchés: 92 %
Activité: Aire Ressources – soutien opérationnel – progrès janvier-décembre 2011 Dans l'ensemble, tous les produits prévus au titre de cette activité ont été livrés dans les délais convenus. Tous les services fondamentaux ont été fournis avec efficience et efficacité et les rapports d'audit reconnaissent que le Cedefop est une organisation bien gérée.	
Projet 1: Ressources humaines Le service des ressources humaines (RH) fournit une gamme complète de services centralisés de gestion des RH pour le personnel du Cedefop et aide la direction du Centre à attirer et à garder des employés qualifiés. En 2011, le service RH continuera de fournir des prestations efficaces, y compris en matière d'appui à la sélection d'un nouveau directeur, et mettra l'accent sur le soutien aux utilisateurs des applications RH nouvellement déployées, au renforcement de l'efficacité à travers des procédures documentées, ainsi qu'à la protection des données et à la continuité des activités.	
Principaux produits pour 2011 Services fondamentaux de RH (sélection, recrutement, droits et obligations, évaluation et évolution de carrière, congés et absences, statistiques, etc.) REC en ligne pleinement opérationnel (guides et formation) Appui à la sélection d'un nouveau directeur (appui au comité de présélection) Appel d'offres en vue de la désignation d'un centre médical chargé des examens médicaux annuels et des examens médicaux préalables au recrutement	Calendrier/périodicité Action continue (rapport bimestriel à l'équipe de gestion à propos de l'exécution du titre 1 du budget et des procédures de sélection) Janvier Juin Juin

Finalisation de la documentation des principales procédures RH (4 en 2011)	Décembre
Protection des données: finalisation des notices de contrôle préalable au CEPD et notifications au DPD	Décembre
Projet 1: Ressources humaines – progrès janvier-décembre 2011 Au 31 décembre 2011, 97 des 101 postes du tableau des effectifs étaient occupés et quatre procédures de sélection étaient en cours, ce qui correspond à un taux d'occupation du tableau des effectifs de 96 %. La procédure de sélection pour le recrutement d'un nouveau directeur a été relancée, dès lors que la première procédure qui s'est achevée en 2011 a été infructueuse. L'application de recrutement en ligne (RECON), finalisée en 2010, a été déployée au début de l'année 2011 et a été utilisée pour toutes les procédures de sélection en 2011, exception faite du poste de directeur. L'utilisation de cette procédure en ligne a contribué à raccourcir le processus (durée moyenne des procédures de sélection: 49 jours ouvrables entre la date limite de dépôt des candidatures et la finalisation du rapport du comité de sélection, et 94 jours ouvrables entre la publication de l'avis de vacance et la décision de l'AIPN). Le rapport d'évolution de carrière (REC) en ligne (définition des objectifs et évaluation) a été déployé et des actions de formation à grande échelle ont été dispensées au personnel, tant pour le processus du REC que pour l'application du flux de travail. L'appel d'offres en vue de la désignation d'un centre médical chargé des examens médicaux annuels et des examens médicaux préalables au recrutement a été publié en septembre et, au 31 décembre 2011, l'évaluation des offres était en cours. La documentation des principales procédures de RH a bien avancé: 17 procédures supplémentaires ont été finalisées et 3 procédures sont en cours d'élaboration. Le travail sur les notifications concernant la protection des données (CEPD/DPD) a également beaucoup avancé: 15 notifications ont été rédigées/transmises en 2011. De nouvelles DGE relatives à la promotion et au reclassement des agents temporaires ont été adoptées en avril 2011. Une nouvelle stratégie a été mise en place au Centre pour protéger la dignité au travail et prévenir toute forme de harcèlement psychologique ou sexuel. Cinq membres du personnel ont été officiellement désignés comme conseillers confidentiels, sur décision de l'AIPN, et ont reçu une formation spécifique. Des séances de formation sur la prévention du harcèlement ont été spécifiquement conçues et dispensées à tous les membres du personnel, y compris de direction, du Cedefop.	
Projet 2: Finances et marchés publics Le service des finances aide le personnel du Cedefop à prévoir, utiliser et suivre les crédits budgétaires, assure l'établissement de rapports internes et externes sur les questions d'ordre financier et budgétaire et collabore avec le service des TIC afin d'assurer en permanence la disponibilité, l'amélioration et la mise à jour des outils correspondants (Fibus, PAME, ABB).	

Le service des marchés publics aide le personnel du Cedefop à prévoir, élaborer, exécuter et suivre, par le biais de ProLive, les procédures de marchés et de contrats pour les besoins opérationnels et administratifs, contrôle l'exécution des contrats dans leurs volets administratifs et financiers et élabore les modifications qui s'imposent, et assure l'établissement de rapports internes et externes sur ces questions, ainsi que les contacts nécessaires avec les contractants et fournisseurs. En 2011, le service Finance et marchés publics veillera (en collaboration avec le service TIC) à affiner et améliorer les outils électroniques actuellement utilisés et à établir les liens adéquats en vue d'une information rapide, cohérente et complète sur la gestion financière du Cedefop.	
Principaux produits pour 2011 Les produits ressortissent aux catégories standard suivantes: • suivi et exécution satisfaisants du budget; • avant-projet de budget, projet de budget et budget 2012, avec adaptation ABB qui s'impose • mise à jour régulière de l'ABB en fonction des données effectives de mobilisation du personnel et du temps de travail • rapidité et efficacité des paiements • suivi, respect et, le cas échéant, adaptation du plan de passation des marchés • contrôle de la qualité, de l'efficacité et de la régularité des procédures	Calendrier/périodicité Action continue, rapport bimestriel Conformément au calendrier des procédures budgétaires Deux fois par an Action continue, vérification à la fin de l'année Action continue, rapport bimestriel Tout au long de l'année 2011
Projet 2: Finances et marchés publics – progrès janvier-décembre 2011 Le budget définitif 2011 a été adopté dans les délais prévus. Tous les documents nécessaires, y compris la nouvelle nomenclature simplifiée/rationalisée adoptée par le conseil d'administration, relatifs à l'avant-projet de budget, au projet de budget et au budget 2012 ont été transmis à la Commission et aux autorités budgétaires dans les délais prescrits. Le BRS établi pour incorporer dans le budget 2011 du Cedefop la subvention de la DG Emploi afin de soutenir les activités d'analyse et d'anticipation des besoins de compétences a été adopté par le conseil d'administration le 16 décembre 2011. Des versions mises à jour de l'ABB, précisant notamment les données relatives au personnel et au temps affectés à chaque activité, ont été jointes à tous les documents relatifs au budget. Le plan de passation des marchés a été exécuté dans les délais convenus. À l'exception de deux, tous les contrats prévus (y compris les nouveaux accords cadres de partenariat 2012-2015 et les conventions spécifiques de subvention 2012 avec les 29 partenaires de ReferNet)	

ont été signés au cours de l'année.

Le contrôle budgétaire à mi-parcours a été effectué en deux phases (juillet et septembre 2011) et les transferts convenus ont contribué à garantir la conformité de l'exécution de l'ensemble du budget avec les objectifs fixés, y compris s'agissant de l'utilisation des contributions norvégienne et islandaise des années précédentes.

Les mesures de contrôle, de suivi et de coordination interne améliorées mises en œuvre tout au long de l'année 2011 ont permis d'accélérer le rythme des paiements et d'accroître leur montant inscrit au titre 3 par rapport à 2010.

Projet 3: Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Le service des TIC fournit le matériel, les logiciels et l'infrastructure de réseau sous-jacents, ainsi qu'un appui interne aux objectifs opérationnels globaux, en tenant compte des priorités opérationnelles, des ressources disponibles et des risques définis.

En 2011, les objectifs seront les suivants: déployer un nouvel environnement de travail utilisateur pour tirer parti des solutions de productivité plus perfectionnées offertes par les technologies récentes et accroître la comparabilité; achever le développement du portail web; contribuer au perfectionnement du système de mesure des performances du Cedefop; renforcer l'efficacité administrative en poursuivant l'automatisation (REC en ligne, enregistrement du courrier, ABB, *time reporting*).

Principaux produits pour 2011

Maintenance efficace des infrastructures et services TIC centraux (99,9 % de disponibilité des systèmes et services centraux)

Finalisation de l'amélioration du réseau (entreprise en 2009) afin d'assurer une fiabilité et une redondance parfaites

Capacité de stockage et performance du serveur accrues de manière à assurer sa suffisance et son extensibilité pour plusieurs années

Déploiement d'un nouvel environnement utilisateur (groupe pilote de 10 utilisateurs)

Extension de la plate-forme du portail web afin d'intégrer les fonctionnalités Phases II et III

Mise en œuvre d'un système de statistiques en ligne à part entière

Déploiement et mise en œuvre du REC en ligne

Déploiement de l'enregistrement du courrier

Calendrier/périodicité

Action régulière

Décembre

1^{er} semestre

Septembre

Décembre

Septembre

Mars

Septembre

Accessibilité et maintenance des principales plates-formes (Europass, Olive, Fibus, Livelink)	Action régulière
Projet 3: Technologies de l'information et de la communication (TIC) – progrès janvier-décembre 2011 La maintenance et l'entière disponibilité des infrastructures et services centraux de TIC ont été dûment assurées. La documentation Fibus a été achevée. Toutes les applications ont été améliorées en tenant compte des besoins des utilisateurs (par ex. procédure d'inventaire, ABB, Prolive, module de missions). En coopération avec l'aire ECVL, le nouveau site web Europass, réaménagé, a été lancé le 14 décembre 2011. La demande urgente de la Commission européenne relative au développement du passeport européen des compétences et d'un nouveau document Europass a été analysée du point de vue technique et une étude de faisabilité a été préparée (nouvelle activité). Portail web: les procédures opérationnelles avec le nouveau contractant ont été définies de manière à assurer disponibilité sans faille et rapidité. Le système de gestion des contenus (<i>content management system</i> – CMS) a été amélioré. Plus de 280 questions ont été examinées et résolues. Un service de statistiques en ligne à part entière a été mis en œuvre: des rapports automatisés ont été créés et des actions de maintenance automatisées mises en place pour contrôler la qualité des données. Présentation sur le portail web des données et résultats des prévisions de compétences: les critères utilisateurs, la modélisation des données et le cahier des charges étaient prêts en juillet. Des tests à grande échelle ont été effectués en décembre 2011. La mise en place est désormais en phase finale et l'outil de présentation en ligne sera opérationnel comme prévu en février 2012. Le REC en ligne a été déployé en février et a reçu un accueil positif de la part du personnel. L'application de recrutement en ligne (RECON) a été finalisée et utilisée avec succès pour neuf procédures de recrutement en 2011. L'application d'enregistrement des courriers entrants a été déployée fin février. La protection des données et la procédure révisée relative aux données des tierces parties ont été pleinement mises en œuvre dans Fibus (1^{er} semestre 2011). L'application en ligne TEAMS (flux de travail de traduction et d'édition) a été finalisée et sera utilisée à compter du 1^{er} janvier. La base de données de contacts a été réaménagée. Elle contient les contacts de 4 127 particuliers et de 2 273 institutions. L'amélioration du réseau a progressé comme prévu et une nouvelle infrastructure a été installée. Le serveur mandataire a été testé par des volontaires entre juin et septembre et est opérationnel depuis octobre 2011. Il garantit une meilleure sécurité, dans le respect de la politique actuelle de TIC, et recueil des données anonymes sur l'utilisation de l'internet. La migration Windows et Office a été préparée et des groupes pilotes de 10 utilisateurs ont été équipés des nouveaux outils Windows 7 et Office 2010. La migration pour l'ensemble du personnel sera achevée au cours du 1^{er} trimestre 2012. Une formation de sensibilisation à la sécurité des TIC a été dispensée à l'ensemble du personnel et une évaluation de la sécurité des systèmes	

de TIC a été effectuée (tests de pénétration).

La migration des communautés virtuelles dans Synapses, un logiciel fourni gratuitement par la Commission européenne, a débuté et sera achevée comme prévu d'ici à la fin du mois de mars 2012.

Enfin, le service des TIC a vérifié la bonne mise en œuvre des procédures de sauvegarde et de récupération des données et conservé (dans un coffre-fort bancaire) des copies de sauvegarde hors ligne tout au long de l'année.

Projet 4: Installations

Continuer le mieux possible, dans les limites des contraintes budgétaires, à assurer l'entretien et la sécurité des locaux et à fournir l'appui nécessaire pour permettre au personnel d'atteindre les objectifs du Cedefop.

En 2011, le service veillera à l'exécution des travaux de maintenance et d'amélioration des infrastructures, à leur surveillance, ainsi qu'à la continuité des activités et au bon déroulement des procédures contractuelles.

Principaux produits pour 2011

Les produits ressortissent aux catégories standard suivantes:

- installations de base et services de sécurité, travaux de maintenance;
- réalisation et suivi des travaux de rénovation à entreprendre pour corriger les défaillances des bâtiments (travaux réalisés par Egnatia Odos AE et financés par des fonds grecs);
- contribution des installations au plan de continuité des activités;
- suivi des contrats de services en cours, élaboration des cahiers des charges pour les nouveaux appels d'offres;
- propositions d'amélioration (économies d'énergie, santé et sécurité);
- contrôle de la planification et du budget relatifs aux installations.

Calendrier/périodicité

Rapports réguliers

En attente de décision – 2nd semestre

Décembre

Action continue

Mars et juin

Rapports réguliers

Projet 4: Installations – progrès janvier-décembre 2011

Toutes les installations de base, tous les services de sécurité et tous les travaux de maintenance ont fait l'objet d'un suivi minutieux.

Le gouvernement grec a confié la réalisation des travaux de rénovation des bâtiments du Cedefop à la société *Egnatia Odos AE*. Le contrat a été signé en septembre et les travaux ont débuté en novembre. En raison des retards liés à ces travaux (initialement prévus en 2010), la peinture des locaux et le remplacement des équipements audiovisuels ont été reportés à 2012.

Le manuel des procédures d'urgence du Cedefop a été publié en février et une formation à ces procédures a été organisée en mai pour l'ensemble du personnel. Une politique de sécurité du Cedefop, définissant les principes et les mesures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du Centre, a été élaborée et communiquée à l'ensemble du personnel (janvier 2012).

L'élaboration d'un plan de continuité des activités a débuté: une déclaration de principe a été communiquée à l'ensemble du personnel, une équipe de projet a été désignée et une évaluation des risques opérationnels ainsi que de l'impact des situations d'urgence potentielles a été effectuée. Les conclusions seront formalisées d'ici à la fin du 1^{er} semestre 2012.

Les contrats de services en cours ont fait l'objet d'un suivi minutieux et toutes les procédures d'appel d'offres ont été lancées dans les délais prévus.

La procédure d'appel d'offres relative au diagnostic de performance énergétique des bâtiments du Cedefop en vue de l'obtention d'un certificat en la matière n'a pas porté ses fruits et sera réitérée début 2012.

4. ANNEXES

- I. Conseil d'administration du Cedefop
- II. Organigramme du Cedefop
- III. Ressources humaines
- IV. Personnel du Cedefop par aire d'activités
- V. Exécution du budget 2011
- VI. Rapport synoptique sur l'ABB 2011
- VII. Indicateurs de performance du Cedefop 2011
- VIII. Principales publications parues en 2011
- IX. Principales conférences organisées en 2011
- X. Statistiques Europass 2011
- XI. Statistiques relatives aux visites d'étude 2010/2011
- XII. ReferNet – Réseau européen du Cedefop pour l'EFP

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CEDEFOP (SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2011)

Une liste mise à jour est disponible sur le site web du Cedefop:

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/governance/governing-board.aspx>

MEMBRES PARTICIPANT AUX RÉUNIONS DU BUREAU

Président Organisations de travailleurs	M. Hermann Nehls Deutscher Gewerkschaftsbund – DGB Allemagne
Vice-présidente Représentante des organisations d'employeurs	M ^{me} Barbara Dorn BDA – Confédération des associations d'employeurs allemandes Directrice de l'éducation et de la formation professionnelle Allemagne
Vice-présidente Représentante des gouvernements	M ^{me} Micheline Scheys Ministère de l'éducation et de la formation Belgique
Vice-présidente Commission européenne	M ^{me} Hélène Clark Commission européenne Direction générale de l'éducation et de la culture Directrice de la DG EAC/B

Commission européenne	M. Pierre Mairesse Commission européenne Direction générale de l'éducation et de la culture Directeur de la DG EAC/A
Commission européenne	M. João Delgado Commission européenne Direction générale de l'éducation et de la culture Chef de l'unité DG EAC/B4
Commission européenne	M ^{me} Isabelle Mazingant Commission européenne Direction générale de l'éducation et de la culture Fonctionnaire DG EAC/B4
Coordinatrice Groupe des gouvernements	M ^{me} Carina Lindén Ministère de l'éducation et de la recherche – Suède
Représentante au sein du Bureau Groupe des travailleurs	M ^{me} Laurence Martin Force Ouvrière – F.O. – France
Coordinatrice Groupe des employeurs	M ^{me} Helena Strigard The Confederation of European Business – BUSINESSEUROPE
Coordinatrice Groupe des travailleurs	M ^{me} Cinzia Sechi Confédération européenne des syndicats - CES

Observatrice	M ^{me} Kristin Evensen
Représentante de l'EEE	Ministère de l'éducation, de la recherche et des cultes – Norvège

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CEDEFOP ⁽³⁸⁾

	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS
BE Belgique	(système de rotation) M ^{me} Micheline Scheys Vice-présidente, groupe des gouvernements Ministère de l'éducation et de la formation M ^{me} Isabelle Voiturier FOREM	M. Michel van Uytfanghe ACV-CSC	M. Jan Delfosse F.E.D.I.S.
BG Bulgarie	M ^{me} Emilia Valchoska ⁽³⁹⁾ Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences	M ^{me} Svetla Toneva KNSB – Confédération des syndicats libres de Bulgarie	M ^{me} Daniela Simidchieva ⁽⁴⁰⁾ Association des industries bulgares Union des entreprises bulgares
CZ République tchèque	M. Miroslav Prochazka Institut national de l'enseignement technique et professionnel	M ^{me} Milada Pelajova Confédération des syndicats tchèques et moraves	M. Pavel Chejn Association tchèque des employeurs du secteur de l'énergie (CSZE)
DK Danemark	M. Roland Svarrer Østerlund Undervisningsministeriet	M. Erik Schmidt FTF – Confédération des employés et des fonctionnaires	M. Henrik Bach Mortensen Dansk Arbejdsgiverforening

⁽³⁸⁾ Décision du Conseil du 14 septembre 2009 portant renouvellement du conseil d'administration du Cedefop (JO C 226 du 19.9.2009, p. 2).

⁽³⁹⁾ JO C 281 du 24.9.2011 p. 16.

⁽⁴⁰⁾ JO C 60 du 25.2.2011, p. 10.

	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS
DE Allemagne	M. Peter Thiele Bundesministerium für Bildung und Forschung	M. Hermann Nehls Président Deutscher Gewerkschaftsbund – DGB	M ^{me} Barbara Dorn Vice-présidente, groupe des employeurs BDA – Confédération des associations d'employeurs allemandes Directrice de l'éducation et de la formation professionnelle
EE Estonie	M. Kalle Toom Ministère de l'éducation et de la recherche	M ^{me} Kaja Toomsalu Confédération des syndicats estoniens	M. Tarmo Kriis Confédération estonienne des employeurs
IE Irlande	M. Patrick Hayden Employment and Training Strategy Department of Education and Skills	M. Peter Rigney Irish Congress of Trade Unions	M ^{me} Tony Donohoe IBEC Irish business and employers
EL Grèce	M ^{me} Alexandra Ioannidou ⁽⁴¹⁾ Ministère de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des cultes	M. Michalis Kouroutos G.S.E.E.	M. Evangelos Boumis K.E.K. – IVEPE
ES Espagne	M. Adolfo Hernández Gordillo ⁽⁴²⁾ Ministerio de Trabajo e Inmigración Subdirector General de Políticas Activas de Empleo del Servicio Público de Empleo Estatal (SPEE)	M ^{me} Luz Blanca Cosío Almeida UGT	M. Juan Carlos Tejeda Hisado ⁽⁴³⁾ Confederación Española de Organizaciones Empresariales – CEOE
FR France	M ^{me} Elisabeth Arnold Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative	M ^{me} Laurence Martin Force Ouvrière – F.O.	M. Bernard Falck Mouvement des entreprises de France – MEDEF
IT	M. Filippo Mazzotti Ministerio del Lavoro, della Salute e delle	M. Roberto Pettenello CGIL	M. Claudio Gentili Confindustria

⁽⁴¹⁾ JO C 147 du 5.6.2010, p. 19.

⁽⁴²⁾ JO C 122 du 11.5.2010, p. 2.

⁽⁴³⁾ JO C 159 du 28.5.2011, p. 17.

	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS
Italie	Politiche Sociali Direzione Generale per le Politiche per l'Orientamento e la Formazione		
CY Chypre	M. George Papageorgiou Ministry of Labour and Social Insurance	M. Nikos Nikolaou Cyprus Workers' Confederation SEK	M. Michael Pilikos Cyprus Employers and Industrialists Federation
LV Lettonie	M. Janis Gaigals Ministère de l'éducation et des sciences	M ^{me} Ruta Pornece (⁴⁴) Confédération des syndicats libres de Lettonie – LBAS	M ^{me} Ilona Kiukucane Confédération des employeurs de Lettonie
LT Lituanie	M. Romualdas Puskas Ministère de l'éducation et des sciences	M ^{me} Tatjana Babrauskienė Confédération des syndicats de Lituanie	M ^{me} Laura Sirvydiene Confédération lituanienne des industriels
LU Luxembourg	M. Nic Alff Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle	M ^{me} Danièle Nieves	M. Paul Krier Chambre des métiers du Grand-Duché du Luxembourg
HU Hongrie	M ^{me} Ildikó Modlányi Görgényi Institut national de l'enseignement professionnel	M. Ferenc Toth SZEF	M. Zoltán Pete Fédération nationale des entrepreneurs hongrois
MT Malte	M. James Joachim Calleja (⁴⁵) Ministry of Education, Youth and Employment	M. William Portelli Confederation of Malta Trade Unions	M ^{me} Jeanelle Catania (⁴⁶) The Malta Chamber of Commerce, Enterprise and Industry
NL Pays-Bas	M. Peter van IJsselmuiden Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap	M. Bart Bruggeman Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV)	M. G.A.M. van der Grind (⁴⁷) LTO Nederland

(⁴⁴) JO C 147 du 5.6.2010, p. 19.

(⁴⁵) JO C 268 du 2.10.2010, p. 1.

(⁴⁶) JO C 191 du 1.7.2011, p. 9.

(⁴⁷) JO C 60 du 25.2.2011, p. 10.

	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS
AT Autriche	M. Reinhard Nöbauer ⁽⁴⁸⁾ Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur	M. Alexander Prischl Österreichischer Gewerkschaftsbund – ÖGB	M. Gerhard Riemer Industriellenvereinigung
PL Pologne	M. Piotr Bartosiak Ministère de l'éducation nationale – MINISTERSTWO EDUKACJI NARODOWEJ	M ^{me} Gertruda Wieczorek ⁽⁴⁹⁾ OPZZ	M. Andrzej Stepnikowski ⁽⁵⁰⁾ ZRP – Association polonaise des artisans
PT Portugal	M. Nuno Pestana ⁽⁵¹⁾ Ministère de l'économie et de l'emploi	M. Augusto Praça CGTP-IN	M. José Sanchez Ramirez
RO Roumanie	M ^{me} Gabriela Ciobanu Centre national pour le développement de l'EFP	M. Gheorghe Simon Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie – CNSLR-FRATIA	M. Ion Hohan Confédération générale des industriels de Roumanie UGIR-1903
SI Slovénie	M. Anton Simonič Ministère de l'éducation et des sports Division des affaires européennes	M. Marjan Urbanč Association des syndicats libres de Slovénie - ZSSS	M. Anze Hirsil Association des employeurs de Slovénie
SK Slovaquie	M. Juraj Vantuch Institut national de l'EFP Observatoire national de l'EFP	M. Alexander Kurtanský Confédération des syndicats de République slovaque (KOZ SR)	M. Daniel Hrdina Association des employeurs des transports, postes et télécommunications de la République slovaque
FI	M ^{me} Tarja Riikimäki	M. Erkki Laukkanen ⁽⁵²⁾	M ^{me} Mirja Hannula

⁽⁴⁸⁾ OJ C 304 du 10.11.2010, p. 3.

⁽⁴⁹⁾ OJ C 60 du 25.2.2011, p. 10.

⁽⁵⁰⁾ OJ C 147 du 5.6.2010, p. 19.

⁽⁵¹⁾ OJ C 162 du 1.6.2011, p. 6.

⁽⁵²⁾ Nommé par la CES en remplacement de M. Aleksis Kalenius.

	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS
Finlande	Ministère de l'éducation	Confédération finlandaise des cadres STTK	Confédération des industries finlandaises EK
SE Suède	M ^{me} Carina Lindén Coordinatrice du groupe des gouvernements Ministère suédois de l'éducation et de la recherche	M ^{me} Ulrika Hektor TCO Sweden	M. Karin Thapper Association des entreprises d'ingénierie de Suède
UK Royaume-Uni	M ^{me} Nicola Archer Joint International Unit – Department for Education and Skills	M. Iain Murray ⁽⁵³⁾ Trade Union Congress	M. Richard Wainer Confederation of British Industry – CBI

REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE ⁽⁵⁴⁾

M. Jan Trzeczyński Direction générale de l'éducation et de la culture Directeur général de la DG Éducation et culture
M ^{me} Hélène Clark Vice-présidente, Commission européenne Direction générale de l'éducation et de la culture

⁽⁵³⁾ JO C 349 du 30.11.2011, p. 2.

⁽⁵⁴⁾ Communication – Nomination des représentants de la Commission (JO C 88 du 25.3.2000, p. 6).

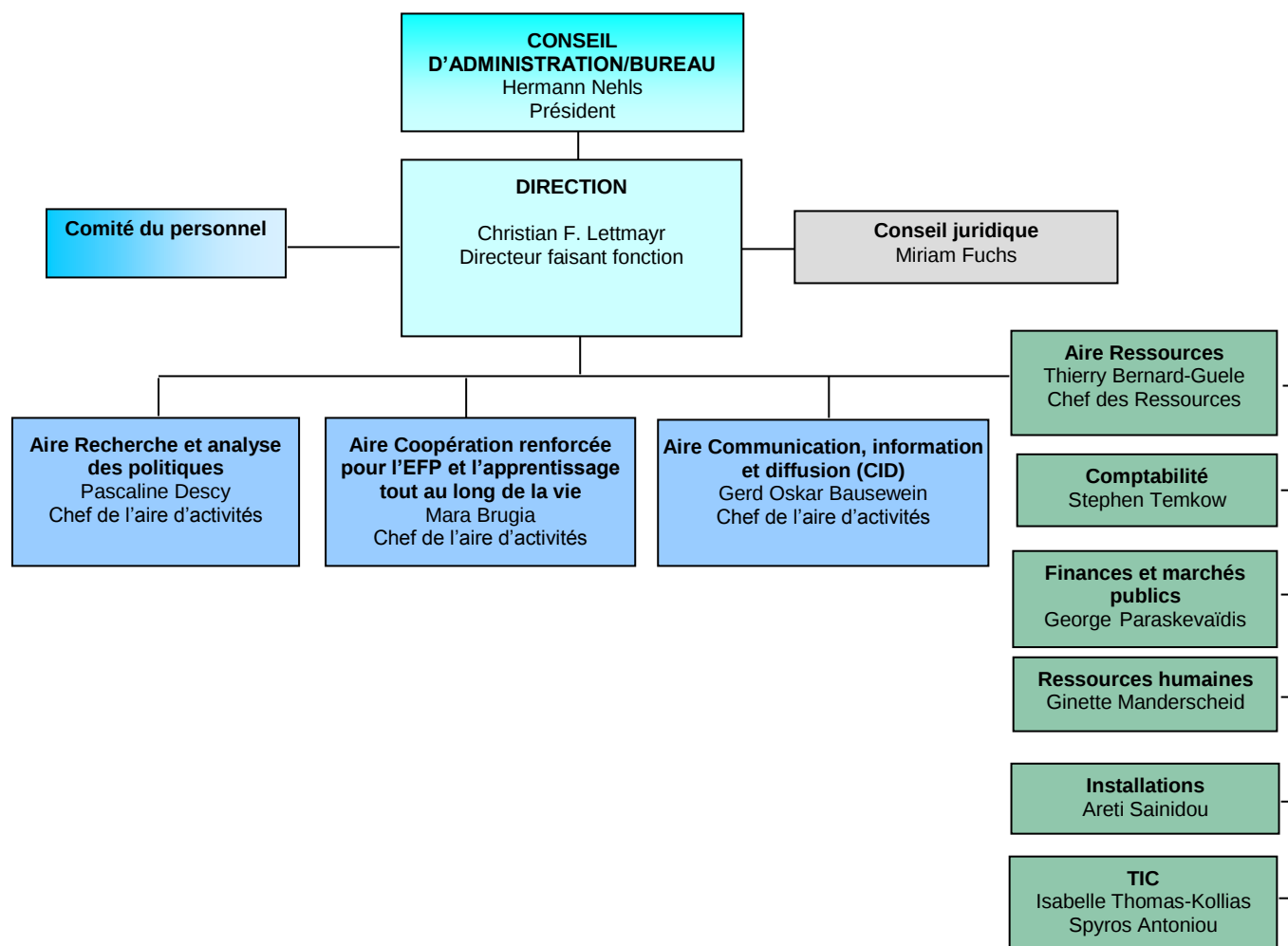
Directrice de la DG EAC-B Éducation et formation tout au long de la vie: domaines politiques et programme
M. Pierre Mairesse Direction générale de l'éducation et de la culture Directeur de la DG EAC-A Éducation et formation tout au long de la vie: politiques horizontales et stratégie 2020
M. João Delgado Direction générale de l'éducation et de la culture Chef de l'unité DG EAC-B4 Éducation et formation tout au long de la vie: domaines politiques et programme Formation professionnelle: Leonardo da Vinci
Participe également aux réunions: M ^{me} Isabelle Mazingant Direction générale de l'éducation et de la culture Fonctionnaire DG EAC-B4

COORDINATEURS	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS			REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS		
		TRAVAILLEURS			D'EMPLOYEURS		
		M ^{me} Cinzia Sechi Confédération européenne des syndicats			M ^{me} Helena Strigard BUSINESSEUROPE		
OBSERVATEURS	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS			REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS		
		TRAVAILLEURS			D'EMPLOYEURS		

Islande	M ^{me} Ásta Sif Erlingsdóttir Ministère de l'éducation, des sciences et de la culture Université d'Islande – Bureau de liaison de la recherche		
Norvège	M ^{me} Kristin Evensen Représentante de l'EEE au Bureau Ministère de l'éducation, de la recherche et des cultes	M. Tor-Arne Solbakken Confédération norvégienne des syndicats	M. Helge Halvorsen Confédération des entreprises norvégiennes

ANNEXE II

ORGANIGRAMME DU CEDEFOP (SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2011)



Ressources humaines

Situation du personnel au 31 décembre 2011

Le tableau des effectifs 2011 comptait 101 postes (50 AD et 51 AST). Il existait plus de postes temporaires que de postes permanents, tant dans la catégorie AD (35/15) que dans la catégorie AST (31/20).

Au 31 décembre 2011, le Centre employait 97 personnes sur la base du tableau des effectifs. S'agissant des quatre postes non occupés, les procédures de sélection étaient en cours, y compris une nouvelle procédure pour le poste de directeur (dès lors que la première procédure de sélection achevée en 2011 a été infructueuse).

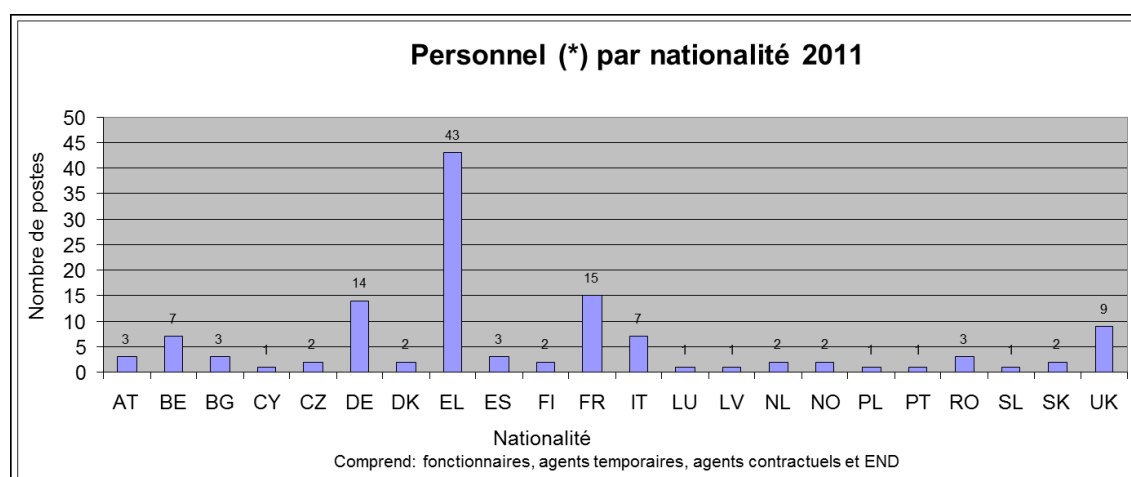
Au 31 décembre 2011, 125 personnes travaillaient au Cedefop, dont:

- trois experts nationaux détachés (END),
- 25 agents contractuels (AC).

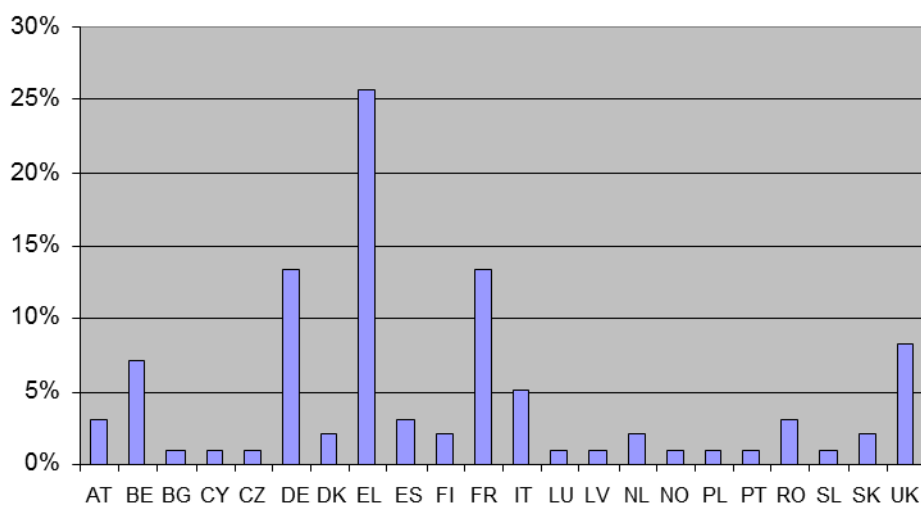
Travaillaient également au Centre les collaborateurs internes non statutaires suivants:

- un médecin et un assistant informatique (service d'assistance);
- des gardes assurant une sécurité 24 heures sur 24, avec trois relèves, sur la base d'un contrat de service spécifique avec une société par laquelle sont également employés les standardistes du Centre;
- des agents de nettoyage;
- des agents assurant l'entretien des bâtiments et du terrain.

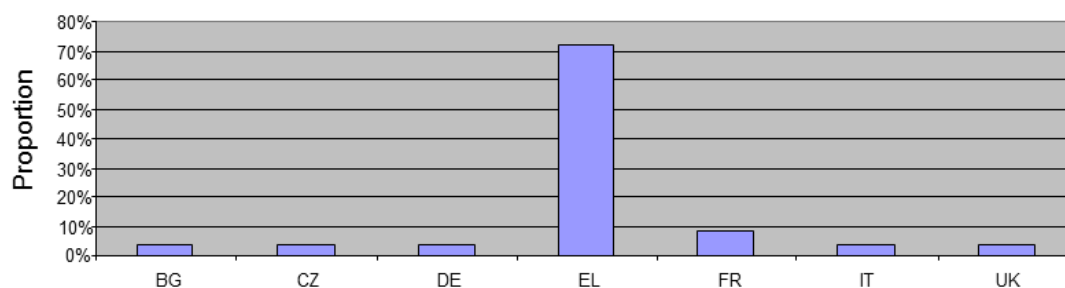
Les graphiques ci-après présentent la composition du personnel statutaire par nationalité, âge, sexe et ancienneté de service au Cedefop.



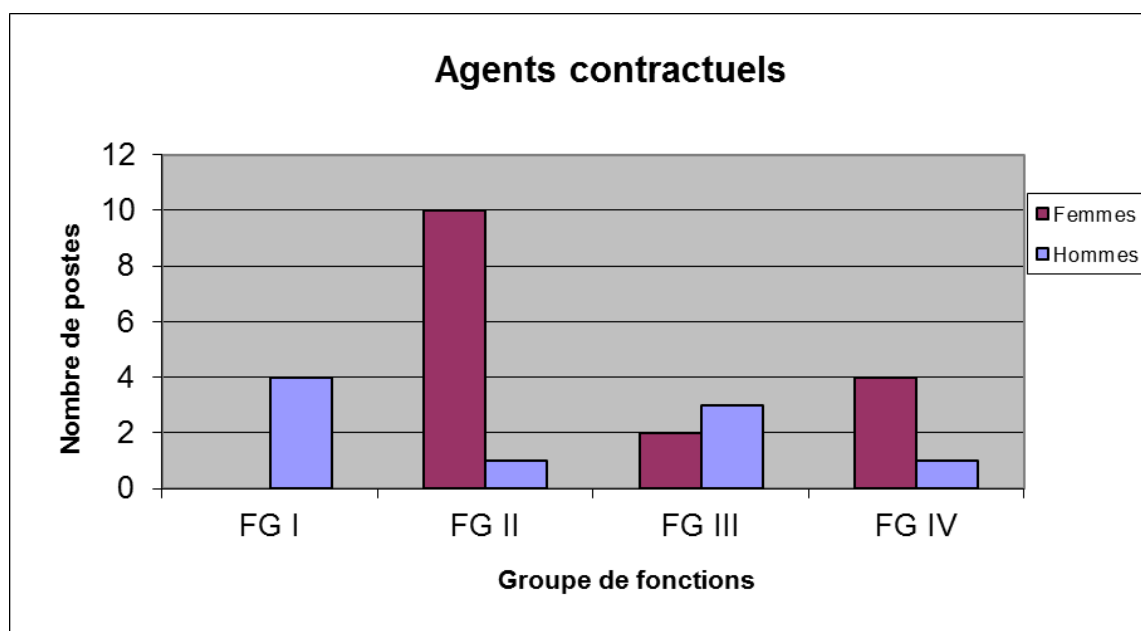
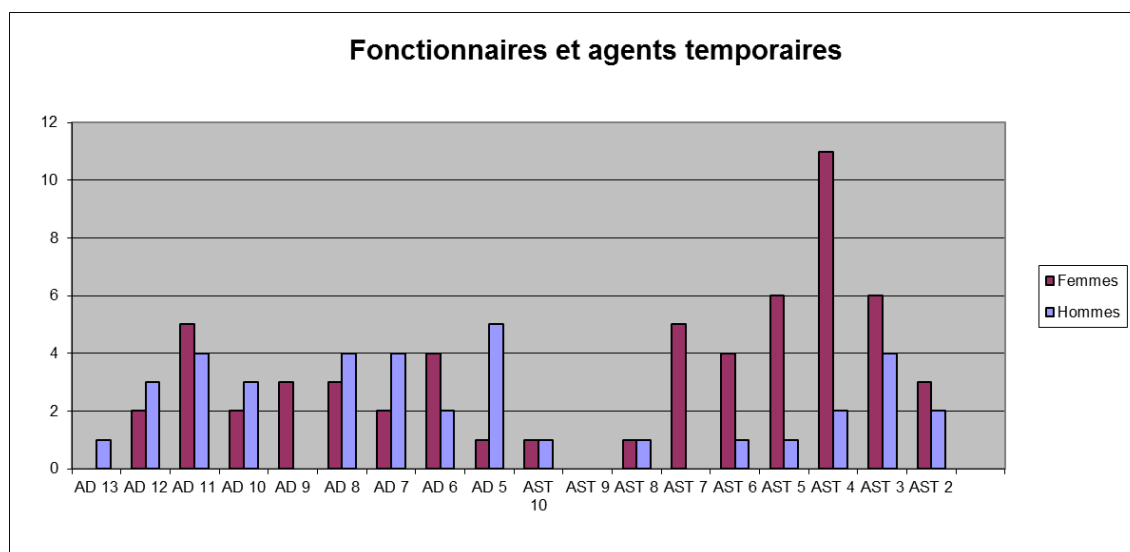
Fonctionnaires et agents temporaires par nationalité



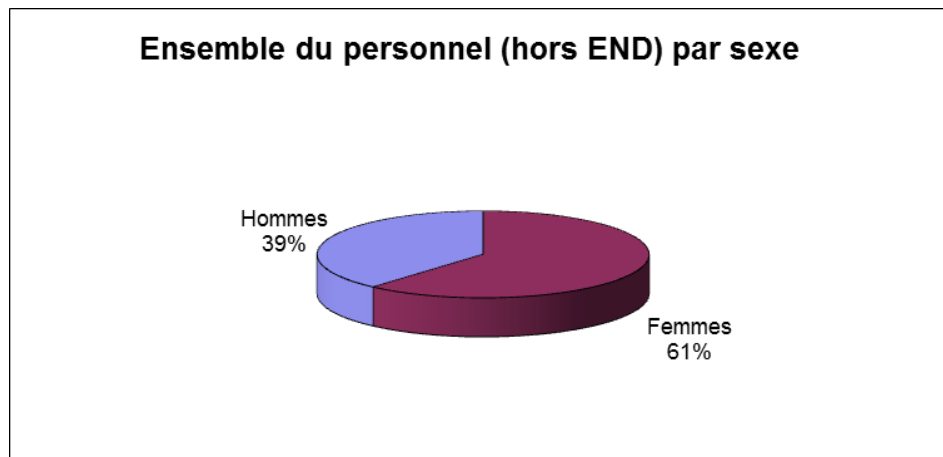
Agents contractuels par nationalité



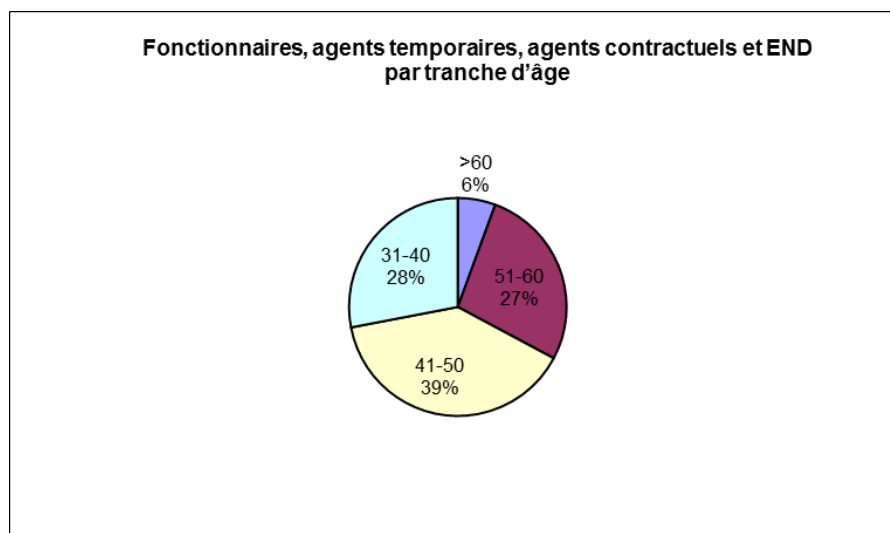
Postes pourvus du Cedefop (hommes/femmes)



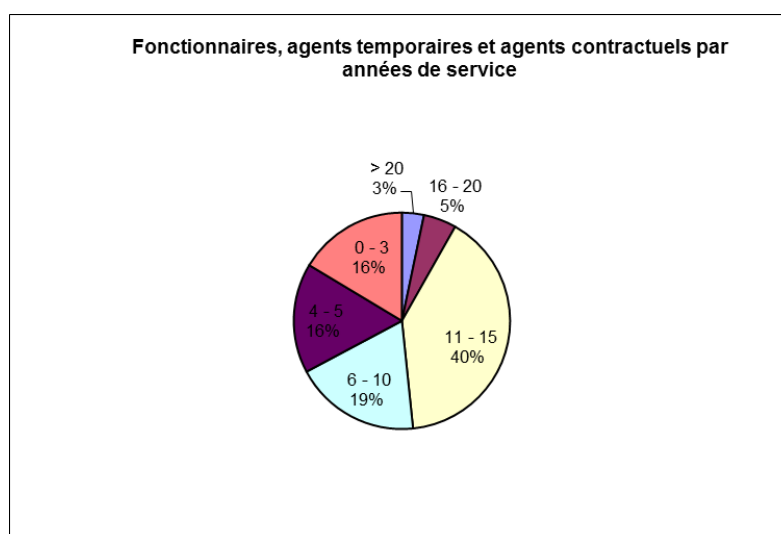
Par sexe



Par tranche d'âge



Par années de service



Annexe IIIb

Personnel du Cedefop par aire d'activités (au 31 décembre 2011)**Direction**

Directeur faisant fonction
 Assistante principale
 Assistante
 Assistante du directeur
 Conseiller principal

Lettmayr Christian
 Boucouvala-Ketterer Michèle
 Soerensen-Ballis Tine
 Schmid Eleonora (50%)
 Tossounidis Lazaros

Services juridiques, protection des données et système de mesure des performances (*performance measurement system* – PMS)

Conseillère juridique
 Assistante

Fuchs Miriam
 Karamanoli Maria

Délégué à la protection des données

Antoniou Spyros (25%)

Expert principal
 Assistant principal
 Expert

Bainbridge Steven (20%)
 Graziosi Adriano (20%)
 Stimpson Alex (35%)

1. Aire Recherche et analyse des politiques

Chef de l'aire d'activités

Descy Pascaline

Assistante – gestion de l'aire d'activités

Puurunen Rauni-Helena

Expert principal
 Expert
 Assistante
 Expert principal – coordination ReferNet
 Assistant
 Expert
 Assistant principal
 Expert
 Assistante principale
 Expert principal
 Expert principal
 Expert
 Expert principal
 Assistante
 Expert

Bainbridge Steven (30%)
 Barabasch Antje
 Berkat Maria
 Bousquet Sylvie
 David Craescu Ramona Carmen
 Dunkel Torsten
 Graziosi Adriano (30%)
 Haugoy Grethe
 Herpin Béatrice
 Hrabinska Maria
 Kvetan Vladimir
 Lipinska Patrycja
 Nestler Katja
 Panagiotou Roula
 Pouliakas Konstantinos

Expert principal	Ranieri Antonio
Expert principal	Russo Giovanni
Expert	Serafini Marco
Expert	Sofroniou Nicholas
Expert	Stimpson Alex (65%)
Assistante	Van de Veerdonk Eleonore
Expert principal	Van Loo Jasper Bastiaan
Assistante	Zoppi Marena
Expert	Zuckersteinova Alena

2. Aire Coopération renforcée pour l'EFP et l'apprentissage tout au long de la vie

Chef de l'aire d'activités	Brugia Mara
Assistante principale – gestion de l'aire d'activités	Katsaouni Pelagia
Assistante	Basiakou Joanne
Expert principal	Bertzeletou Tina
Expert principal bureau de Bruxelles	Bjørnåvold Jens
Assistante	De Martino Alessia
Expert	Dehmel Alexandra
Expert principal – coordination progr. visites d'étude	Feuerstein Michaela
Assistante – progr. visites d'étude	Gadji Silke
Expert principal – progr. visites d'étude	Hamers Hélène
Expert – progr. visites d'étude	Jemeljanova Irina
Assistante principale – progr. visites d'étude	Karagiozopoulou Mary
Expert – progr. visites d'étude	Kostakis George
Expert principal	Launikari Mika Tapio
Expert	Le Mouillour Isabelle
Assistante – progr. visites d'étude	Musca Angela
Assistante	Noutsia Yvonne
Assistante	Nychas Christine-Evelyn
Assistante	Oraiopoulou Vasiliki
Expert principal	Pevec Grm Slava
Expert	Psifidou Irene
Expert principal	Schmid Eleonora (50%)
Expert principal	Tissot Philippe
Expert	Todorova Maria
Expert	Villalba-Garcia Ernesto
Assistante – progr. visites d'étude	Wehrheim Stéphanie
Expert principal	Zahilas Loukas
Assistante – progr. visites d'étude	Zekou Chryssa

3. Aire Communication, information et diffusion

Chef de l'aire d'activités	Bausewein Gerd Oskar
Assistante – gestion de l'aire d'activités	Wintrebert Catherine
Expert principal – relations avec les parties prenantes	Bainbridge Steve (50%)
Assistante – édition en anglais	Bochori Stella
Assistant principal – édition en anglais	Bond David
Assistante principale	Brenner Bettina
Expert principal – bibliothécaire système	Bustamante Jesus
Assistante – service traduction	Cazals Madeleine
Assistante principale – service traduction	Clark Alison (50%)
Expert principal/traducteur – édition et traduction	Crabbe David
Expert principal – présentation et conception graphique	Dreyer Isabel
Assistante – impression et diffusion	Fotopoulou Zacharoula
Expert principal – relations publiques et manifestations	Frey Corinna
Assistant – gestion du contenu web	Ioannides Michael
Assistante – enregistrement du courrier	Kanakoglou Vania
Expert – archivage et gestion des archives	McClure Paula Mello
Assistante principale – organisation de conférences	Mourmouris Despo
Expert principal	Mughini Clara
Expert principal – service de presse	Nezi Ioanna
Assistant – bibliothèque et documentation	Roman Cosmin
Assistante principale – bibliothèque et documentation	Santos Maite
Assistant – impression et diffusion	Seiffert Peter
Assistant – impression et diffusion	Tanakidis Michalis
Assistante principale – gestion du contenu web	Toussaint Nancy
Assistante principale – bibliothèque et documentation	Tsaika Annie
Assistante principale – bibliothèque et documentation	Tzolas Ekaterina
Responsable – bibliothèque et documentation	Willem Marc
Assistante principale – présentation et conception graphique	Wolny Dagmar
Assistante	Sarka Zaveska-Deligiani

4. Aire Ressources

Chef de l'aire d'activités	Bernard-Guêlle Thierry
Assistante – gestion de l'aire d'activités	Kiorpelidou Josephina
Responsable – ressources humaines	Manderscheid Ginette
Responsable – finances et marchés publics	Paraskevaïdis George

Expert principal – opérations et infrastructures TIC	Antoniou Spyros (80%)
Assistante administrative – marchés publics	Assumel-Lurdin Clotilde
Assistante administrative – ressources humaines	Bassou Dimitra
Assistant technique	Boucoulas Vassilis
Assistante principale – coordination des formations	Clark Alison (50%)
Cuisinier	Deliopoulos Aris
Assistant technique – services généraux de soutien	Dimakopoulos Dimitris
Assistante administrative principale – régies d'avances	Dovas Kalliope
Assistante administrative – marchés publics	Eleftheroudi Dimitra
Assistant technique – sécurité	Gayraud Bernard
Expert – gestion et rapports RH	Germanova Rayna
Assistant administratif principal – finances	Joureau Philippe
Comptable adjoint	Kalpakidi Athanasia
Assistante administrative – RH	Koufa Christina
Assistante technique	Kyparissa Martha
Assistante administrative – finances	Lantzoni Alexandra
Assistant technique – services généraux de soutien	Markoglou Anastassios
Assistant – développement et administration des systèmes d'information	Mellios Thomas
Assistante administrative principale – finances	Mouffe Bernadette
Responsable du restaurant	Nikolaïdis Dimitris
Assistant technique	Papadopoulos Alexandros
Assistante principale – développement TI	Papargiris Stella
Assistante administrative – RH	Pedersen Trine
Expert – gestion des installations et sécurité	Sainidou Areti
Assistant principal – administration des systèmes	Sakellariou Theodoros
Expert – développement web et sécurité informatique	Siaperas Athanassios
Assistant administratif – marchés publics	Sirakov Yancho
Assistante administrative – marchés publics	Stogianou Elena
Cuisinier	Tanis Dimitris
Comptable	Temkow Stephen Rocco
Assistant administratif – RH	Theodoridis Theodoros
Expert principal – systèmes d'information	Thomas-Kollias Isabelle
Assistante – TIC	White Caroline
Assistant technique	Ziogas Konstantinos

Exécution du budget et rapport ABB 2011

Exécution du budget

Le tableau 1 montre que le budget 2011 du Cedefop a été exécuté dans sa quasi-totalité, que les contributions norvégienne et islandaise des années précédentes ont été gérées efficacement et que les objectifs fixés pour l'utilisation de ces contributions – tels que convenus avec la Cour des comptes – ont été réalisés. La sous-utilisation prévue des crédits disponibles au titre 1, due aux économies réalisées suite à certains départs et au report de certaines procédures de recrutement, a servi à couvrir des dépenses inscrites aux titres 2 et 3 liées à des services/produits indispensables prévus dans le programme de travail.

Budget par activités (*activity-based budget* – ABB) – Rapport synoptique 2011

Le tableau 2 montre l'état d'exécution de l'ABB au 31 décembre 2011. Concernant les ressources humaines affectées aux diverses activités, certains transferts ont été effectués en raison des changements intervenus dans le personnel, des activités supplémentaires et des réaffectations de personnel que celles-ci ont nécessité. Des départs non prévus et le report de certaines procédures de recrutement se sont traduits par une réduction globale de près de deux postes en équivalent plein temps.

Tableau 1: Exécution du budget 2011

Titres	A. Budget initial	B. Transferts et BRS	C. Budget final (après transferts et BRS en fin d'année) = A+B	D. Bloqué sur engagement provisionnel et spécifique	E. Budget restant à la fin de l'année = C-D	F. Exécution effective (bloqué en % du budget final) = D/C	G. Reports automatiques sur 2012	H. Exécution du budget final = D+G	I. Taux d'exécution du budget = H/C
Titre 1 (personnel)	11 500 000	- 699 920	10 800 080	10 610 203	189 877	98,24%	142 128	10 752 331	99,56%
Titre 2 (bâtiments, équipements, dépenses de fonctionnement)	1 385 000	204 620	1 589 620	1 552 104	37 516	97,64%	34 219	1 586 323	99,79%
Titre 3 (hors chap. 31)	4 445 000	495 300	4 940 300	4 826 876	113 424	97,70%	21 607	4 848 482	98,14%
Budget total (hors chap. 31)	17 330 000	0	17 330 000	16 989 183	340 817	98,03%	197 954	17 187 137	99,18%
31 (participation de pays tiers + BRS)	399 190	1 106 655	1 505 845	1 100 000	405 845	73,05%	0	1 100 000	73,05%
BUDGET TOTAL (avec chap. 31)	17 729 190	1 106 655	18 835 845	18 089 183	746 662	96,04%	197 954	18 287 137	97,09%

**Exécution de la subvention de l'UE et des
contributions norvégienne et islandaise**

Subvention de l'UE	17 270 000
Ressources propres (hors chap. 31 et BRS)	60 000
<i>Somme 1</i>	17 330 000
dont exécution en 2011	99,18%
Chap. 31 (hors BRS)	399 190
<i>Somme 2</i>	17 729 190
of which implemented in 2011	96,94%
BRS (adopté par le CA le 16.12.2011)	1 106 655
<i>Somme 3</i>	18 835 845
dont exécution en 2011	97,09%

CEDEFOP

ABB Compact Report
2011

Area	Activity Name	*FTE		Title 1	Title 2	Title 3	Total		
		Initial	Current				Initial	Current	(%)
RPA	VET research	9,02	7,46	816.402,10	98.712,16	120.402,36	1.035.516,62	1.195.273,89	115,43%
RPA	Skills analysis	13,36	12,63	1.198.776,00	146.247,37	653.052,85	1.998.076,22	2.872.757,25	143,78%
RPA	Policy analysis	13,10	14,01	1.100.460,89	143.358,49	412.974,49	1.656.793,87	1.891.329,94	114,16%
RPA	ReferNet	4,57	4,01	405.690,70	50.108,94	992.796,78	1.448.596,42	1.370.389,13	94,60%
ECVL	Education and Training 2020	30,92	29,48	2.552.398,00	338.454,20	1.394.859,45	4.285.711,65	4.199.395,64	97,99%
ECVL	Study Visits	15,46	14,48	1.308.788,95	169.148,31	292.519,75	1.770.457,01	1.661.176,28	93,83%
CID	External communication	14,75	17,05	1.401.556,35	161.374,60	220.105,67	1.783.036,62	2.094.195,85	117,45%
CID	Documentation and information service	12,90	12,53	1.184.334,19	141.169,94	282.454,75	1.607.958,88	1.519.310,33	94,49%
CID	Publications	9,27	9,81	829.008,78	101.425,95	110.833,86	1.041.268,59	1.068.563,42	102,62%
ABB (1):		123,35	121,46	10.797.415,96	1.349.999,96	4.479.999,96	16.627.415,88	17.872.391,73	107,49% ⁽⁴⁾
Budget 2011 (2):				11.500.000,00	1.385.000,00	5.950.845,00	18.835.845,00		
(2) - (1):				702.584,05 ⁽¹⁾	35.000,04 ⁽²⁾	1.470.845,04 ⁽³⁾	2.208.429,12		

*FTE: The FTE comprises of a) the direct staff allocation and b) the redistribution of the non-core activities. The initial redistribution key is based on the activities' planned costs while the current one is based on the activities' actual costs (blocked), which explains the resulting slight differences for each activity.

- (1) Differences between the ABB and the PDB 2011 in Title 1 correspond to:
- a) Vacant post of Director, 3 AD and 2 AST posts that are not allocated for the full year, but only for the foreseen effective period of presence of the new staff concerned, this factor leading to adjustment of projections, EUR 444,500;
 - b) The estimated cost of promotion rounds for 2010 and 2011 for officials, temporary agents and contract agents, EUR 98,000;
 - c) Two SNEs are to be recruited in 2011; recruitment costs in combination with daily allowances and monthly travel account for EUR 80,000;
 - d) The projected cost of the annual travel allowance for contract agents (paid from budget line 1112), EUR 45,000;
 - e) Assigned revenue recovered in 2011 for EUR 35,000;
 - f) Finally, the remaining amount (EUR 84,05) is due to rounding during calculation.
- (2) The budget includes 35,000 EUR projected income which had been allocated as expenditure to the ABB as the year progress.
Very small difference (0.04 EUR) due to rounding.
- (3) The difference between the ABB and the PDB 2011 (399.190 EUR) relates to commitments which have been covered by appropriations (on BL 3100 "Participation of non-member states in the work program") from previous years.
- (4) The difference is accounted for 1.100.000 EUR (BRS) which was granted at the end of the year and the final cost of promotion rounds for 2010 and 2011.
- (*) As regards Norway & Iceland contributions, a total of 956.000 EUR (from previous years) had been committed in 2011:
Title 1: 245.000 EUR
Title 2: 295.000 EUR
Title 3: 416.000 EUR.

CEDEFOP

ABB Compact Report

DECEMBER/2011

Budget 2011	Title 1	Title 2	Title 3 (without BL 3100)	Total
Initial Amount:	11.500.000,00	1.385.000,00	4.445.000,00	17.330.000,00
Various Transfers:	-699.920,00	204.620,00	495.300,00	0,00
BRS (supplementary amending budget):	0,00	0,00	1.100.000,00	1.100.000,00
Final Amount:	10.800.080,00	1.589.620,00	6.040.300,00	18.430.000,00

Budget Execution 2011	Title 1	Title 2	Title 3 (without BL 3100)	Total
Blocked:	10.609.436,01	1.552.103,16	5.926.928,80	18.088.467,97
(Blocked/Final Amount) %	98,23%	97,64%	98,12%	98,15%
Paid:	10.467.414,05	992.137,28	1.964.665,79	13.424.217,12
(Paid/Final Amount) %	96,92%	62,41%	32,53%	72,84%

Note:

In addition, to the committed and paid title 3 direct cost as shown in the table on the top of the page there are also transversal title 3 cost which are not directly attributed to activities and which are included in the table on budget execution above. These account for the differences between the committed and paid direct cost for title 3 and the committed and paid total costs for title 3.

***Paid:**

The final stage, that is, the payment run or physical payment which is made via the banking system.

***Blocked**

(or legal commitment): is the act whereby the authorising officer enters into or establishes an obligation which results in a charge (for instance a contract, grant agreement or order form).

Annexe V

Indicateurs de performance du Cedefop: 1^{er} janvier-31 décembre 2011

Type	Indicateur	Résultats																														
Indicateurs de résultats du Système de mesure des performances (<i>performance measurement system – PMS</i>)																																
Conseil politique aux parties prenantes	Citations dans les documents politiques de l'UE	<table><tr><th>Institution</th><th>Nombre de documents</th><th>Nombre de références</th></tr><tr><td>Commission européenne</td><td>50</td><td>223</td></tr><tr><td>Parlement européen (y compris commission de l'emploi)</td><td>15</td><td>37</td></tr><tr><td>Comité économique et social européen</td><td>12</td><td>24</td></tr><tr><td>Partenaires sociaux</td><td>11</td><td>48</td></tr><tr><td>Agences de l'UE</td><td>8</td><td>35</td></tr><tr><td>Conseil européen</td><td>4</td><td>4</td></tr><tr><td><i>Sous-total UE</i></td><td><i>100</i></td><td><i>371</i></td></tr><tr><td>Documents internationaux</td><td>5</td><td>15</td></tr><tr><td>Total général</td><td>105</td><td>386</td></tr></table>	Institution	Nombre de documents	Nombre de références	Commission européenne	50	223	Parlement européen (y compris commission de l'emploi)	15	37	Comité économique et social européen	12	24	Partenaires sociaux	11	48	Agences de l'UE	8	35	Conseil européen	4	4	<i>Sous-total UE</i>	<i>100</i>	<i>371</i>	Documents internationaux	5	15	Total général	105	386
		Institution	Nombre de documents	Nombre de références																												
		Commission européenne	50	223																												
		Parlement européen (y compris commission de l'emploi)	15	37																												
		Comité économique et social européen	12	24																												
		Partenaires sociaux	11	48																												
Agences de l'UE		8	35																													
Conseil européen		4	4																													
<i>Sous-total UE</i>	<i>100</i>	<i>371</i>																														
Documents internationaux	5	15																														
Total général	105	386																														
88 documents en 2010																																
Mandats et missions confiés au Cedefop dans les documents politiques	16 mandats et missions confiés au Cedefop 25% PMT1 Livrer des informations pour l'élaboration des politiques d'EFPP 31% PMT2 Interpréter les tendances en matière d'EFPP et de compétences 31% PMT 3 Évaluer les bénéfices de l'EFPP 13% Combinaison de PMT1 et PMT2 21 mandats et missions en 2010																															
	Documents politiques de l'UE auxquels le Cedefop a contribué																															
	Le Cedefop a contribué à 13 documents politiques de l'UE publiés en 2011																															
Participation aux manifestations des présidences et réunions de haut niveau ou de soutien à la mise en œuvre des politiques	<table><tr><td>a) Réunions de haut niveau ou de soutien à la mise en œuvre des politiques</td><td>137</td><td>81%</td></tr><tr><td>b) Manifestations des présidences, y compris réunions préparatoires</td><td>11</td><td>6%</td></tr><tr><td>Réunions associant a) et b)</td><td>22</td><td>13%</td></tr><tr><td></td><td>170</td><td>100%</td></tr></table>		a) Réunions de haut niveau ou de soutien à la mise en œuvre des politiques	137	81%	b) Manifestations des présidences, y compris réunions préparatoires	11	6%	Réunions associant a) et b)	22	13%		170	100%																		
	a) Réunions de haut niveau ou de soutien à la mise en œuvre des politiques	137	81%																													
	b) Manifestations des présidences, y compris réunions préparatoires	11	6%																													
Réunions associant a) et b)	22	13%																														
	170	100%																														
201 réunions en 2010																																
Production de nouveaux éclairages et connaissances	Téléchargements de publications/ documents de travail/autres	665 000 téléchargements depuis le site web du Cedefop - dont 75% de publications Parmi les publications parues en 2011: 64% PMT1: Livrer des informations pour l'élaboration des politiques d'EFPP 17% PMT2: Interpréter les tendances en matière d'EFPP et de compétences 11% PMT3: Évaluer les bénéfices de l'EFPP 9% PMT4: Améliorer l'image de l'EFPP 465 000 téléchargements en 2010																														
	Citations de publications/études du Cedefop dans la littérature	301 citations de publications et études du Cedefop dans la littérature scientifique au cours de la période 2010-2011																														

Indicateurs de performance du Cedefop: 1^{er} janvier-31 décembre 2011

Type	Indicateur	Résultats				
		Augmentation de 11,5% par rapport à la période 2009-2010				
Sensibilisation accrue des parties prenantes, des acteurs de l'éducation et de la formation ou de l'EFP dans son ensemble	Fréquentation du site web		% variation au cours de la stratégie à moyen terme (2009-2011)			
			2011			
		Visites	499 000	41%		
		Visiteurs récurrents	201 000	34%		
		Visiteurs uniques	319 000	51%		
	Pages affichées	1 419 000	-11%			
Participation à des conférences et autres manifestations	Participation à des conférences et autres manifestations 100 <i>à l'occasion desquelles le Cedefop</i>					
	- a fait une présentation	55%				
Utilité des conférences et autres manifestations organisées par le Cedefop/satisfaction des participants	- a présidé ou animé des discussions et/ou fait une présentation	27%				
	- autre	16%				
94 manifestations en 2010						
Résultats des visites d'étude auprès des parties prenantes et des acteurs de l'éducation et de la formation - Proportion de participants satisfaits des visites d'étude - Répartition des participants par groupe cible - Répartition des visites d'étude par thème	96% des participants se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits Degré de satisfaction: 3,55 sur une échelle de 1 à 4					
	▪ PMT1 Livrer des informations pour l'élaboration des politiques d'EFP: 3,6 ▪ PMT2 Interpréter les tendances en matière d'EFP et de compétences: 3,55 ▪ PMT3 Améliorer l'image de l'EFP: 3,40 97% en 2010					
Sensibilisation accrue des citoyens	Résultats d'Europass auprès des citoyens - visites - téléchargements - création de documents en ligne	2011 (millions)	2010 (millions)	2009 (millions)	Évolution (%) 2009-2011	
		Visites	13,0	10,1	7,5	+73%
		Télécharge ments	9,9	8,1	6,5	+53%
		Création de	5,9	3,9	2,7	+116%

Indicateurs de performance du Cedefop: 1^{er} janvier-31 décembre 2011

Type	Indicateur	Résultats
		documents en ligne
	Couverture médiatique, audience des articles et des communiqués de presse	380 articles de presse mentionnant le Cedefop 580 articles en 2010
	Manifestations à l'intention de la communauté locale (dans les locaux du Cedefop, en Grèce): utilité/satisfaction	88% des participants très satisfaits ou satisfaits Degré de satisfaction: 3,46 sur une échelle de 1 à 4 93% en 2010
Efficience et efficacité des services d'appui	Services d'appui internes – ressources - Taux d'occupation du tableau des effectifs - Durée des procédures de sélection - Offre de formation - Taux d'exécution du budget - Diligence des procédures de paiement - Diligence des procédures de passation de marchés - Taux de réussite des procédures de passation de marchés	96% de postes pourvus dans le tableau des effectifs au 31.12.2011, ou 100% en incluant les procédures en cours – 95% en 2010 - Moyenne de 49 jours ouvrables entre date limite de dépôt des candidatures et rapport du comité de sélection (objectif = 60 jours); moyenne de 94 jours ouvrables entre publication de l'avis de vacance et décision de l'AIPN (objectif = 120 jours) – 59 et 125 jours respectivement en 2010 - Formation dispensée: 8,75 journées en moyenne (objectif = 10 journées) – 8,7 journées en 2010 99,2% du budget exécuté (subvention CE) – 99,5% en 2010 - Règlement des factures commerciales: délai moyen de 18,8 jours – 21,7 jours en 2010 - Délai de signature des contrats: 169 jours (procédures ouvertes et subventions); 78 jours (procédures négociées) – 172 et 86 resp. en 2010 - Taux de réussite des procédures ouvertes: 91,5% – 86% en 2010
	Qualité des services internes, y compris de formation et de communication/satisfaction des utilisateurs	À intégrer au rapport annuel 2012
Indicateurs de produits du PMS		
	Nombre de publications/documents de travail	130 publications de différents types 3 documents de référence, 3 documents de travail, 10 documents de recherche, 8 notes d'information, 13 documents d'information, 22 infolettres, 71 traductions
	Nombre de réunions/manifestations organisées par le Cedefop	108 réunions/manifestations organisées par le Cedefop
	Nombre d'articles d'information publiés sur le site web	378 articles
	Nombre et profil des visiteurs lors des manifestations organisées par le Cedefop	2 094 visiteurs (dont certains présents à plusieurs manifestations)
	Nombre de visites d'étude	243 visites d'étude

Annexe VIa

Principales publications parues en 2011

Titre	Description	Langues	Référence bibliographique	Lien
<i>Learning while working – Success stories on workplace learning in Europe</i> [Apprendre en travaillant – pratiques réussies de formation sur le lieu de travail en Europe]	Ce rapport, qui s'appuie sur des travaux antérieurs menés par le Cedefop entre 2003 et 2010, présente les principales avancées en matière d'apprentissage sur le lieu de travail, les solutions efficaces élaborées par les partenaires sociaux avec les autorités nationales, régionales et locales, les dilemmes à résoudre et les domaines encore à développer. Il préconise des synergies fortes entre politiques et programmes d'innovation, de recherche, de développement des entreprises et de formation.	Anglais, allemand	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop reference series; n° 87)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17770.aspx
<i>Assuring quality in vocational education and training – The role of accrediting VET providers</i> [Assurer la qualité dans l'EFP – Rôle de l'accréditation des prestataires d'EFP]	Cette publication examine les liens entre systèmes d'accréditation et assurance qualité, au travers de 12 études de cas approfondies dans quatre secteurs et huit pays. Elle montre que les systèmes d'accréditation pour l'EFP permettent de garantir la conformité des prestations par rapport aux normes minimales définies. Le défi futur sera de faire de l'accréditation un levier d'amélioration de la qualité. À cette fin, cette étude préconise une approche par paliers en matière d'accréditation et, dans ses conclusions, formule des recommandations à l'intention des acteurs nationaux, sectoriels et européens.	Anglais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop reference series; n° 90)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19074.aspx
<i>Working and ageing – Guidance and counseling for mature learners</i> [Travail et vieillissement – orientation et conseil pour les apprenants adultes]	Avec l'augmentation de la moyenne d'âge de la population active, les Européens doivent désormais travailler plus longtemps. Comment rendre ces carrières prolongées plus réussies et plus satisfaisantes? Comment les services d'orientation et de conseil tout au long de la vie peuvent-ils apporter une aide spécifique aux travailleurs plus âgés? Dans ce recueil de 15 essais, des experts de toute l'Europe examinent: – les facteurs qui contribuent à un vieillissement actif réussi; – les approches actuelles en matière d'orientation et de conseil tout au long de la vie; – les pratiques réussies dans les États membres de l'UE; – les moyens d'associer activement toutes les parties concernées à l'orientation tout au long de la vie.	Anglais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop reference series; n°93)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/19076.aspx

Vocational education and training in Hungary – Short description [Le système d'EFP en Hongrie – Une brève description]	Le système hongrois d'EFP est en pleine transformation depuis les bouleversements politiques et économiques de 1989. Les années 2000 ont été marquées par deux réformes fondamentales: la mise en place d'une structure de certifications modulaire, basée sur les compétences, qui s'accompagne d'une refonte progressive des programmes, et la concentration du système, par le regroupement de nombreux établissements de petite taille en centres régionaux intégrés de formation professionnelle. Ce rapport présente une synthèse du contexte socio-économique du pays et des réformes prévues dans le domaine de l'EFP.	Anglais, allemand, hongrois	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18125.aspx
Vocational education and training in Poland – Short description [Le système d'EFP en Pologne – Une brève description]	En Pologne, l'EFP est essentiellement dispensé dans les établissements scolaires, sous l'appellation «enseignement professionnel». Il fait l'objet d'une réforme de grande ampleur, visant à améliorer sa qualité et sa pertinence pour le marché du travail, les priorités croissantes étant de renforcer la flexibilité du système et de mieux répondre aux besoins du marché du travail. Ce rapport présente une synthèse du contexte socio-économique du pays et des réformes prévues dans le domaine de l'EFP.	Anglais, polonais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18613.aspx
Glossary/Glossar/Glossaire. Quality in education and training/Qualität in der allgemeinen und beruflichen Bildung/La qualité dans l'enseignement et la formation	Ce nouveau glossaire de termes relatifs à la qualité dans l'enseignement et la formation est destiné à faciliter la communication et la compréhension entre les pays. Il s'adresse à tous les acteurs concernés par l'enseignement et l'EFP, qu'il s'agisse des chercheurs, des experts, des personnes chargées d'améliorer les programmes d'études et de formation ou des prestataires d'éducation et de formation. Même s'il ne présente pas un inventaire exhaustif de la terminologie utilisée par les spécialistes, ce glossaire tient compte des récentes évolutions politiques au niveau de l'UE, notamment le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC) et le système européen de transfert de crédits pour l'EFP (ECVET).	Anglais / français / allemand	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/17663.aspx
Guidance supporting Europe's aspiring entrepreneurs – Policy and practice to harness future potential [L'orientation au service des entrepreneurs potentiels]	Cette étude du Cedefop vise à mieux comprendre l'apport de l'orientation pour soutenir la formation à l'entrepreneuriat et contribuer au développement des compétences en gestion de carrière des entrepreneurs. Elle couvre les États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.	Anglais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop research paper; n° 14)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18285.aspx

Vocational education and training at higher qualification levels [L'EFP aux niveaux supérieurs de qualification]	L'agenda politique européen exhorte à élever les niveaux de qualification de la population active et à réduire la fracture institutionnelle entre filière générale et filière professionnelle. Ce document de recherche, qui porte sur 13 pays et six secteurs, examine le type de diplômes supérieurs actuellement délivrés dans la filière professionnelle, y compris les caractéristiques de ces diplômes, les modes de gouvernance et le degré d'«académisation». Il se penche également sur la parité d'estime entre les deux filières, ainsi que sur les formes et le degré de participation des acteurs du marché du travail.	Anglais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop research paper; n° 15)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18646.aspx
Migrated or mismatched? Skill mismatch among migrants and ethnic minorities in Europe [Immigrés ou inadaptés? Inadéquation des compétences parmi les immigrés et les minorités ethniques en Europe]	L'objet de ce rapport est de mieux comprendre l'inadéquation des compétences et son incidence parmi les immigrés et les membres des minorités ethniques en Europe. Il passe en revue la littérature internationale sur ce sujet et analyse divers aspects de la performance de ces groupes sur le marché du travail. À partir de cette enquête sociale européenne, il propose une investigation empirique de l'inadéquation des compétences, qui constitue l'axe saillant de ce rapport, et souligne la nécessité de réponses politiques pour mieux utiliser les compétences des immigrés et résorber les pénuries, actuelles et futures, de compétences en Europe.	Anglais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop research paper; n° 16)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18670.aspx
Lifelong guidance across Europe – Reviewing policy progress and future prospects [Orientation tout au long de la vie en Europe – État des lieux des avancées politiques et des perspectives futures]	Ce rapport du Cedefop dresse un bilan des progrès réalisés en Europe en matière d'orientation au cours de la période 2007-2010 pour mieux coordonner les politiques, améliorer l'accès aux services, mettre en place des mécanismes d'assurance qualité et développer les compétences en gestion de carrière. Il ressort de ce bilan que le cadre politique de l'UE et la nouvelle donne économique ont incité décideurs politiques, professionnels de l'orientation et chercheurs à une collaboration plus étroite. Le défi est désormais de s'entendre sur les mesures à prendre pour créer un véritable système d'orientation tout au long de la vie applicable à l'ensemble des secteurs, des situations personnelles et des pays. Les services mis en place dans cet esprit soutiendraient non seulement l'éducation et la formation tout au long de la vie, mais aussi l'intégration sociale et la citoyenneté active pour tous.	Anglais	Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2011 (Cedefop working paper; n° 11)	http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/18625.aspx

Annexe VIb

Principales conférences et autres manifestations organisées en 2011

Intitulé	Date	Lieu	Description succincte	Lien
<i>Second international workshop on curriculum innovation and reform: an inclusive view to curriculum change</i> [2 ^e atelier international sur l'innovation et la réforme des programmes]	20-21 janvier 2011	Thessalonique, Grèce	Des experts de haut niveau de 20 pays européens et des représentants de l'OCDE (CERI), de l'Unesco (IBE), de la Banque mondiale, de l'Organisation des États ibéroaméricains pour l'éducation, les sciences et la culture, de la Commission européenne, d'Eurydice et de l'Agence européenne pour le développement de l'éducation pour les élèves ayant des besoins particuliers se sont penchés sur les implications des évolutions actuelles des politiques et des pratiques en matière de programmes d'études et de formation. Ils ont notamment examiné, en s'appuyant sur des exemples de bonnes pratiques, comment les programmes axés sur les compétences peuvent soutenir l'apprentissage et procurer des bénéfices pour les apprenants. Les résultats de cet atelier ont fourni des données probantes pour l'élaboration des politiques en matière de programmes, à l'échelon national et international.	http://events.cedefop.europa.eu/curriculum-innovation-2011/
<i>Permeability in education and training</i> [Perméabilité dans l'éducation et la formation]	27-28 janvier 2011	Thessalonique, Grèce	Des experts de l'enseignement supérieur et de l'EFP ont examiné la perméabilité selon trois perspectives différentes: politiques et initiatives nationales, perspective et choix individuels, et travail en réseau entre établissements dans le cadre d'une nouvelle relation entre EFP et enseignement supérieur. Il s'agissait de mener une réflexion sur les facteurs qui favorisent ou entravent la perméabilité. Les systèmes de crédits d'apprentissage, s'ils sont couplés à des dispositifs de validation et à un accès ouvert à l'enseignement supérieur, pourraient jouer un rôle important à cet égard. Les participants ont souligné la nécessité de poursuivre le travail sur la perméabilité et de mettre plus résolument l'accent sur la perspective au niveau des individus, mais aussi la faiblesse de la base statistique pour nourrir le débat sur la perméabilité.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/16859.aspx

Workshop on quality assurance mechanisms in schools and training institutions [Atelier sur les mécanismes d'assurance qualité dans les établissements d'enseignement et de formation]	17-18 février 2011	Bonn, Allemagne	Cet atelier a réuni des participants et organisateurs des visites d'étude sur le thème de l'assurance qualité dans les établissements d'enseignement général et d'EFP, des représentants d'initiatives identifiées comme exemples de bonnes pratiques durant ces visites d'étude, ainsi que des experts du domaine participant à des projets et réseaux de l'UE. Les discussions ont notamment porté sur les recommandations à adresser aux décideurs politiques et autres responsables chargés de créer les conditions nécessaires, au niveau des systèmes et des prestataires, pour encourager une culture de l'évaluation dans les deux types d'établissements considérés.	http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=3&artid=8120&scid=77&artlang=EN
Building on the skills forecasts: comparing methods and applications [Valoriser les prévisions de compétences: comparaison des méthodes et des applications]	17-18 février 2011	Thessalonique, Grèce	Cette conférence avait pour objet de réunir un forum international de chercheurs et d'experts dans le domaine des prévisions des besoins et de l'offre sur le marché du travail, afin de dresser un état des lieux de l'utilisation des prévisions du Cedefop et d'autres processus (innovants) de prévision dans différents États membres. Cette conférence a aussi permis de mieux faire connaître aux différents experts les travaux de prévision de l'offre et de la demande de compétences.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/17086.aspx
Study visits synthesis seminar 2009/10 [Séminaire de synthèse des visites d'étude 2009/2010]	28 février- 1 ^{er} mars 2011	Thessalonique, Grèce	Ce séminaire s'est intéressé aux moyens d'offrir aux jeunes des parcours d'apprentissage flexibles, de faciliter leur transition de l'enseignement et de la formation à la vie active et de développer leurs compétences entrepreneuriales. Les participants se sont attachés à mieux comprendre les problèmes rencontrés par les jeunes pour accéder au marché du travail et à proposer des solutions plus efficaces.	http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=3&artid=8051&scid=77&artlang=EN
Agora conference: 'A bridge to the future – European VET policy 2002 to 2010' [Conférence Agora: «Une passerelle vers l'avenir – la politique européenne d'EFP 2002-2010»]	17 mars 2011	Bruxelles, Belgique	Cette conférence, qui s'appuyait sur le rapport des politiques 2010 du Cedefop <i>A bridge to the future</i> et sur le communiqué de Bruges, a abordé deux thèmes principaux (a) la gouvernance et les bénéfices attendus de la coopération permanente en matière de politiques d'EFP et (b) les conditions à remplir et les défis à relever pour améliorer l'attractivité et la pertinence de l'offre future d'EFP. Cette conférence a réuni quelque 150 participants, représentant le CESE, le Parlement européen, la Commission européenne, les États membres, les chercheurs, les partenaires sociaux, les	http://agora.cedefop.europa.eu/VET-policy2011/

			organisations non gouvernementales et les représentations permanentes auprès de l'UE.	
Changing approaches to qualifications and lifelong guidance in the EU [Évolution des approches en matière de certifications et d'orientation tout au long de la vie dans l'UE]	18 mai 2011	Thessalonique, Grèce	Cette manifestation, la troisième d'une série de rencontres annuelles d'information destinées à la communauté académique de la ville d'accueil du Cedefop, s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la journée de l'Europe (9 mai). Le Cedefop a présenté ses récents travaux sur les certifications (validation, CEC, Europass) et sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, devant un parterre de professeurs et d'étudiants des deux universités de Thessalonique.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/18255.aspx
Expert workshop 'Mainstreaming ECVET to practitioners and users' [Atelier d'experts «Associer activement les praticiens et les utilisateurs à la mise en œuvre d'ECVET»]	30-31 mai 2011	Thessalonique, Grèce	Cet atelier, qui a réuni des décideurs politiques et des prestataires d'EFV de différents pays d'Europe, s'est penché sur la mise en œuvre d'ECVET aux fins de mobilité dans l'EFV en Europe. Il a confirmé que la mise en œuvre réussie d'ECVET dans les États membres ne peut se faire sans y associer les praticiens et les utilisateurs. Il a conclu à la nécessité d'engager un dialogue sur ECVET entre praticiens et décideurs politiques.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/17992.aspx
Validation workshops on training leave and payback clauses [Atelier de validation sur les congés formation et les clauses de remboursement]	6-7 juin 2011	Thessalonique, Grèce	Cet atelier a examiné, validé et complété les résultats des études du Cedefop sur le rôle des congés formation et des clauses de remboursement de prêts pour encourager l'EFV en Europe. Il a en particulier permis : • de mieux comprendre les modes et le degré d'utilisation des congés formation et des clauses de remboursement en Europe; • d'évaluer la mise en œuvre des congés formation et des clauses de remboursement; • de définir les questions de recherche à approfondir et de formuler des recommandations politiques. Cet atelier a réuni des représentants des gouvernements, des partenaires sociaux, du monde universitaire et de la recherche.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18265.aspx http://www.cedefop.europa.eu/en/articles/18378.aspx
Joint seminar four agencies 'Working together for youth employment: from education to the workplace' [Séminaire conjoint quadri-agences «Œuvrer ensemble pour l'emploi des	30 juin 2011	Bruxelles, Belgique	Ce séminaire conjoint, organisé par le Cedefop en coopération avec Eurofound, l'ETF et l'OSHA, s'est déroulé à la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen. Il a fourni une première occasion de mieux sensibiliser les parties prenantes de l'UE, tout particulièrement les députés européens, sur l'importance pour les agences de l'UE d'instaurer une	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18303.aspx

jeunes: de l'éducation au monde du travail»]			complémentarité entre leur expertise et leurs conclusions. Ont assisté à ce séminaire László Andor, Commissaire chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, et Jan Truszczyński, Directeur général de la DG Éducation et culture.	
Learning later in life [Apprendre à un âge plus avancé]	21-22 septembre 2011	Bruxelles, Belgique	Cette manifestation a été organisée conjointement par le Cedefop et la Commission européenne. Plus de 70 chercheurs, praticiens et décideurs politiques ont examiné les facteurs essentiels pour des politiques de vieillissement actif efficaces, les obstacles à l'investissement dans une population active vieillissante et le potentiel d'un tel investissement. Ce séminaire a mis en évidence la nécessité de modifier les attitudes actuelles concernant la formation des travailleurs vieillissants. Les entreprises doivent développer une nouvelle «culture démographique» et intégrer le facteur âge dans tous les aspects de la gestion des ressources humaines.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18530.aspx
Study visits knowledge-sharing seminar [Séminaire de partage des connaissances des visites d'étude]	22-23 septembre 2011	Thessalonique, Grèce	Au cours de ce séminaire, 65 organisateurs de visites d'étude ont été informés des récentes évolutions politiques dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe, en particulier du cadre «Éducation et formation 2020». Ceux qui avaient déjà organisé une visite ont partagé leur expérience avec les primo-organisateurs et ont discuté des préoccupations et des défis liés à l'organisation d'une visite d'étude, le tout dans un climat d'échange d'idées intéressantes.	http://studyvisits.cedefop.europa.eu/index.asp?cid=3&artid=8419&scid=77&artlang=EN
Labour market integration of immigrants in Europe [Intégration des immigrés sur le marché du travail en Europe]	29-30 septembre 2011	Thessalonique, Grèce	Cette manifestation avait pour objet d'identifier les moyens de développer les politiques et les pratiques d'orientation, ainsi que la recherche dans ce domaine, de manière à faciliter l'intégration professionnelle des immigrés dans l'UE au cours des prochaines années.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18527.aspx
International seminar on skills anticipation and matching [Séminaire international sur l'anticipation et l'adéquation des compétences]	14-15 novembre 2011	Athènes, Grèce	Ce séminaire se voulait essentiellement un échange d'expériences entre experts internationaux de haut niveau ou organisations nationales de premier plan, en vue d'élaborer des stratégies de recherche communes et complémentaires sur l'anticipation et l'adéquation des compétences.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18429.aspx
Have the European tools improved learning, mobility and employment? [Les instruments	22 novembre 2011	Bruxelles, Belgique	Atelier conjoint au Parlement européen, organisé par le Cedefop avec la députée européenne Nadja Hirsch. Androulla Vassiliou, commissaire chargée de l'éducation, de la culture, du	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/18935.aspx

européens ont-ils amélioré l'apprentissage, la mobilité et l'emploi?]			multilinguisme et de la jeunesse, a prononcé l'allocution d'ouverture. Les aspects suivants ont été examinés: • progrès accomplis dans la mise en œuvre des instruments européens; • impact des instruments à ce stade; • actions futures.	
<i>The role of social partners in implementing European tools and principles</i> [Rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des instruments et principes européens]	24-25 novembre 2011	Bruxelles, Belgique	Cette conférence, organisée conjointement par le Cedefop et les partenaires sociaux, avait pour objet d'examiner les enjeux de la mise en œuvre des instruments et principes européens pour l'éducation, la formation et l'apprentissage. À partir d'un bilan actualisé des progrès accomplis, cette conférence a permis une réflexion méthodique sur la manière dont les partenaires sociaux peuvent contribuer à renforcer la pertinence et l'impact de ces initiatives.	http://events.cedefop.europa.eu/EUtools2011/
<i>Information event on the assessment, validation and recognition of learning and skills</i> [Rencontre d'information sur l'évaluation, la validation et la reconnaissance des apprentissages et des compétences]	30 novembre 2011	Thessalonique, Grèce	Cette rencontre d'information était organisée pour la 3 ^e année consécutive par le Cedefop en coopération avec les autorités grecques à l'intention des acteurs de l'éducation et de la formation de Thessalonique, ville d'accueil du Cedefop. Le Centre a présenté ses travaux sur les instruments européens, en particulier le CEC et Europass, sur les nouvelles approches européennes en matière d'évaluation des compétences clés, ainsi que sur l'évaluation externe et l'autoévaluation dans les établissements (d'EFPP), autant de priorités de premier plan pour la Grèce.	http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/19081.aspx
<i>Validation workshop on financing training in Europe</i> [Atelier de validation sur le financement de la formation en Europe]	12-13 décembre 2011	Thessalonique, Grèce	Cet atelier a validé et complété les conclusions de l'étude du Cedefop sur le financement de l'apprentissage des adultes/de la formation en Europe. Les débats ont porté sur les instruments de partage des coûts mis en place dans les États membres de l'UE pour pallier les défaillances du marché en matière d'investissement dans l'éducation et la formation des adultes. Cet atelier a réuni des représentants des gouvernements, des partenaires sociaux, des milieux universitaires, du monde de la recherche et des institutions européennes (DG EAC).	
Réunion plénière 2011 de ReferNet	13-14 décembre 2011	Thessalonique, Grèce	La 9 ^e réunion plénière de ReferNet a rassemblé tous les membres de ReferNet sélectionnés pour l'accord cadre de partenariat 2012-2015. Elle avait pour objet: (a) de faire le point	http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/networks/refernet/refernet.as

			sur le contexte politique de l'UE et ses incidences sur les activités du réseau; (b) de préparer le plan de travail 2012 et (c) d'informer les participants des aspects juridiques et financiers découlant du nouvel accord cadre de partenariat. Une séance de familiarisation a été organisée au Cedefop, la veille de la réunion plénière, afin de fournir aux nouveaux membres les informations nécessaires pour être pleinement opérationnels à compter du 1^{er} janvier 2012.	DX
--	--	--	--	--------------------

Annexe VII

Statistiques Europass 2011

Introduction

Lancé en février 2005, le site web Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>), développé et hébergé par le Cedefop pour le compte de la Commission, est disponible en 26 langues.

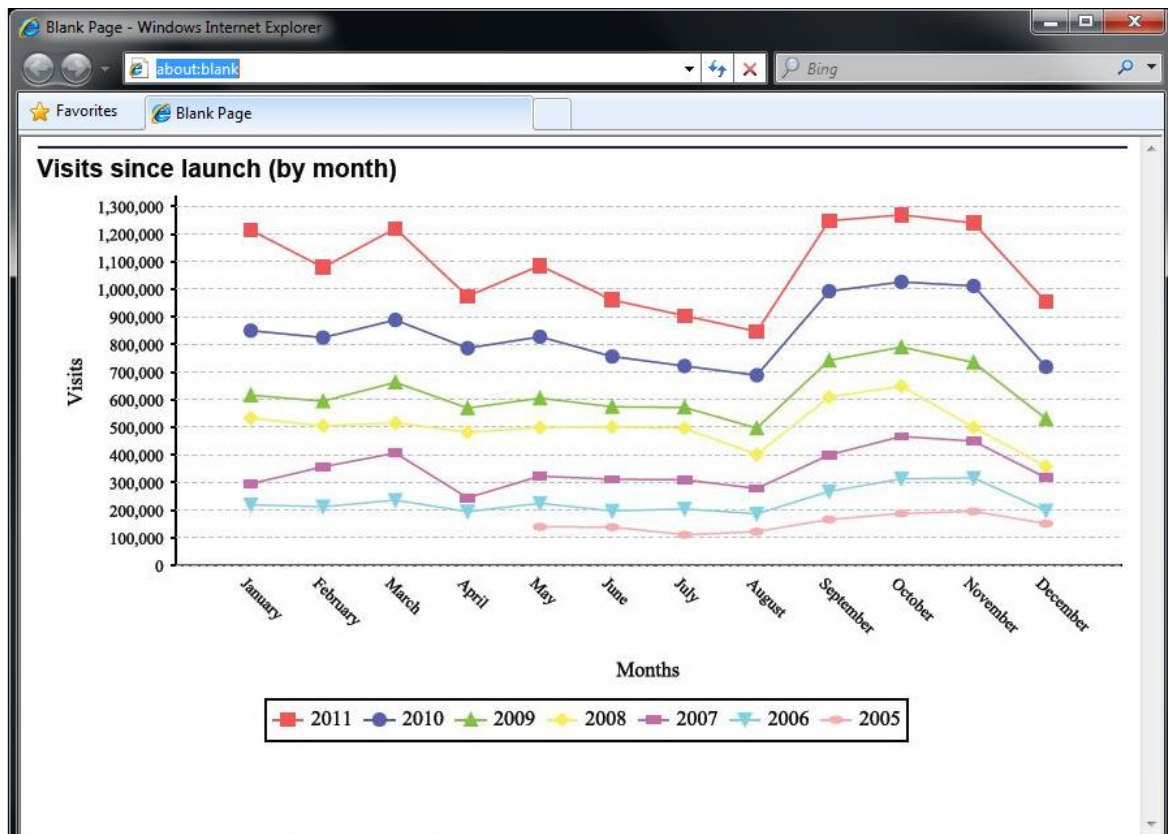
Statistiques 2011

L'utilisation du portail Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>) est en augmentation constante:

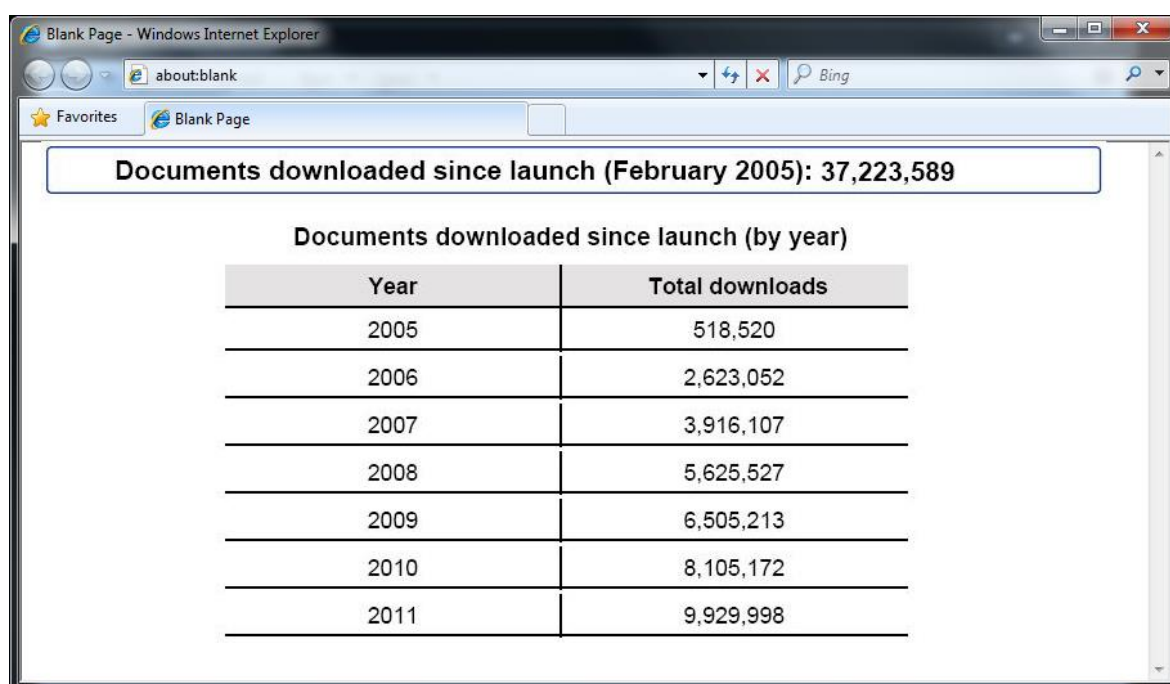
- **13,0 millions** de visites en 2011 (**10 millions** en 2010, soit une augmentation d'environ 29 %), et un total de 44,8 millions de visites depuis son lancement;



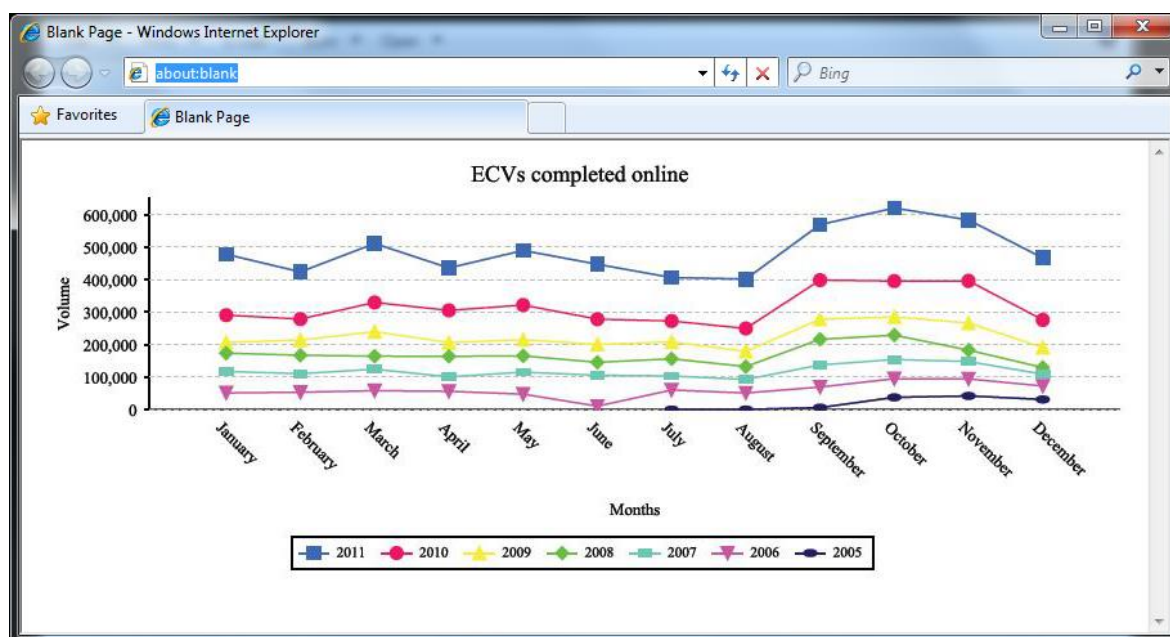
Total visits since launch (February 2005): 44,758,418	
Total visits since launch (by year)	
Year	Total visits
2005	1,210,586
2006	2,768,666
2007	4,158,137
2008	6,047,691
2009	7,487,763
2010	10,091,597
2011	12,993,978



- **9,9 millions** de documents téléchargés en 2011 (8,1 millions en 2010, soit une augmentation d'environ 23 %), et un total de 37,2 millions de téléchargements depuis son lancement; les documents les plus téléchargés sont le modèle de CV, les instructions et les exemples; les cinq langues maternelles les plus fréquentes chez les utilisateurs du CV en ligne sont le portugais, l'italien, l'espagnol, le hongrois et le roumain (portugais, italien, espagnol, hongrois et allemand en 2010); le roumain est donc devenu la cinquième langue la plus utilisée;



- **5,9 millions** de documents créés en ligne en 2011 (3,8 millions en 2010, soit une augmentation de 53 %): 5,8 millions de CV et 79 000 passeports de langues, pour un total de 16,9 millions de documents créés en ligne depuis le lancement.



Évolutions en 2011

En 2011, le Cedefop a réaménagé le site web Europass. Le nouveau site (lancé en décembre) est doté d'une identité graphique modernisée; il permet une navigation plus facile et un accès plus rapide aux informations les plus recherchées.

Les centres nationaux Europass ont bénéficié d'un soutien intensif pour l'utilisation de l'outil de gestion d'Europass mobilité.

Annexe VIII

Statistiques relatives aux visites d'étude 2010/2011

Tableau 1: Visites d'étude 2010/2011 – Répartition par thème

Catégorie thématique	thème	Nombre de visites d'étude
1. Encourager l'acquisition par tous de compétences clés (85)	Consolidation des niveaux d'alphabétisation et de compétences en calcul	2
	Enseignement et apprentissage des langues	20
	Utilisation des TIC dans l'apprentissage	15
	Développement de l'esprit d'entreprise	8
	Renforcement de l'éducation interculturelle	3
	Éducation pour la citoyenneté active et le développement durable	18
	Développement de la créativité dans l'apprentissage et l'enseignement	16
	Apprentissage des mathématiques et des sciences	3
2. Améliorer l'accès, l'équité, la qualité et l'efficacité dans l'éducation et la formation (53)	Possibilités d'apprentissage dès le plus jeune âge	3
	Approches d'apprentissage personnalisées	4
	Mesures visant à prévenir l'abandon scolaire	4
	Égalité des chances pour les groupes défavorisés	23
	Mécanismes d'assurance qualité dans les établissements d'enseignement et de formation	15
	Mesures visant à améliorer l'efficacité dans les établissements d'enseignement et de formation	4
3. Préserver l'attrait des métiers d'enseignant et de formateur et améliorer la direction des établissements (25)	Formation initiale, recrutement et évaluation des enseignants et formateurs	6
	Développement professionnel continu des enseignants et formateurs	11
	Direction et gestion au sein des établissements d'enseignement et de formation	8
4. Éducation et formation pour l'employabilité (31)	Transition de l'éducation et de la formation à la vie active	9
	Apprentissage sur le lieu de travail	3
	Intégration des groupes défavorisés sur le marché du travail	6
	Renforcement de l'attrait de l'EFP	7
	Relever le défi de l'employabilité: contribution des partenaires sociaux	4
	Compétences nouvelles pour des emplois nouveaux	2
5. Mettre en œuvre des instruments, principes et cadres européens communs pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (12)	Cadres nationaux et sectoriels des certifications liés au CEC	2
	Outils visant à promouvoir la transparence des qualifications et la mobilité des citoyens	2
	Systèmes, cadres et démarches d'assurance qualité	2
	Transfert de crédits d'apprentissage entre différents contextes	0

Catégorie thématique	thème	Nombre de visites d'étude
	Validation des acquis non formels et informels	2
	Orientation pour l'apprentissage tout au long de la vie et la gestion de carrière	4
6. Stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie: tendances et défis (13)	Réformes des systèmes nationaux d'éducation et de formation	3
	Établissement de liens entre EFP et enseignement supérieur	0
	Mise en œuvre de filières d'apprentissage souples	5
	Renforcement de la participation des adultes à l'éducation et à la formation	5
7. Mettre en place des communautés d'apprentissage associant tous les acteurs de l'éducation et de la formation (12)	Coopération entre les établissements d'enseignement et de formation et les communautés locales	9
	Rôle des parents et des partenaires sociaux dans la gouvernance	1
	Rôle des établissements et des communautés dans la prévention de la violence	2
8. Promouvoir la mobilité transnationale dans l'apprentissage tout au long de la vie (12)	Mobilité transnationale dans l'éducation et la formation tout au long de la vie	12
	Total	243

Tableau 2: Visites d'étude 2010/2011 – Répartition par secteur

Secteur économique	Nombre de visites d'étude
Hébergement et restauration	5
Agriculture, sylviculture et pêche	2
Arts, divertissements et loisirs	4
Construction	1
Santé humaine et travail social	1
Information et communication	0
Industrie manufacturière	4
Total	17

Tableau 3: Visites d'étude 2010/2011 – Répartition par type

Type de visite	Nombre de visites au catalogue	Nombre de visites actives
Enseignement général	114	103
Mixte	108	98
EFP	44	42
Total	266	243

Tableau 4: **Visites d'étude 2010/2011 – Répartition par langue de travail**

Langue de travail	Nombre de visites au catalogue	Nombre de visites actives
Anglais	224	210
Français	27	24
Allemand	9	7
Espagnol	6	2
Total	266	243

Tableau 5: **Visites d'étude 2010/2011 – Répartition des participants par pays (*)**

	Nombre de participants	Nombre de visites
Allemagne	295	22
Autriche	56	6
Belgique	91	6
Bulgarie	52	3
Chypre	13	2
Croatie	42	0
Danemark	65	5
Espagne	219	16
Estonie	32	3
Finlande	49	6
France	192	23
Grèce	67	4
Hongrie	79	7
Irlande	48	6
Islande	11	1
Italie	243	15
Lettonie	31	3
Liechtenstein	0	0
Lituanie	44	4
Luxembourg	10	0
Malte	0	1
Norvège	37	3
Pays-Bas	64	9
Pologne	168	13
Portugal	97	11
République tchèque	77	9
Roumanie	121	8
Royaume-Uni	205	24
Slovaquie	35	2

Slovénie	39	4
Suède	49	9
Turquie	192	18
Total	2 723	243

(*) Les pays participants sont cités dans l'ordre alphabétique français.

Tableau 6: **Visites d'étude 2010/2011 – Répartition des participants par catégorie**

Catégorie de spécialistes de l'éducation et de la formation	Nombre de participants	Pourcentage de participants
Professeurs principaux et formateurs d'enseignants	732	26,9
Directeurs d'institutions, de centres ou d'établissements prestataires d'enseignement ou de formation professionnelle, de centres d'orientation, de validation ou d'accréditation	414	15,2
Représentants de pouvoirs publics locaux, régionaux ou nationaux	291	10,7
Autres	269	9,9
Conseillers pédagogiques ou d'orientation	221	8,1
Chefs de département	210	7,7
Représentants des partenaires sociaux	162	5,9
Inspecteurs de l'enseignement général ou de la formation professionnelle	139	5,1
Représentants de réseaux ou d'associations d'enseignement et de formation	96	3,5
Chercheurs	96	3,5
Représentants de services éducatifs, d'agences pour l'emploi ou de centres d'orientation	93	3,4
Total	2 723	100

Annexe IXa

ReferNet – réseau de référence et d'expertise du Cedefop pour l'EFP

Coordinateurs nationaux ReferNet

AT

M^{me} Sabine Tritscher-Archan
 IBW – Institut für Bildungsforschung der Wirtschaft [Institut de recherche de l'économie sur la formation]
 Rainergasse 38
 1050 Wien
 AUTRICHE
 Tél. +43 15451671-15
 Fax +43 15451671-7715
 Courriel: tritscher-archan@ibw.at
 Internet: <http://www.ibw.at/>
 ReferNet: <http://www.refernet.at>

BE

M. Reinald Van Weydeveldt
 VDAB – Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding [Service public de l'emploi et de la formation professionnelle]
 Kaizerlaan 11
 1000 Bruxelles
 BELGIQUE
 Tél. +32 25061321
 Fax +32 25061561
 Courriel: reinald.vanweydeveldt@vdab.be
 Internet: <http://www.vdab.be>
 ReferNet: <http://www.refernet.be>

BG

M^{me} Nataliya Kalandarova
 HRDC [Observatoire national bulgare]
 Graf Ignatiev str. 15 – 4th floor
 1000 Sofia
 BULGARIE
 Tél. +359 29155027
 Fax +359 29155049
 Courriel: nkalandarova@hrdc.bg
 Internet: <http://www.hrdc.bg/news.php>
 ReferNet: <http://refernet.hrdc.bg/>

CY

M^{me} Yianna Korelli
 HRDA – Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου Δυναμικού της Κύπρου [Agence chypriote pour le développement des ressources humaines]
 Anavissou 2, Strovolos,

P.O. Box 25431
1392 Nicosia
CHYPRE
Tél. +357 22390364
Fax +357 22428522
Courriel: y.korelli@hrdauth.org.cy
Internet: <http://www.hrdauth.org.cy>
ReferNet: <http://www.refernet.org.cy>

CZ
M^{me} Kaňáková Martina
NÚOV
Weilova 6/1271
10200 Praha 10
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Tél. +420 274 022 349
Courriel: martina.kanakova@nuov.cz
Internet: <http://www.nvf.cz/>
ReferNet: <http://www.refernet.cz>

DK
M. Svend-Erik Povelsen
Danish Agency for International Education [Agence danoise pour l'éducation internationale]
Fiolstræde 44
1171 København K
DANEMARK
Tél. +45 33957099
Fax +45 33957001
Courriel: sep@iu.dk
Internet: <http://www.iu.dk>
ReferNet: <http://www.refernet.dk>

EE
M^{me} Pille Rebane
INNOVE – Elukestva Õppe Arendamise Sihtasutus [Fondation pour le développement de l'apprentissage tout au long de la vie]
Lõõtsa 4
11415 Tallinn
ESTONIE
Tél. +372 699 8537
Fax +372 6998081
Courriel: pille.rebane@innove.ee
Internet: <http://www.innove.ee>
ReferNet: <http://www.innove.ee/refernet>

FI
M. Matti Kyrö
OPH – Opetushallitus [Direction nationale de l'enseignement]
Hakaniemenranta 6
P.O. Box 380

00531 Helsinki
FINLANDE
Tél. +358 977477124
Fax +358 977477869
Courriel: matti.kyro@oph.fi
Internet: <http://www.oph.fi>
ReferNet: <http://www.oph.fi/info/refernet>

FR

M. Régis Roussel
Centre INFFO – Centre pour le développement de l'information sur la formation
permanente
4 avenue du Stade de France
93218 Saint Denis de la Plaine Cedex
FRANCE
Tél. +33 155939212
Fax +33 155931725
Courriel: r.roussel@centre-inffo.fr
Internet: <http://www.centre-inffo.fr>
ReferNet: <http://www.centre-inffo.fr/Le-reseau-REFER-France.html>

DE

M^{me} Ute Hippach-Schneider
BIBB – Bundesinstitut für Berufsbildung [Institut fédéral pour l'EFP]
Robert-Schumann-Platz 3
53175 Bonn
ALLEMAGNE
Courriel: hippach-schneider@bibb.de
Internet: <http://www.bibb.de>
ReferNet: <http://www.refernet.de>

GR

M^{me} Matina Kourtina
OEEK – Οργανισμός Επαγγελματικής Εκπαίδευσης και Κατάρτισης [Organisme pour l'EFP]
Ethnikis Antistasis 41 & Karamanoglou
142 34 Athina
GRÈCE
Tél. +30 2102709140
Fax +30 2102719766
Courriel: refernet_greece@oEEK.gr
Internet: <http://www.oEEK.gr>
ReferNet: <http://www.refernet.gr/>

HU

M. Tamás Köpeczi-Bócz
OKMT – Oktatási és Kulturális Minisztérium Támogatáskezelő Igazgatósága
[Observatoire pour le développement de l'éducation]
Bihari János utca 5.
1055 Budapest
HONGRIE
Tél. +36 13013161

Fax +36 13013163
Courriel: kopeczi.bocz.tamas@hepih.hu
Internet: <http://www.okmt.hu>
ReferNet: <http://www.refernet.hu>

IS

M^{me} Dóra Stefánsdóttir
Rannsóknabjónusta Háskóla Íslands [Bureau de liaison de la recherche, université d'Islande]
Dunhaga 5
107 Reykjavík
ISLANDE
Tél. +354 5254900
Fax +354 5528801
Courriel: rthj@hi.is
Internet <http://www.hi.is/>
ReferNet: <http://www.refernet.is/>

IE

M. Brian McCormick
FÁS [Agence nationale pour la formation et l'emploi]
P.O. Box 456
27-33 Upper Baggot Street
Dublin 4
IRLANDE
Tél. +353 16070517
Fax +353 16070634
Courriel: brian.mccormick@fas.ie
Internet: <http://www.fas.ie>
ReferNet: <http://www.fas.ie/en/refernet>

IT

M^{me} Isabella Pitoni
ISFOL – Istituto per lo sviluppo della formazione professionale dei lavoratori [Institut pour le développement de la formation professionnelle des travailleurs]
via Lancisi 29
00161 Roma
ITALIE
Tél. +39 0644590636
Fax +39 0644590639
Courriel: i.pitoni@isfol.it
Internet: <http://www.isfol.it>
ReferNet:
http://www.isfol.it/Istituto/Presidenza/Comunicazione_e_documentazione_istituzionale/II_progetto_ReferNet/index.scm

LV

M^{me} Baiba Ramina
AIC – Latvijas Akadēmiskās informācijas centrs [Centre d'information sur la formation professionnelle continue]
Valnu iela 2

1050 Riga
LETONIE
Tél. +371 7225155
Fax +371 7221006
Courriel: baiba@aic.lv
Internet: <http://www.aic.lv>
ReferNet: <http://www.aic.lv/refernet>

LT

M^{me} Giedre Beleckiene
PMMC – Profesinio mokymo metodikos centras [Centre méthodologique pour l'EFP]
Gelezinio Vilko g. 12
01112 Vilnius
LITUANIE
Tél. +370 52497126
Fax +370 52498183
Courriel: giedre@pmmc.lt
Internet: <http://www.pmmc.lt>
ReferNet: <http://www.pmmc.lt/refernet>

LU

M. Claude Cardoso
INFPC – Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue
38, rue de l'Avenir
1147 Luxembourg
LUXEMBOURG
Tél. +352 469612-201
Fax +352 469620
Courriel: claudio.cardoso@infpc.lu
Internet: <http://www.infpc.lu/>

MT

M^{me} Carmen Dalli
Malta Qualifications Council [Conseil maltais des certifications]
16/18, Tower Promenade
St Lucia
SLC 1019
MALTE
Tél. +356 27540051
Fax +356 21808758
Courriel: carmen.dalli@gov.mt
Internet: <http://www.mqc.gov.mt>
ReferNet: <http://www.refernet.org.mt>

NL

M. Karel Visser
ECBO – Expertisecentrum Beroepsonderwijs [Centre d'expertise pour l'EFP]
Pettelaarpark 1
Postbus 1585
5200 BP s-Hertogenbosch
PAYS-BAS

Tél. +31 736872500
Fax +31 736872505
Courriel: karel.visser@ecbo.nl
Internet: <http://www.ecbo.nl>
ReferNet: <http://www.refernet.nl>

NO

M^{me} Cecilia S. Lyche
Utdanningsdirektoratet [Direction nationale de l'éducation et de la formation]
P.O. Box 2924 Tøyen
0608 Oslo
NORVÈGE
Tél. +47 23301239
Fax +47 23301299
Courriel: cecilia.lyche@utdanningsdirektoratet.no
Internet: <http://www.utdanningsdirektoratet.no/>

PL

M^{me} Agnieszka Luck
BKKK – Biuro Koordynacji Kształcenia Kadr [Fondation pour la coopération]
Ul. Górnoślaska 4A
00-444 Warszawa
POLOGNE
Tél. +48 224509857
Fax +48 224509856
Courriel: aluck@cofund.org.pl
Internet: <http://www.cofund.org.pl>
ReferNet: <http://www.refernet.pl>

PT

M^{me} Isilda Fernandes
DGERT – Direção-Geral do Emprego e das Relações de Trabalho [Direction générale de l'emploi et des relations industrielles]
Praça de Londres, n.º 2-5.º
1049-056 Lisboa
PORTUGAL
Tél. +351 218441501
Fax +351 218441466
Courriel: isilda.fernandes@dgert.mtss.gov.pt
Internet: <http://www.dgert.mtss.gov.pt>
ReferNet: <http://www.dgert.mtss.gov.pt/refernet>

RO

M. Catalin Ghinararu
INCSMPS [Institut national de recherche scientifique sur la main-d'œuvre et la protection sociale]
Povernei Street nr. 6-8, Sector 1
010643 București
ROUMANIE
Tél. +40 213124069
Fax +40 213127593

Courriel: ghinararu@incsmmps.ro
Internet: <http://www.incsmmps.ro/>
ReferNet: <http://www.refernet.ro/>

SK

M. Juraj Vantuch
SIOV – Štátny inštitút odborného vzdelávania/Slovenské národné observatórium
odborného vzdelávania [Institut national de l'enseignement professionnel/Observatoire
national de l'enseignement professionnel]
Bellova 54/a
831 01 Bratislava
SLOVAQUIE
Tél. +421 254776774
Fax +421 254776774
Courriel: sno@siov.sk
Internet: <http://www.siov.sk>
ReferNet: <http://siov.sk/refernet/>

SI

M^{me} Metka Šlander
CPI – Centra RS za poklicno izobrazevanje [Institut national pour l'EFP]
Ob železnici 16
SI-1000 Ljubljana
SLOVÉNIE
Tél. +386 15864207
Fax +386 15422045
Courriel: slanderm@cpi.si
Internet: <http://www.cpi.si>
ReferNet: <http://www.refernet.si>

ES

M^{me} Begoña Arranz Sebastián
INEM – Servicio Público de Empleo Estatal [Service public de l'emploi]
Ministerio de Trabajo y Seguridad Social
Condesa de Venadito 9
28027 Madrid
ESPAGNE
Tél. +34 915859749
Fax +34 915859753
Courriel: begona.arranz@sepe.es
Internet: <http://www.sepe.es/>
ReferNet:
[https://www.redtrabaja.es/es/redtrabaja/contenidos/empleo_formacion.do?pagina=/referN
ET/ah020402.html](https://www.redtrabaja.es/es/redtrabaja/contenidos/empleo_formacion.do?pagina=/referNET/ah020402.html)

SE

M^{me} Cecilia Wigerstad
Skolverket – Statens Skolverk [Direction nationale des établissements scolaires]
Alströmergatan 12
106 20 Stockholm
SUÈDE

Tél. +46 852733287
Fax +46 8244420
Courriel: Cecilia.Wigerstad@skolverket.se
Internet: <http://www.skolverket.se>
ReferNet: <http://www.skolverket.se/sb/d/1933>

UK

M^{me} Lynne Upton
QCDA – Qualifications and Curriculum Development Agency [Agence pour les certifications et le développement des programmes]
83 Piccadilly
London
W1J 8QA
ROYAUME-UNI
Tél. +44 2075095724
Fax +44 2075096546
Courriel: Lynne.upton@qcda.gov.uk
Internet: <http://www.qcda.gov.uk>
ReferNet: <http://www.refernet.org.uk>

ReferNet – réseau de référence et d'expertise du Cedefop pour l'EFP

Représentants nationaux ReferNet

AT

M. Peter Schloegl
OEIBF – Österreichisches Institut für Berufsbildungsforschung [Institut autrichien de recherche sur la formation]
Tél. +43 15451671-15
Fax +43 15451671-7715
Courriel: peter.schloegl@oeibf.at

BE

M. Reinald Van Weydeveldt
VDAB – Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding [Service public de l'emploi et de la formation professionnelle]
Tél. +32 25061321
Fax +32 25061561
Courriel: reinald.vanweydeveldt@vdab.be

BG

M^{me} Vanya Tividosheva
HRDC [Observatoire national bulgare]
Tél. +359 29155086
Fax +359 29155049
Courriel: vtividosheva@hrdc.bg

CY

M. Yannis Mourouzides
HRDA – Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου Δυναμικού της Κύπρου [Agence chypriote pour le développement des ressources humaines]
Tél. +357 22390367
Fax +357 22428522
Courriel: y.mourouzides@hrdauth.org.cy

CZ

M^{me} Vera Czesana
NVF – Národní Vzdělávací Fond [Fonds national pour la formation]
Tél. +420 224500540
Fax +420 224500502
Courriel: czesana@nvf.cz

DK

M. Svend-Erik Povelsen
[Agence danoise pour l'éducation internationale]
Tél. +45 33957099

Fax +45 33957001
Courriel: sep@iu.dk

EE

Ms Kersti Raudsepp
INNOVE – Elukestva Õppe Arendamise Sihtasutus [Fondation pour le développement de l'apprentissage tout au long de la vie]
Tél. +372 6998080
Fax +372 6998081
Courriel: kersti.raudsepp@innove.ee

FI

M. Matti Kyrö
OPH – Opetushallitus [Direction nationale de l'enseignement]
Hakaniemenranta 6
Tél. +358 977477124
Fax +358 977477869
Courriel: matti.kyro@oph.fi

FR

M. Régis Roussel
Centre INFFO – Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente
Tél. +33 155939212
Fax +33 155931725
Courriel: r.roussel@centre-inffo.fr

DE

M^{me} Ute Hippach-Schneider
BIBB – Bundesinstitut für Berufsbildung [Institut fédéral pour l'EFPP]
Courriel: hippach-schneider@bibb.de

GR

M^{me} Matina Kourtina
OEEK – Οργανισμός Επαγγελματικής Εκπαίδευσης και Κατάρτισης [Organisme pour l'EFPP]
Tél. +30 2102709140
Fax +30 2102719766
Courriel: refernet_greece@oEEK.gr

HU

M. Tamás Köpeczi-Bócz
OKMT – Oktatási és Kulturális Minisztérium Támogatáskezelő Igazgatósága
[Observatoire pour le développement de l'éducation]
Tél. +36 13013161
Fax +36 13013163
Courriel: kopeczi.bocz.tamas@hepih.hu

IS

M. Thòrir Òlafsson

Rannsóknafjónusta Háskóla Íslands [Bureau de liaison de la recherche, université d'Islande]
Dunhaga 5
Tél. +354 5254900
Fax +354 5459500
Courriel: thorir.olafsson@M.n.stjr.is

IE

M. Brian McCormick
FÁS [Agence nationale pour la formation et l'emploi]
Tél. +353 16070517
Fax +353 16070634
Courriel: brian.mccormick@fas.ie

IT

M^{me} Isabella Pitoni
ISFOL – Istituto per lo sviluppo della formazione professionale dei lavoratori [Institut pour le développement de la formation professionnelle des travailleurs]
Tél. +39 0644590636
Fax +39 0644590639
Courriel: i.pitoni@isfol.it

LV

M^{me} Baiba Ramina
AIC – Latvijas Akadēmiskās informācijas centrs [Centre d'information sur la formation professionnelle continue]
Tél. +371 7225155
Fax +371 7221006
Courriel: baiba@aic.lv

LT

M^{me} Giedre Beleckiene
PMMC – Profesinio mokymo metodikos centras [Centre méthodologique pour l'EFP]
Tél. +370 52497126
Fax +370 52498183
Courriel: giedre@pmmc.lt

LU

M. Jos Noesen
Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle
Tél. +352 4785241
Fax 352 474116
Courriel: jos.noesen@men.lu

MT

M^{me} Valerie Attard
Malta Qualifications Council [Conseil maltais des certifications]
Tél. +356 27540051
Fax +356 21808758

Courriel: valerie.a.attard@gov.mt

NL

M. Karel Visser

ECBO – Expertisecentrum Beroepsonderwijs [Centre d'expertise pour l'EFPP]

Tél. +31 736872500

Fax +31 736872505

Courriel: karel.visser@ecbo.nl

NO

M^{me} Anne Katrine Kaels

Utdanningsdirektoratet [Direction nationale de l'éducation et de la formation]

Tél. +47 23301200

Fax +47 23301299

Courriel: Anne.Katrine.Kaels@utdanningsdirektoratet.no

PL

M^{me} Agnieszka Luck

BKKK – Biuro Koordynacji Kształcenia Kadr [Fondation pour la coopération]

Tél. +48 224509857

Fax +48 224509856

Courriel: aluck@cofund.org.pl

PT

M^{me} Isilda Fernandes

DGERT – Direcção-Geral do Emprego e das Relações de Trabalho [Direction générale de l'emploi et des relations industrielles]

Tél. +351 218441501

Fax +351 218441466

Courriel: isilda.fernandes@dgert.mtss.gov.pt

RO

M. Cesar Birzea

ISE [Institut des sciences de l'éducation]

Tél. +40 213136491

Fax +40 213121447

Courriel: cesar.birzea@ise.ro

SK

M. Juraj Vantuch

SIOV – Štátny inštitút odborného vzdelávania/Slovenské národné observatórium odborného vzdelávania [Institut national de l'enseignement professionnel/Observatoire national de l'enseignement professionnel]

Tél. +421 254776774

Fax +421 254776774

Courriel: sno@siov.sk

SI

M^{me} Metka Šlander

CPI – Centra RS za poklicno izobraževanje [Institut national pour l'EFPP]
Tél. +386 15864207
Fax +386 15422045
Courriel: slanderm@cpi.si

ES

M^{me} Maria Luz De La Cuevas Torresano
SPE – Servicio Público de Empleo Estatal [Service public de l'emploi]
Tél. +34 915859834
Fax +34 915859819
Courriel: mluz.cuevas@sepe.es

SE

M. Shawn Mendes
Skolverket [Direction nationale des établissements scolaires]
Tél. +46 852733287
Fax +46 8244420
Courriel: Shawn.mendes@skolverket.se

UK

M. Tom Leney
Visiting Fellow, Institute of Education [expert invité, Institut de l'éducation]
Courriel: tomleney@btinternet.com



CEDEFOP

Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Rapport annuel 2011

Luxembourg:
Office des publications de l'Union européenne

2013 – VI, 160p. – 21 x 29.7 cm

ISBN 978-92-896-1106-0

ISSN 1608-988X

doi: 10.2801/78784

N° de cat.: TI-AB-12-001-FR-C

Gratuit – 4115 FR –

Rapport annuel 2011

TI-AB-12-001-FR-C

Europe 123, 570 01 Thessaloniki (Pylea), GRÈCE
Adresse postale: PO Box 22427, 551 02 Thessaloniki, GRÈCE
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
E-mail: info@cedefop.europa.eu

visit our portal www.cedefop.europa.eu

4115 FR

http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/4115_fr.pdf

